



COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE



EMAS
MANAGEMENT
ENVIRONNEMENTAL
VÉRIFIÉ
LU 100003



© Union européenne

DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE 2023



Direction des Bâtiments et de la sécurité
Section Gestion Durable

curia.europa.eu



SOMMAIRE

CONTENTS

1 // Avant-propos	6
2 // La Cour de justice de l'Union européenne.....	7
2.1 Composition et fonctionnement de la Cour de justice de l'Union européenne	7
2.2 La situation géographique, l'infrastructure et les effectifs de la CJUE.....	8
3 // Présentation du système EMAS.....	10
3.1. Périmètre de l'enregistrement EMAS.....	10
3.2. Description du système de management environnemental (SME)	11
3.3. Description des aspects environnementaux significatifs	12
3.4. Structure organisationnelle EMAS à la CJUE.....	13
4 // Politique environnementale	14
5 // Objectifs et indicateurs environnementaux	15
5.1 Énergies et eau de ville	17
5.1.1. Consommation totale d'énergie	17
5.1.2. Consommation de chaleur	19
5.1.3. Consommation d'électricité.....	21
5.1.4. Production d'électricité photovoltaïque	24
5.1.5. Consommation d'eau	25
5.2. Consommation de papier	27
5.3. Prévention et gestion des déchets.....	29
5.4 Achats verts.....	35
5.5 Mobilité alternative.....	37
5.6 Travail à domicile	40
5.7 Émissions	44
5.7.1 Émissions de gaz à effet de serre	44

5.7.2.	Autres émissions	47
5.8	Biodiversité	48
6 //	Autres aspects environnementaux et systémiques	50
6.1.	Communication et sensibilisation	50
6.2.	Conformité réglementaire	52
7 //	Conclusions.....	53
8 //	Déclaration du vérificateur agréé	55
9 //	Lexique	56
10 //	Annexes.....	58
10.1.	Programme EMAS 2023 avec état des actions	58
10.2.	Données détaillées.....	80
10.2.1.	Nombre d'équivalent temps plein (ETP)	80
10.2.2.	Consommation de chaleur	80
10.2.3.	Consommation d'électricité	82
10.2.4.	Production d'électricité photovoltaïque	84
10.2.5.	Consommation d'eau de ville.....	85
10.2.6.	Consommation de papier	88
10.2.7.	Production des déchets.....	89
10.2.8.	Achats verts.....	91
10.2.9.	Mobilité alternative.....	92
10.2.10.	Travail à domicile	93
10.2.11.	Émissions de gaz à effet de serre	94
10.2.12.	Biodiversité	95
10.2.13.	Arrêtés ministériels délivrés par l'Administration de l'Environnement luxembourgeoise.....	96

1 // Avant-propos

L'Union européenne est à l'avant-garde des efforts en matière de protection de l'environnement.

Dans ce contexte, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a voulu concrétiser son engagement et structurer son action en l'inscrivant dans la démarche EMAS (Eco Management and Audit Scheme), le standard européen de référence qui offre aux organisations publiques et privées un cadre permettant une progression continue vers des pratiques toujours plus respectueuses de l'environnement.

Ainsi, la Cour a la fierté de figurer, depuis le 15 décembre 2016, parmi les organisations qui, au Luxembourg, détiennent une certification EMAS et ont l'autorisation d'utiliser le logo EMAS avec leur propre numéro d'enregistrement. Cette certification, qui doit être renouvelée tous les trois ans, est le fruit d'efforts collectifs constants. Elle a été renouvelée, en dernier lieu, en 2022 par les autorités luxembourgeoises.

Ce renouvellement est le fruit, cette année encore, de la force de proposition et de l'énergie que tous les acteurs du système EMAS ont mis au service de l'amélioration constante de notre performance environnementale. C'est en effet grâce à la coopération étroite des différents services de l'institution et à l'engagement continu de l'ensemble du personnel que le mot EMAS est, aujourd'hui, synonyme de l'attitude écoresponsable qui préside à nos comportements.

L'année 2022, qui fait l'objet de la présente déclaration, marque le début de l'ère « post-pandémique », qui se caractérise tout à la fois par une forte augmentation de l'activité *in situ* et par l'intégration pérenne du travail à domicile dans le cadre du fonctionnement ordinaire de la CJUE.

Cette conjonction de facteurs a permis, à nouveau, de réduire notre consommation d'énergie, en raison, en particulier, de l'abandon graduel des mesures spécifiques arrêtées dans le contexte de la crise sanitaire et de l'adoption des mesures exceptionnelles liées à la crise énergétique résultant de la guerre en Ukraine.

En outre, l'évolution de nos modalités de travail, la poursuite de la dématérialisation et de la digitalisation de nos processus, mais surtout l'ancrage des réflexes écoresponsables dans nos habitudes de travail ont permis de poursuivre sur la voie de la sobriété, par exemple en ce qui concerne la consommation de papier bureautique. Ces résultats sont autant d'encouragement à poursuivre nos efforts dans les années à venir, dans une optique d'amélioration continue.

A. Calot Escobar

Greffier de la Cour de justice de l'Union européenne

2 // La Cour de justice de l'Union européenne

2.1 Composition et fonctionnement de la Cour de justice de l'Union européenne

Depuis sa création en 1952, la mission de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) consiste à assurer « le respect du droit dans l'interprétation et l'application » des traités.

Dans le cadre de cette mission, la CJUE notamment :

- Contrôle la légalité des actes des institutions de l'Union européenne ;
- Veille au respect par les États membres, des obligations qui découlent des traités;
- Interprète le droit de l'Union à la demande des juges nationaux.

Elle constitue ainsi l'autorité judiciaire de l'Union européenne et veille, en collaboration avec les juridictions des États membres, à l'application et à l'interprétation uniformes du droit de l'Union.

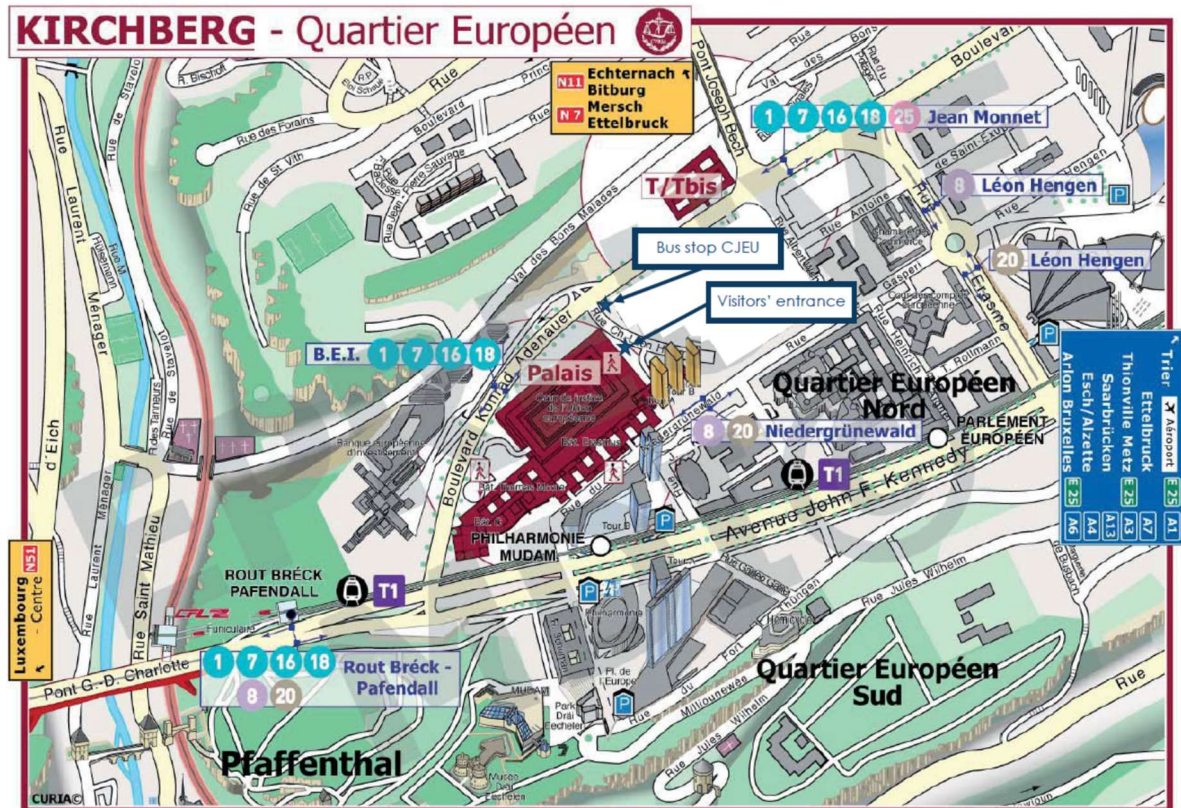
La CJUE, dont le siège est établi à Luxembourg, comprend deux juridictions : la Cour de justice et le Tribunal (créé en 1988). Le Tribunal de la fonction publique, créé en 2004, a cessé ses activités le 1^{er} septembre 2016 dans le contexte de la réforme de l'architecture juridictionnelle de l'Union, ses compétences ayant été transférées au Tribunal.

Chaque État membre ayant ses langues officielles et son système juridique spécifique, la CJUE est une institution multilingue. Son régime linguistique n'a d'équivalent dans aucune autre juridiction au monde, puisque chacune des langues officielles de l'Union peut être langue de procédure. La CJUE est tenue au respect d'un multilinguisme intégral en raison de la nécessité de communiquer avec les parties dans la langue du procès et d'assurer la diffusion de la jurisprudence de ses juridictions dans l'ensemble des États membres.

Chaque année, à l'exception notable des années 2020, 2021 et en partie 2022, la CJUE reçoit à Luxembourg environ 4.000 professionnels du droit : magistrats nationaux, avocats, professeurs d'université, juristes d'entreprise, auxquels elle propose des programmes leur permettant d'approfondir leurs connaissances de l'institution judiciaire ainsi que de sa jurisprudence. À cela s'ajoutent d'autres visiteurs (majoritairement des étudiants en droit) qui sont également reçus chaque année. En 2022, 11 653 personnes ont visité la CJUE.

2.2 La situation géographique, l'infrastructure et les effectifs de la CJUE

Le site de la CJUE se situe sur le plateau de Kirchberg, au nord-est de la ville de Luxembourg. La carte suivante présente la localisation du site de la CJUE dans le quartier européen du plateau de Kirchberg, entre la Rue du Fort Niedergruenewald et le Boulevard Konrad Adenauer. Le plateau de Kirchberg accueille plusieurs autres institutions européennes et des immeubles administratifs modernes.



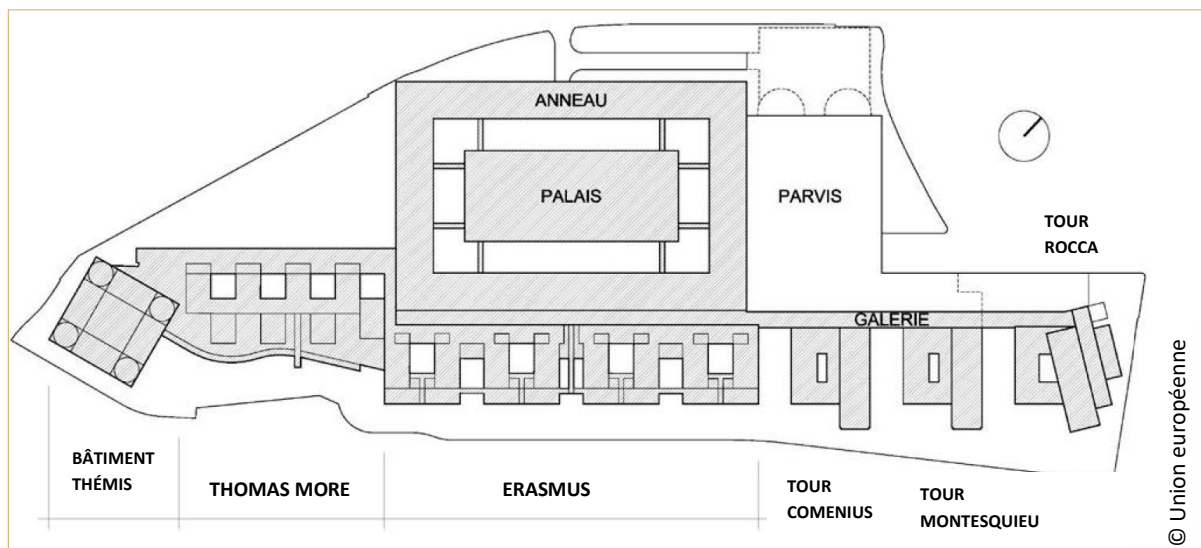
La présente déclaration environnementale mise à jour se réfère aux données relatives à l'année 2022 (ci-après « l'année de mise à jour »). Au cours de cette année de mise à jour, le site principal de la CJUE, situé Rue du Fort Niedergruenewald, comprend neuf bâtiments connectés pour une surface exploitable de 209 690 m² ¹.

Il s'agit des bâtiments suivants :

- Tour Comenius ;
- Tour Montesquieu ;
- Tour Rocca ;
- Palais ;
- Anneau ;
- Galerie ;
- Erasmus ;
- Thomas More ;
- Bâtiment Thémis.

¹// Source : Autorisation d'exploitation de la CJUE.

L'ensemble de ces neuf bâtiments forme le « Nouveau Palais » (voir plan ci-dessous).



La Tour Rocca est entrée en exploitation en juillet 2019. Le bâtiment T/Tbis, situé Boulevard Konrad Adenauer, a été loué jusqu'au 30 septembre 2019 au Fonds Kirchberg. Le déménagement des occupants du bâtiment T/Tbis vers la Tour Rocca s'est fait progressivement à partir du mois d'août 2019. Ainsi, la Tour Rocca est entrée officiellement dans le périmètre du système EMAS. Cependant, pour des raisons techniques et de cohérence, les chiffres qui concernent la gestion de l'énergie (électricité, chauffage et refroidissement) et de l'eau pour la Tour Rocca sont évalués séparément.

La distinction réalisée entre la Tour Rocca et le reste du Nouveau Palais cessera en 2023, après une troisième année complète d'utilisation et d'exploitation du bâtiment et sera par conséquent intégrée dans la prochaine version de la déclaration.

S'agissant des effectifs, la CJUE comptait en moyenne annuelle 2.307 équivalents à temps plein sur son site². Peuvent également être présents dans les locaux de la CJUE : le personnel des sociétés prestataires de services (par exemple gardiennage, maintenance des bâtiments, nettoyage ou restauration), des visiteurs et des parties aux affaires portées devant les juridictions (notamment lors de la participation aux audiences).

²// Données de la direction des Ressources humaines et de l'administration du personnel.

3 // Présentation du système EMAS

3.1. Périmètre de l'enregistrement EMAS

La CJUE a décidé d'appliquer le Système de Management Environnemental (SME) à toutes ses activités de support et de fonctionnement sur son site de Luxembourg/Kirchberg, situé Rue du Fort Niedergruenewald. Les activités de la CJUE sont classées selon le code NACE³ 99.00 « Activités des organisations et organismes extraterritoriaux ».

Le SME de la CJUE se réfère aux exigences du Règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) (JO 2009, L 342, p. 1 ; ci-après le « règlement EMAS »)⁴ dont le dernier amendement consistait en la modification de l'annexe IV par le règlement (UE) 2018/2026 de la Commission du 19 décembre 2018. Le présent document est la base du SME.

Le champ d'application du SME couvre également les éléments internes et externes visés au point A.4.1 et les obligations de conformité visées au point A.6.1.3 de l'annexe 2 du règlement EMAS.

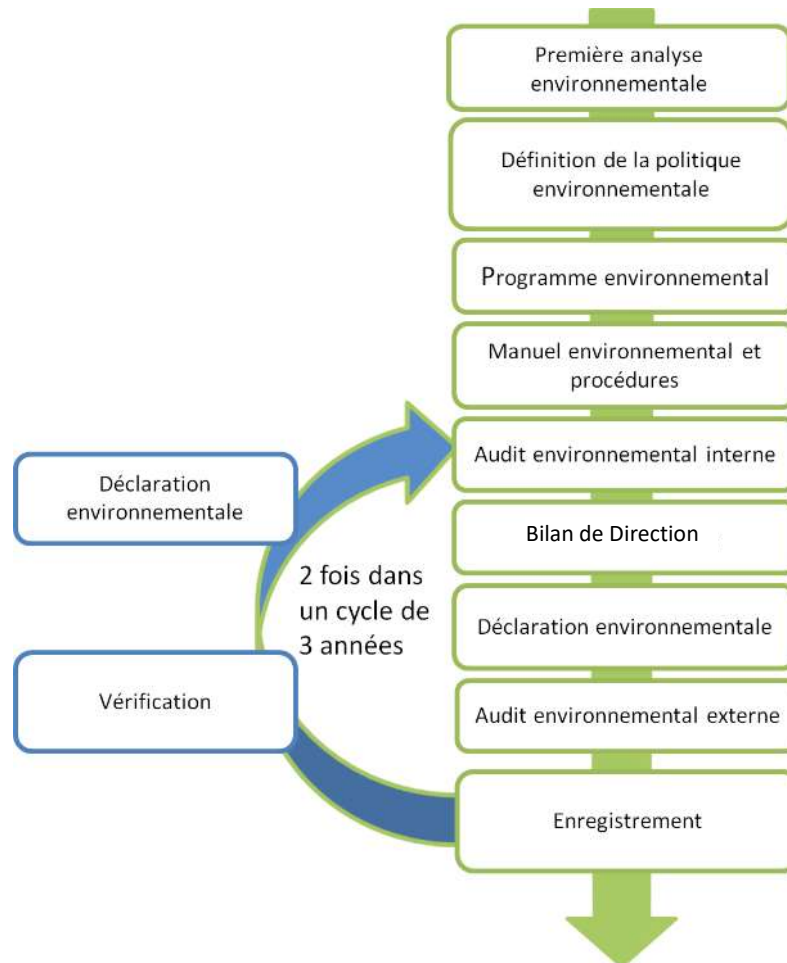
Le Jardin du multilinguisme a récemment été inauguré à proximité du site sur une superficie de 1,15ha. Il est ouvert au public et sert également d'espace de détente au personnel de la CJUE. Le jardin est entretenu par la CJUE, mais celui-ci ne lui appartient pas et ne relève donc pas de la zone d'observation. Il mérite cependant d'être mentionné, car il a un impact positif important sur la biodiversité de la périphérie du site de la CJUE.

³// Cf. 9 Lexique.

⁴// Cf. 9 Lexique.

3.2. Description du système de management environnemental (SME)

EMAS est le système de management environnemental développé par l'Union européenne qui vise à améliorer les performances environnementales d'une organisation. Ce système est mis en œuvre selon les phases suivantes :



Chaque organisation désirant être en conformité avec le règlement EMAS doit effectuer dans un premier temps une **analyse environnementale**, c'est-à-dire une analyse des risques de l'organisation sur le terrain, des processus ayant un impact environnemental et, plus particulièrement, une analyse du respect et des exigences légales. Les impacts les plus significatifs sont identifiés et une distinction est faite entre les aspects environnementaux directs et indirects.

Cette analyse environnementale est complétée par une évaluation :

- Du contexte organisationnel ;
- Des besoins et des attentes des parties intéressées ;
- Des risques et possibilités associés aux analyses des risques précités.

À partir de ces analyses, l'organisation doit élaborer, au niveau hiérarchique le plus élevé, sa **politique environnementale** qui représente la ligne directrice du SME.

Les différentes données, les processus identifiés ainsi que la définition des responsabilités constituent la base pour définir les objectifs et les actions d'un **programme environnemental** et pour proposer un **manuel environnemental** et des **procédures environnementales**. Ceci garantit ainsi une sécurité juridique vis-à-vis des obligations légales (notamment l'autorisation d'exploitation) et l'amélioration continue des performances environnementales, qui se répercute elle-même sur les processus et l'organisation.

Une fois l'analyse environnementale réalisée, la politique environnementale approuvée et la documentation environnementale mise en place, un **premier audit environnemental interne** est réalisé.

Les résultats de cet audit ainsi que la performance environnementale de l'année précédente sont alors présentés à la hiérarchie de l'organisation dans le cadre d'une **revue de direction** annuelle.

Ensuite, l'organisation désireuse d'obtenir l'enregistrement EMAS rédige sa **déclaration environnementale** (rapport environnemental annuel) et la soumet à un **vérificateur (auditeur) environnemental externe**.

Après vérification, l'organisation est, le cas échéant, enregistrée pour une durée de trois ans comme conforme au règlement EMAS. Durant ce cycle de trois années, la déclaration environnementale mise à jour est vérifiée au moins deux fois dans le cadre d'un audit externe.

L'année de base est couverte par l'enregistrement que la CJUE a obtenu, après un premier cycle d'audits internes et un audit externe initial, le 15 décembre 2016 sous le n° LU-000003. Notre institution a vu son enregistrement EMAS renouvelé, en dernier lieu en 2022, par la ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, M^{me} Joëlle Welfing.

3.3. Description des aspects environnementaux significatifs

L'analyse environnementale préalable au premier enregistrement EMAS de la CJUE a identifié les aspects environnementaux les plus significatifs de son activité, ainsi que, pour chacun de ces aspects, l'incidence environnementale liée à l'activité de la CJUE. Cette analyse est mise à jour sur une base annuelle. Les impacts environnementaux sont classés comme étant directs ou indirects, selon la maîtrise directe ou indirecte que l'institution a sur eux.

Ladite analyse environnementale constitue le **cadre de référence** de la présente déclaration environnementale mise à jour.

Dans l'analyse environnementale, pour identifier les aspects environnementaux significatifs, ont été utilisés les critères d'évaluation suivants :

1. Leur fréquence (occurrence) ;
2. Leur gravité ;
3. Le degré de maîtrise qu'en a l'institution.

Ont été identifiés comme significatifs les aspects environnementaux suivants :

ASPECT	INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE	DIRECT / INDIRECT
<ul style="list-style-type: none"> • Consommation de matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources naturelles 	Direct
<ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'énergie • Production d'émissions (liées aux bâtiments) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources naturelles • Réchauffement climatique / Pollution de l'air 	Direct
<ul style="list-style-type: none"> • Production d'émissions (liées à la mobilité) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réchauffement climatique / Pollution de l'air 	Indirect
<ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'eau • Production d'eaux usées 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des ressources naturelles • Pollution de l'eau 	Direct

3.4. Structure organisationnelle EMAS à la CJUE

La CJUE a retenu une structure à deux piliers pour gérer son SME de manière cohérente et durable.

Le premier pilier est constitué du **COMITÉ EMAS**, qui se réunit sous la présidence du Greffier de la Cour, en présence du Conseiller Gestion durable et regroupe également le Greffier du Tribunal, le Greffier adjoint de la Cour, le Greffier adjoint du Tribunal, les directeurs généraux, les directeurs, les chefs des cabinets des Présidents de la Cour et du Tribunal, le chef du cabinet du Greffier de la Cour, le conseiller juridique pour les affaires administratives, l'auditeur interne et le délégué à la protection des données.

Les membres du Comité EMAS se réunissent au moins une fois par an et sont impliqués dans le processus de la revue de direction, de l'approbation de la déclaration environnementale et dans la définition de la politique environnementale de la CJUE. Le Comité EMAS est saisi des propositions du Forum EMAS et décide de la marche à suivre ainsi que des actions effectives à entamer.

Le **FORUM EMAS** est le second pilier du SME de la CJUE. Il regroupe des représentants de l'ensemble des unités organisationnelles concernées par l'implémentation et l'application du système EMAS et constitue le niveau opérationnel du système de management environnemental de la CJUE. Le Forum EMAS a pour mission de mettre en œuvre la stratégie environnementale de l'institution. À cette fin, il est impliqué dans la préparation, entre autres, du programme environnemental et de la déclaration environnementale.

Cette structure à deux piliers est animée par le Conseiller Gestion durable avec le soutien de la haute hiérarchie ainsi que de l'ensemble du personnel de la CJUE.

Le **CONSEILLER GESTION DURABLE** est chargé de la mise en œuvre pratique et opérationnelle du système EMAS ainsi que de son suivi. Il fournit son expertise au Forum EMAS, au Comité EMAS et au Greffier de la Cour. Cette fonction jouit de l'indépendance nécessaire pour garantir l'intégrité du SME. Le Conseiller Gestion durable rend compte au directeur général de l'Administration, au directeur des Bâtiments et de la sécurité ainsi qu'au Comité EMAS et au Forum EMAS.

L'**ENSEMBLE DES EMPLOYÉS** agit au quotidien en faveur de la protection de l'environnement en s'appuyant sur le système EMAS de la CJUE. Les employés sont impliqués dans ce système par des actions de sensibilisation et d'information ainsi que par la possibilité qui leur est offerte de formuler des suggestions auprès du Conseiller Gestion durable ou des membres du Forum EMAS.

4 // Politique environnementale

La politique environnementale est l'expression formelle de l'engagement de la CJUE vis-à-vis de la protection de l'environnement à son plus haut niveau. Elle est mise à la disposition du public sur le site Internet de la CJUE à l'adresse : www.curia.europa.eu/jcms/EMAS .

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est à l'avant-garde des engagements en termes de protection de l'environnement à l'échelle mondiale. La Cour de justice de l'Union européenne en tant qu'institution accorde également une grande importance à cet objectif et a dès lors décidé de poursuivre son engagement en faveur de l'environnement dans le cadre du règlement européen **EMAS (Eco-Management and Audit Scheme)**.

Dans ce cadre, le système de gestion environnementale adopté par l'institution vise à lui permettre de :

- se conformer à l'ensemble des règles applicables en matière de protection de l'environnement
- assurer la prévention de la pollution
- améliorer de façon continue l'impact environnemental des activités de la Cour de justice de l'Union européenne
- augmenter l'efficacité des processus ayant un impact sur l'environnement
- informer, sensibiliser et responsabiliser le personnel ainsi que les Membres et les encourager à participer à la mise en œuvre dudit système de gestion environnementale
- promouvoir le dialogue avec les parties intéressées, tant sur le plan interne qu'externe
- développer la collaboration avec les autorités nationales afin de dégager des synergies en faveur des objectifs de cette politique.

Cet engagement se traduit par l'adoption d'une politique environnementale et par des actions concrètes, appuyées par des moyens humains, matériels et financiers adéquats. La politique donne un cadre pour l'établissement et l'examen des objectifs et cibles environnementaux et vise notamment à :

- réduire les émissions de dioxyde de carbone
- utiliser l'énergie et l'eau de manière efficace et rationnelle
- encourager une utilisation raisonnable et responsable du papier
- réduire la quantité des déchets
- encourager une intégration des critères environnementaux dans les procédures relatives aux marchés publics.

Cette politique environnementale est détaillée, mise en œuvre et régulièrement actualisée, et communiquée à toute personne travaillant au sein ou pour le compte de l'institution. Elle est également portée à la connaissance du public.


Alfredo Calot Escobar
Luxembourg, le 4 juillet 2018

5 // Objectifs et indicateurs environnementaux

Cette section présente les résultats environnementaux obtenus dans le cadre du SME de la CJUE. Comme l'exige le règlement EMAS, les indicateurs mesurant les résultats sont présentés sous forme de ratios.

Les indicateurs sont rapportés, selon leur pertinence, à l'effectif, exprimé en équivalent temps plein⁵ (ETP). L'effectif de la CJUE est pris en compte au prorata du temps d'activité des Membres et du personnel. Pour l'année 2022, le nombre d'ETP est de 2.307, dont 94 Membres⁶.

Bien que la CJUE ait un recours permanent à un nombre important de prestataires externes, leur temps de présence n'est pas connu avec suffisamment de précision pour tous. Pour garantir la fiabilité et la reproductibilité des données d'une année à l'autre, ces prestataires ne sont donc pas pris en compte.

Les surfaces de référence sont les surfaces énergétiques issues du Certificat de Performance Énergétique établi au mois de décembre 2021 avec le détail par bâtiment selon les prescriptions du règlement Grand-Ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels⁷. Les surfaces du bâtiment T/Tbis ont été calculées par la direction des Bâtiments et de la sécurité de la CJUE.

Enfin, l'année 2015, en tant qu'année de référence sert de base de comparaison pour les exercices futurs et l'établissement de plans d'actions avec un objectif annuel, voir pluriannuel.

Dans ce contexte, il convient de souligner que l'évolution de la plupart des indicateurs pour l'année 2022 a été affectée par la reprise du fonctionnement habituel de la CJUE, après une période extraordinaire dans le contexte de la crise sanitaire. Plusieurs facteurs ont eu une influence sur cette évolution, parmi lesquels figurent notamment le niveau de fréquentation des locaux et l'abandon des modifications apportées au fonctionnement de certaines installations pour des motifs sanitaires.

Un récapitulatif des différents indicateurs et des objectifs environnementaux fixés est présenté à la **page suivante** :

⁵// Cf. 9 Lexique.

⁶// Données de la direction des Ressources humaines et de l'administration du personnel.

⁷// Règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et modifiant : 1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation ; 2. le règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie.

Domaine	Indicateur	Unité	2015	2019	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2019-2022	Évolution 2021-2022	Objectifs 2022
Énergie	Consommation de chaleur	kWh/DJU/ETP	1,50	1,34	1,85	1,14	-23,6%	-14,7%	-38,2%	-4,0 %/2019 Atteint
Énergie	Consommation d'électricité	kWh/ETP	8.052	7.195	7.580	6.183	-23,2%	-14,0%	-18,4%	-2,0%/2019 Atteint
Énergie	Production d'électricité photovoltaïque	kWh/heure d'insolation	198	180	205	189	-4,4%	4,6%	-7,7%	n.a
Énergie	Consommation d'eau	m3/ETP	21,83	20,63	13,49	19,63	-10,1%	-4,9%	45,5%	-10,0%/2019 Atteint en partie
Intrants	Consommation de papier (hors publications externalisées)	kg/ETP	71,5	59	29,7	27,1	-62,1%	-54,1%	-8,8%	-10 %/2019 Atteint
Déchets	Quantité de déchets "Bureaux et restauration"	kg/ETP	181,4	165,7	72,9	90,8	-50,0%	-45,3%	24,4%	Pas d'objectif défini
Achats verts	Part des appels d'offres classée dans la catégorie "Light green"	% nombre	66,7%	30,0%	33,3%	28,6%	-57,2%	-4,8%	-14,2%	< 50% Atteint
Achats verts	Part des appels d'offres classée dans la catégorie "Light green"	% montant	58,0%	22,6%	3,7%	4,8%	-91,7%	-78,7%	30,4%	< 40% Atteint
Mobilité alternative	Utilisation de véhicule thermique personnel	% part	59,2%	48,3%	53,3%	48%	-18,8%	-0,5%	-9,9%	Pas d'objectif défini
Émissions	Émissions Carbone (hors déplacements des visiteurs)	kg CO ₂ /ETP	6.808	6.064	4.676	4.652	-31,7%	-23,3%	-0,5%	Pas d'objectif défini
Biodiversité	Ratio d'imperméabilisation des sols	%	88,9%	86,3%	86,3%	86,3%	-2,9%	0,0%	0,0%	n.a
Biodiversité	Surfaces laissées à l'état naturel	m ²	8399	12787	12787	12787	+52,2%	0,0%	0,0%	n.a

En fonction des indicateurs, une variation à la baisse peut être positive ou non pour l'environnement, ainsi que l'indique le code couleur ci-après :

	Évolution favorable
	Évolution acceptable
	Évolution défavorable

Les indicateurs sont détaillés et expliqués ci-après en suivant la structure suivante :

- « **Utilisation** » : le cas échéant, explications concernant l'usage des ressources telles que l'énergie et les achats, dont le papier, et informations relatives à l'origine de l'aspect environnemental ;
- « **Explication concernant les données** » : indication de la source et de la fiabilité des données, du type de relevé et du champ d'application de chaque indicateur ;
- « **Analyse des résultats** » : commentaire replaçant ou situant l'indicateur par rapport au contexte, à son évolution, etc. ;
- « **Actions réalisées ou récurrentes** » : description des principales actions réalisées en 2022 ou des projets récurrents, ainsi que des principales actions engagées en 2022 ;
- « **Actions prévues** » : exposé des principales actions prévues, en particulier dans le programme EMAS, pour les années 2022 et suivantes ;
- « **Objectif** » : annonce d'objectifs, s'ils ont été définis pour la période 2022-2023. Les détails concernant les différentes données sont disponibles en annexe.

5.1 Énergies et eau de ville

5.1.1. Consommation totale d'énergie

UTILISATION

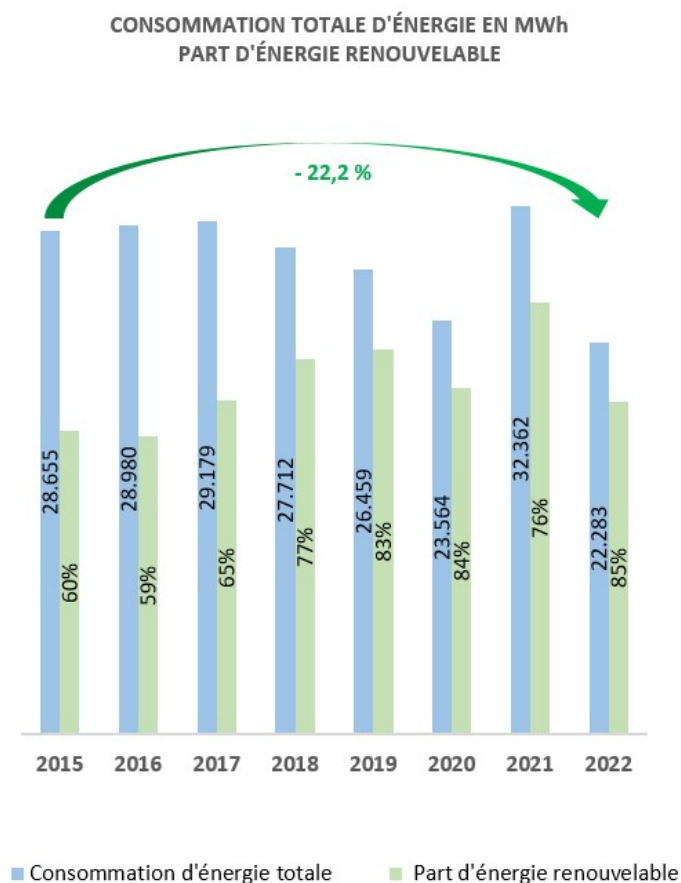
La CJUE est consommatrice de chaleur urbaine et d'énergie électrique, où cette dernière est utilisée en partie pour la production de froid. Suite à l'arrêt de l'exploitation du bâtiment T/Tbis à la fin de l'année 2019, la CJUE n'utilise plus de gaz de ville pour sa production de chaleur.

Elle produit en revanche de l'énergie électrique photovoltaïque qui est redistribuée en totalité dans le réseau de la ville.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Ces données proviennent de l'unité Gestion des bâtiments. Elles sont basées sur les factures des fournisseurs d'énergie, recoupées avec les relevés des compteurs internes.

L'histogramme ci-dessous présente la consommation totale d'énergie annuelle des années 2015 à 2022, à savoir, les consommations cumulées de chauffage et d'électricité. Pour rappel, l'année 2015 est l'année de base servant de comparaison pour les années successives.



ANALYSE DES RÉSULTATS

Les mesures adoptées en réponse à la crise sanitaire qui avaient eu pour effet une consommation énergétique très élevée en 2021 ont peu à peu été abandonnées en 2022 ce qui a ramené la consommation énergétique à des niveaux plus bas.

Deux tendances ressortent de cet histogramme :

- La consommation d'énergie totale a diminué de 22,24 % entre 2015 et 2022 et de 31,14 % entre 2021 et 2022.

Cette évolution au cours de l'année dernière est principalement due à l'abandon des mesures sanitaires liées à la crise du covid-19. En effet, afin de limiter toute propagation du virus dans l'enceinte des bâtiments, il a été décidé de faire fonctionner tous les équipements de traitement de l'air en « tout air neuf ». Cette mesure oblige les installations à extraire 100 % d'air extérieur et ne permet pas de recycler l'air intérieur. En hiver, les installations sont contraintes de réchauffer l'air avant de l'injecter dans les locaux, ce qui engendre de plus grosses dépenses de chauffage. Inversement, en été, les installations sont contraintes de refroidir l'air chaud venant de l'extérieur avant de le diffuser dans les bâtiments.

Début 2022, la CJUE avec l'accord de son Médecin Conseil, a décidé d'abandonner le fonctionnement en « tout air neuf » de ses équipements de traitement de l'air, mesure particulièrement énergivore. Cette mesure a pu être abandonnée grâce au remplacement des filtres « classiques » par des filtres plus performants qui préservent le haut degré de protection du personnel face aux risques du virus covid-19.

De plus, des mesures exceptionnelles et extraordinaires ont été prises dans le cadre de la politique de l'UE de réduction de la consommation énergétique, afin de répondre à la crise énergétique causée par la guerre en Ukraine. Ces mesures ont eu un impact positif sur la consommation énergétique de la CJUE.

- Le ratio d'utilisation des énergies renouvelables rapporté à la consommation totale d'énergie a augmenté en 2022 pour atteindre 85 % (soit 9 % de plus par rapport à l'année dernière). Ceci résulte du fait que la chaleur urbaine produite à partir de pellets de bois utilisée sur le plateau du Kirchberg en 2021 a augmenté, passant de 49 % à 58 %.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

Dans le cadre de la démarche d'amélioration continue, plusieurs mesures détaillées ci-dessous ont été prises dans le courant de l'année 2022 par l'unité Gestion des bâtiments, le Conseiller Gestion durable ainsi que l'entreprise gestionnaire des installations techniques :

- Afin de satisfaire aux exigences du système EMAS, un plan de comptage des énergies a été réalisé. Cette mesure consiste en l'installation de compteurs électriques et thermiques supplémentaires placés stratégiquement afin de connaître en détail les consommations des bâtiments. Bien que cette mesure ne soit pas une action d'économie d'énergie directe, elle est toutefois le premier pas dans une démarche environnementale de gestion des dépenses énergétiques ;
- L'amélioration du système de *reporting* actuel est un projet initié en 2017 qui suit son cours afin de garantir une proactivité accrue dans le suivi des consommations énergétiques ;
- La modification des plages de fonctionnement des centrales de traitement d'air sur l'ensemble du Nouveau Palais a généré des gains d'économie d'énergie significatifs.

ACTIONS PRÉVUES

- La politique pour une utilisation plus efficace de l'énergie selon la norme ISO 50001 sera mise à jour dès l'achèvement du projet de sécurisation du site afin de l'intégrer dans son périmètre d'application.

OBJECTIF

Les objectifs environnementaux ont été fixés pour la période 2022 – 2023 par rapport à l'année 2019, soit la dernière année d'exploitation des bâtiments avant la période covid-19. Ils ont été intégrés dans les chapitres suivants.

5.1.2. Consommation de chaleur

UTILISATION

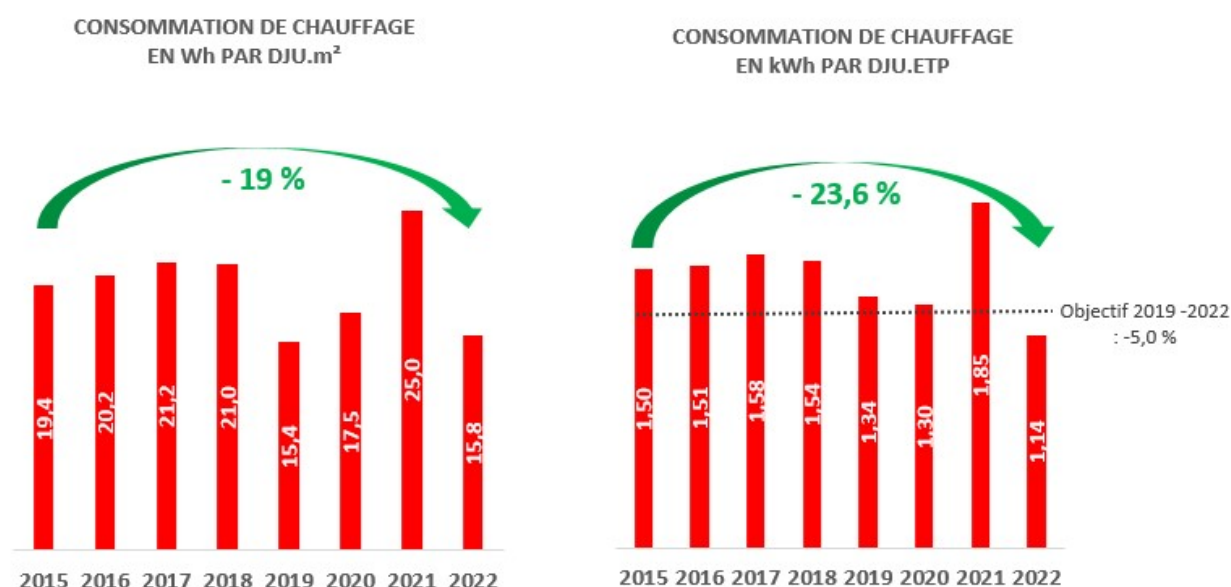
La CJUE utilise la chaleur du réseau urbain pour chauffer ses bâtiments et produire de l'eau chaude sanitaire.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données de consommation de chaleur proviennent de l'unité Gestion des bâtiments. Ces données sont extraites des factures pour le chauffage urbain qui dessert l'ensemble des bâtiments du Nouveau Palais.

Depuis 2019, le bâtiment T/Tbis ne fait plus partie du parc immobilier de la CJUE. Les informations fournies en annexes sont données à titre indicatif afin de comparer les années entre elles et ce, depuis 2015.

La consommation de chaleur, corrigée par les DJU⁸, par rapport à la surface chauffée et rapportée à l'effectif global de la CJUE donne les résultats suivants :



ANALYSE DES RÉSULTATS

En tenant compte des conditions météorologiques au moyen des DJU, la consommation de chaleur par rapport à la surface a diminué de 19,71 % entre 2015 et 2022. En ramenant ce chiffre à l'effectif global de la CJUE, la baisse est de 23,6 % pour la même période.

Depuis la 2^{ème} moitié de l'année 2020 jusqu'à la fin de l'année 2021, des mesures sanitaires strictes ont imposé à la CJUE de faire fonctionner ses nombreuses centrales de traitement de l'air en mode « tout air neuf ». Cette contrainte particulièrement énergivore en période froide, obligeait à réchauffer de grands volumes d'air prélevés à l'extérieur avant leur introduction dans les locaux.

Cependant, au début de l'année 2022, la CJUE avec l'accord de son Médecin Conseil, a décidé d'abandonner le fonctionnement en « tout air neuf » de ses équipements de traitement de l'air, mesure particulièrement énergivore. Cette mesure a pu être abandonnée grâce au remplacement des filtres « classiques » par des filtres plus performants qui préservent le haut degré de protection du personnel face aux risques du virus covid-19. De plus, des mesures extraordinaires ont été appliquées suite à la situation de **crise énergétique**. Plus précisément, la CJUE et les autres institutions situées à Luxembourg ont **adapté la consigne de la température** pour la période de chauffage (baisse de la température) ainsi que pour la période de refroidissement (augmentation de la température – début en 2023, pas d'impact dur les chiffres 2022). Ainsi, les consommations par ETP sont en baisse de 38,3 % entre 2021 et 2022 et en baisse de 23.6% entre 2019 et 2022.

Afin de préserver l'efficacité thermique des bâtiments de la CJUE, plusieurs mesures ont été mises en place durant l'année 2022

⁸// Cf. 9 Lexique.

ou sont prévues par l'unité Gestion des bâtiments en collaboration avec son partenaire technique. Elles sont détaillées dans les paragraphes suivants.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

- La poursuite du programme de sensibilisation du personnel ; les rondes des agents de sécurité et des services de nettoyage ont contribué à économiser les consommations d'énergies liées à l'éclairage (électricité), au chauffage et à la climatisation (eau et électricité) ;
- L'optimisation de la distribution de chaleur sur l'ensemble du Nouveau Palais s'est poursuivie en 2022 ;
- La mise à l'arrêt du chauffage durant la période estivale ;
- Pour une meilleure maîtrise des consommations de chaleur, le compteur principal de chauffage urbain a été intégré dans l'outil de Gestion Technique des Bâtiments.

ACTIONS PRÉVUES

- La sensibilisation des occupants et du personnel nouvellement recruté sera renforcée durant l'année 2023 en mettant particulièrement l'accent sur les bonnes conduites et la chasse au gaspillage. Cette mesure d'amélioration continue s'accompagnera d'actions concrètes telles que l'évaluation des pertes thermiques dues aux fenêtres ouvertes en hiver ;
- L'isolation des corps de pompes et des accessoires au niveau des sous-stations chaleur est prévue pour 2023 ;
- Le lancement d'un projet pilote visant à évaluer la possibilité d'arrêter la distribution de l'eau chaude centrale dans le bâtiment Anneau.

OBJECTIF

Pour l'année 2022, la CJUE s'est fixée pour objectif de diminuer les consommations de chauffage de 4 % par rapport à 2019. Les consommations par ETP en 2022 sont en baisse de 14,7 % par rapport à 2019. Ainsi, l'objectif de réduction de -4 % est atteint.

Avec l'arrêt du fonctionnement en « tout air neuf » des installations de traitement de l'air et grâce aux mesures exceptionnelles liées à la crise énergétique suite à la guerre en Ukraine, la CJUE a retrouvé des valeurs de consommations conformes à ses objectifs environnementaux.

Pour l'année 2023, la CJUE se fixe l'objectif de diminuer ses consommations de chauffage par ETP de 5 % par rapport à 2019.

5.1.3. Consommation d'électricité

UTILISATION

Pour les bâtiments du Nouveau Palais, les consommations électriques facturées sont réparties de la manière suivante en 2022 :

- 21 % pour le fonctionnement des systèmes HVAC⁹ ;
- 9 % pour la production de froid ;
- 70 % pour les autres postes, tels que l'éclairage, les cuisines, les réfrigérateurs, les machines à café, les ascenseurs, les escalators, l'informatique, les équipements de sécurité et de sûreté, etc.

Le froid de climatisation est produit à partir de plusieurs groupes frigorifiques alimentant les différents bâtiments où la totalité de la production de froid est consommée. Le froid sert principalement à maintenir les locaux informatiques à une température tempérée constante en toute saison et à assurer un niveau de confort optimal pour les espaces de bureaux et les espaces publics.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

En janvier 2011, la CJUE a souscrit un contrat d'énergie verte pour sa consommation d'électricité facturée, laquelle provient désormais d'un bouquet ou mix énergétique d'électricité d'origine renouvelable issue des centrales hydrauliques, d'éoliennes, de la biomasse et d'installations photovoltaïques.

Ces données proviennent de l'unité Gestion des bâtiments et sont extraites des factures établies à partir du relevé du compteur général pour l'électricité desservant l'ensemble des bâtiments du Nouveau Palais. D'autres compteurs permettent également de déterminer les dépenses liées à l'éclairage, au froid de climatisation et à la ventilation des locaux.

En 2022, le Nouveau Palais (hors Tour Rocca) représente 84 % des consommations électriques facturées à la CJUE contre 16 % pour la Tour Rocca.

La production de froid peut également être suivie en analysant la consommation d'électricité et d'eau nécessaire à la climatisation de l'ensemble des bâtiments de la CJUE. Cette consommation électrique est, à partir de 2018, analysée et indiquée en jaune dans les histogrammes ci-dessous, qui indiquent la consommation d'électricité facturée par m² de surface et rapportée à l'effectif global de la CJUE :



ANALYSE DES RÉSULTATS

La consommation d'électricité facturée rapportée à la surface est en baisse de 18,5 % par rapport à l'exercice 2015 selon

⁹// Cf. 9 Lexique.

l'indicateur kWh/m². Rapportée à l'effectif de la CJUE, la baisse de la consommation est plus importante puisqu'elle atteint 23,2 % pour la même période.

La baisse entre 2021 et 2022 est principalement liée à l'abandon progressif des mesures sanitaires mises en place dans l'institution qui ont joué un rôle prépondérant dans la hausse des consommations électriques de 2021 malgré les efforts entrepris dans le cadre de l'amélioration continue dans la gestion des dépenses électriques.

En 2022, les valeurs de consommation d'électricité sont revenues à leurs niveaux précédant la crise sanitaire qui avaient pu être atteints grâce aux efforts collectifs de l'ensemble du personnel de la CJUE.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

- Au cours de l'année 2022, la sensibilisation du personnel s'est poursuivie en l'incitant aux bonnes pratiques environnementales comme l'extinction de l'éclairage en quittant le bureau ;
- Dans la plupart des bâtiments, les locaux d'impression de documents bénéficient d'un éclairage temporisé, ce qui permet d'éviter des consommations inutiles en l'absence du personnel. Le projet a été étendu au Bâtiment Erasmus avec la coopération des cabinets du Tribunal à l'issue d'une période de test ;
- Durant l'année 2022, le free-cooling¹⁰ a représenté 30 % de la production globale de froid contre 37 % en 2021, 30% en 2020, 26 % en 2019 et 18 % en 2018, ce qui représente une économie d'énergie électrique conséquente. Rappelons que le free-cooling est un procédé énergétique très économique qui consiste à utiliser l'air extérieur lors des périodes froides pour rafraîchir les installations informatiques voire un bâtiment lorsque les conditions le permettent, notamment durant les nuits de la période estivale ;
- Afin de réduire les consommations électriques liées à l'éclairage et aux équipements de ventilation, la fermeture de l'extension du parking personnel S2, S3 et S4 est prévue au mois d'août ;
- Un changement des éclairages de secours BAES par une technologie LED est en cours pour les Tours Comenius et Montesquieu, le Palais, l'Anneau et le Parking Personnel ;
- Un projet de réduction du nombre des imprimantes personnelles à ce qui est strictement nécessaire a commencé en 2022 et est encore en cours pour 2023 ;
- Chaque année, les plages de fonctionnement des centrales de traitements d'air sont modifiées en fonction des conditions météorologiques et d'occupation des locaux ;
- Le remplacement de la machine NH₃ du bâtiment Thémis par un équipement plus performant de type Turbo Core est en cours ;
- Le bon fonctionnement des minuteriers des toilettes est régulièrement vérifié et il est prévu d'en ajouter dans certains locaux, notamment le local de stockage du service médical ;
- Le remplacement des éclairages des escaliers de secours, de la Galerie, de l'escalier monumental, du Hall Erasmus, des cuisines de la Galerie et de la toiture de la tour Comenius par des équipements LED est en cours.

ACTIONS PRÉVUES

- La CJUE étudie plusieurs projets de modification de l'alimentation en froid, notamment l'alimentation des Tour Comenius et Montesquieu par le ring et la possibilité d'alimenter le collecteur 8 degrés par le collecteur 12 degrés afin d'utiliser d'autres équipements moins énergivores ;
- Une étude de l'impact sur la santé du changement d'éclairage des bureaux en LED est en cours ;
- Il est prévu de supprimer l'échangeur 1.100 kWh pour avoir une alimentation directe du ring froid par la nouvelle machine type Turbo Core ;
- La CJUE étudie la possibilité de condamner la production de froid en Tour Comenius en vidangeant les différentes

¹⁰// Cf. 9 Lexique.

tours de refroidissement chaque hiver de début novembre à fin février ;

- Il est prévu d'optimiser les timings et les horaires des éclairages de l'ensemble de la CJUE.

OBJECTIF

Pour l'année 2022, la CJUE s'est fixé pour objectif de diminuer ses consommations d'électricité de 2 % par rapport à 2019.

Avec une baisse de 7,5 % de sa consommation électrique facturée selon l'indicateur kWh par ETP entre 2019 et 2022, la CJUE a diminué sa facture énergétique et a atteint l'objectif qu'elle s'était fixé du fait notamment de l'abandon des mesures sanitaires en vigueur et à la mise en place de mesures exceptionnelles des suites de la crise énergétique dans le contexte de la guerre en Ukraine. Elle entend poursuivre ses efforts en 2023 dans le cadre de sa stratégie de réduction de ses impacts environnementaux.

Pour l'année 2023, la CJUE se fixe l'objectif de diminuer ses consommations d'électricité par ETP de 3 % par rapport à 2019.

5.1.4. Production d'électricité photovoltaïque

UTILISATION

Afin de s'assurer un approvisionnement énergétique durable, le toit de l'Anneau a été équipé de panneaux photovoltaïques d'une surface de 2 888 m², à laquelle s'ajoutent les 578 m² de panneaux supplémentaires installés en toiture et en façade de la Tour Rocca. La totalité de la production d'électricité issue de ces panneaux photovoltaïques est redistribuée dans le réseau de la Ville de Luxembourg.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

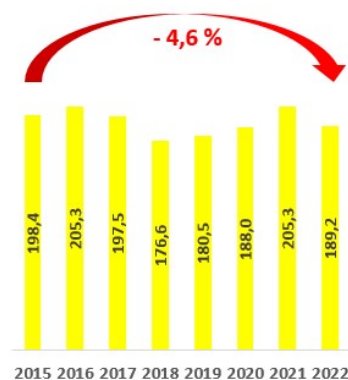
Ces données proviennent de l'unité Gestion des bâtiments de la CJUE.

Un compteur principal permet de refacturer la production électrique, tandis que trois autres compteurs assurent la mesure de l'énergie produite.

Durant l'année 2022, les panneaux photovoltaïques de la CJUE ont produit 422 003 kWh, soit l'équivalent des besoins annuels en électricité de 76 ménages¹¹, un chiffre supérieur à celui de l'année 2021 (69 familles).

La production d'électricité renouvelable rapportée à la durée d'insolation donne les résultats suivants :

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PHOTOVOLTAÏQUE
EN kWh PAR HEURE D'INSOLATION



ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2022, la production d'électricité de la CJUE étant de 422 003 kWh contre 380 041 kWh en 2021, une hausse de +11% peut donc être constatée. Cette hausse est liée à la durée de l'insolation qui est supérieure de +20,5% en 2022. Néanmoins, le rendement de production en kWh par durée d'insolation est de 189 kWh en 2022 contre 205,3 kWh en 2021, donc une baisse de -8%.

À savoir également que la production photovoltaïque peut être impactée par des températures extérieures plus chaudes, comme le démontrent les DJU de 2022 supérieures de +20,5% par rapport à l'année précédente. En effet, la différence de température entre l'intérieur et l'extérieur du panneau génère des pertes thermiques, c'est-à-dire que plus la température extérieure est importante plus les pertes le sont aussi.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

La production de cette électricité renouvelable est presque entièrement dépendante de la quantité d'insolation. Toutefois, afin de maintenir les équipements à un niveau de rendement optimal, une surveillance régulière de l'ensemble des panneaux photovoltaïques a été effectuée durant l'année 2022 par le prestataire chargé de la maintenance des installations techniques.

¹¹// <http://www.ceren.fr/publications/> Selon cette publication, la consommation résidentielle en France en 2015 est de 154.3 tWh (p. 33), et le nombre de résidences principales de 28.059.000 en 2013.

5.1.5. Consommation d'eau

UTILISATION

L'eau potable utilisée à la CJUE provient du réseau d'alimentation de la Ville de Luxembourg¹², qui est approvisionné par des sources propres à la ville et par de l'eau du lac de la Haute-Sûre après traitement.

La production de froid de climatisation, les sanitaires et la préparation des repas sont les principaux postes de consommation d'eau de ville.

Les eaux usées rejoignent l'une des stations d'épuration de la Ville de Luxembourg. Des séparateurs d'hydrocarbures et des séparateurs de graisses alimentaires permettent de traiter les eaux des parkings ainsi que celles provenant de la zone de restauration. Les normes de rejet fixées dans l'autorisation d'exploitation de la CJUE limitent à 10 mg/l les quantités d'hydrocarbures présentes dans les effluents issus des séparateurs d'hydrocarbures.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

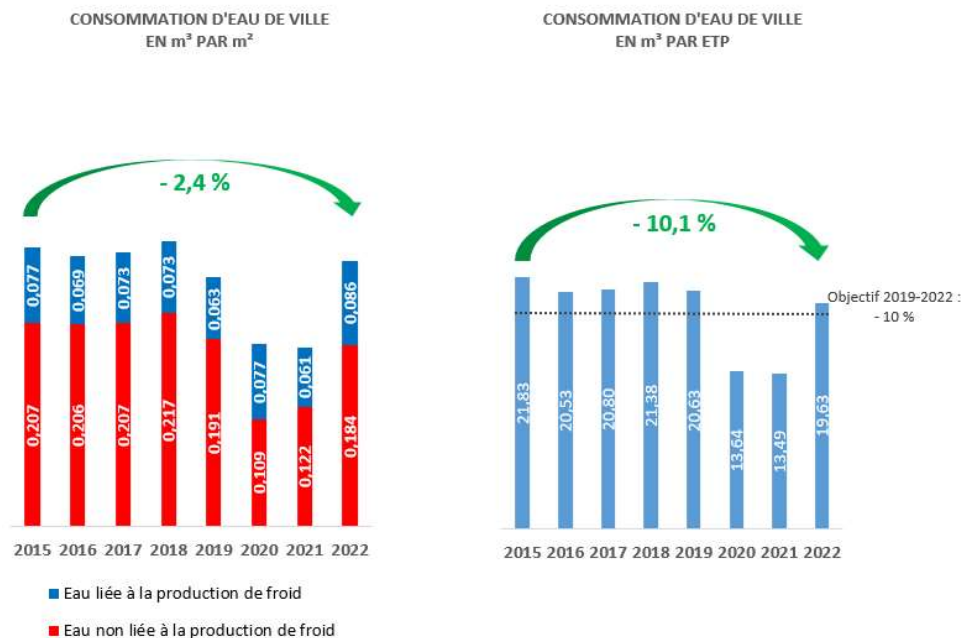
Ces données proviennent de l'unité Gestion des bâtiments.

Les valeurs de consommation sont extraites des factures établies à partir du relevé des deux compteurs d'eau de ville pour le Nouveau Palais. D'autres compteurs sont installés afin de mesurer par exemple, les besoins liés aux systèmes HVAC ou les consommations des cuisines.

En 2022, la Tour Rocca représente près de 23 % des consommations d'eau de ville à la CJUE, contre 77 % pour le reste de l'institution.

La production de froid est le principal poste de consommation d'eau à la CJUE. Comme dit précédemment, cet indicateur peut être suivi en analysant la consommation d'électricité et d'eau nécessaire à la climatisation de l'ensemble des bâtiments. La consommation d'eau liée à la production de froid est analysée et indiquée en bleu dans les histogrammes ci-dessous.

La consommation d'eau de ville par m² puis rapportée à l'effectif global de la CJUE donne les résultats suivants¹³ :



ANALYSE DES RÉSULTATS

La consommation d'eau totale ramenée à la surface a diminué de 2,4% par rapport à l'année de base 2015, mais a augmenté de 48,5 % par rapport à 2021. Cette forte hausse est due à :

¹²// <http://vdl.lu/Citoyens+et+r%C3%A9sidents/Energies+Et+Canalisation-p-64332/Eaux.html>.

¹³// Une dissociation de l'eau consommée pour la production de froid et de l'eau consommée hors production de froid n'était pas possible en 2019 pour la Tour Rocca. De ce fait, les graphes représentent uniquement les consommations du Nouveau Palais et du bâtiment T/Tbis.

- Au retour de la fréquentation usuelle des bâtiments de la CJUE qui avait diminué suite à la généralisation du travail à domicile durant la crise sanitaire ;
- Au retour en fonctionnement normal des services de restauration qui avaient été réduits durant la crise sanitaire.

Ramenée à l'effectif global de la CJUE, la consommation d'eau est en baisse de 10,11 % par rapport à l'année 2015, mais en hausse de 48,6 % par rapport à 2021. Elle s'établit à 19,63 m³/ETP/an. D'après le Document de Référence Sectoriel (DRS)¹⁴, le repère d'excellence pour cet indicateur environnemental serait une consommation de 6,4 m³/ETP par année.

Concernant la consommation d'eau destinée à la production de froid par ETP, le mouvement de baisse observé entre 2015 et 2021 (hormis pour l'année 2020) s'est interrompu et la consommation a augmenté. Cela est principalement dû aux températures plus élevées en 2022 qui ont induit une augmentation de l'utilisation du froid. Cependant, l'augmentation de la consommation d'eau destinée à la production de froid est inférieure à l'augmentation globale de la consommation d'eau.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

- Les chauffeurs des Membres de la CJUE sont régulièrement sensibilisés à l'utilisation rationnelle de la station de lavage automobile et incités à veiller à contribuer à une meilleure maîtrise de la consommation d'eau ;
- De nouveaux compteurs d'eau ont été installés afin d'améliorer le suivi des consommations d'eau sur le site et détecter plus rapidement d'éventuelles fuites ;
- Pour une meilleure maîtrise des consommations d'eau, les principaux compteurs d'eau ont été intégrés dans l'outil de Gestion Technique des Bâtiments.

ACTIONS PRÉVUES

- La CJUE étudie la possibilité de condamner la production de froid en Tour Comenius en vidangeant les différentes tours de refroidissement de début novembre à fin février tous les hivers. Cela permettra de réduire la consommation de biocide, de sel, ainsi que d'arrêter les analyses d'eau pour Veolia. La CJUE bénéficiera d'une réduction de la consommation d'eau. L'arrêt de certaines machines de la Tour Comenius pourrait même s'étendre de début octobre à fin mai. En octobre, mars, avril et mai, seule une tour de refroidissement serait nécessaire pour le free-chilling.

OBJECTIFS

Pour la période 2022 – 2023, la CJUE s'est fixé pour objectif de diminuer ses consommations d'eau de 20 % (10% en 2022 et 10% en 2023) par rapport à 2019.

Avec une réduction de 34,6 % de sa consommation d'eau selon l'indicateur m³ par ETP entre 2019 et 2021, la CJUE avait très largement dépassé l'objectif qu'elle s'était fixé (-3% par rapport à 2019). Ces bons résultats sont, naturellement, en partie dus aux conditions exceptionnelles de fréquentation des locaux du fait de la crise sanitaire, mais aussi aux efforts conjugués de l'unité de Gestion des bâtiments et du prestataire de maintenance.

Malgré le retour à la fréquentation normale des bâtiments (due à l'abandon du travail à domicile systématique), la consommation de l'eau en 2022 était inférieure aux valeurs antérieures à celles de la crise sanitaire et la CJUE a réussi à atteindre une baisse de 5% par rapport à 2019.

Bien que ce résultat ne permette pas d'atteindre les objectifs très ambitieux (-10%) qui avaient été établis, il n'en demeure pas moins qu'un effort substantiel a été entrepris et qu'une baisse importante de consommation d'eau peut être observée.

¹⁴// Décision (UE) 2019/61 de la Commission du 19 décembre 2018 concernant le DRS relatif aux meilleures pratiques de management environnemental, aux indicateurs de performance environnementale spécifiques et aux repères d'excellence pour le secteur de l'administration publique au titre du règlement (CE) no 1221/2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS).

5.2. Consommation de papier

UTILISATION

La consommation de papier répond pour l'essentiel à deux besoins à la CJUE :

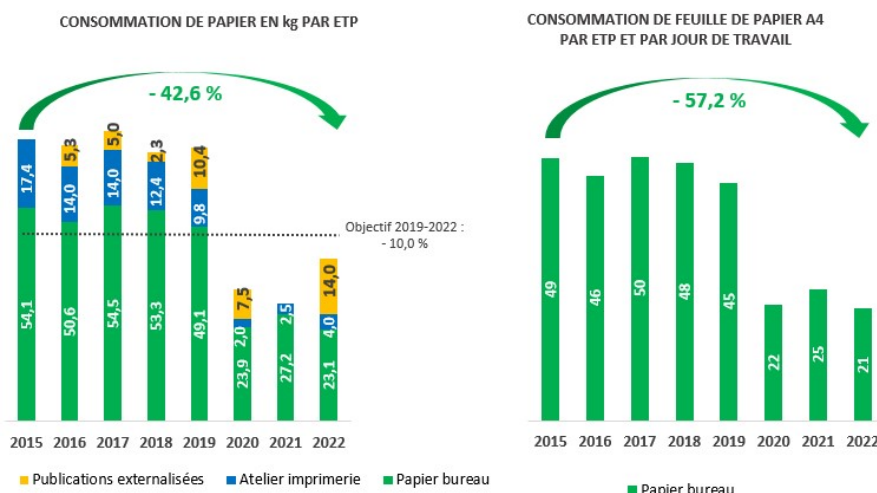
- Les activités de bureau, qui nécessitent principalement du papier format A4 de type 80 g ou 75g depuis mi-2022, utilisé par le personnel avec imprimante personnelle ou imprimantes en réseau ;
- Les activités de publication : l'atelier de reproduction utilise plusieurs types de papier pour diffuser, d'une part, les décisions de la CJUE et les documents des services, et d'autre part, produire des supports de communication (brochures, livres, posters, cartes de vœux, cartes de visites, etc.). Ces derniers documents sont souvent imprimés en couleur et sur papier spécial. Une partie de l'impression de ces publications est confiée à l'Office des Publications de l'Union européenne (OP).

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données proviennent de la direction des Bâtiments et de la sécurité, unité Achats et inventaire pour la consommation interne. Pour ce qui est des publications externalisées, les données ont été fournies par la direction de la Communication.

Il est à noter que la quantification de l'approvisionnement des stocks de chaque unité et service en ramette de papier est appelée « consommation de papier interne ». Cette méthode présente à la fois l'avantage d'avoir des données exactes, mais également un inconvénient suivant : les apports sont réalisés par de grandes quantités de papier et la diminution du stock se fait plus ou moins rapidement. De ce fait, une discontinuité sur le suivi annuel peut être observée.

La consommation de papier, y compris celle liée aux publications externalisées à l'OP, rapportée à l'effectif global de la CJUE donne les résultats suivants :



Les publications externalisées à l'OP par la direction de la Communication ont représenté 32.233 kg en 2022. Une édition d'un livre commémoratif des 70 ans de la CJUE en 2022 a été spécialement éditée à cette occasion et distribuée à tout le personnel.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les publications externalisées sont intégrées dans le suivi de l'indicateur papier depuis l'année 2016, bien que ces quantités en questions ne dépendent pas directement du personnel de la CJUE mais de la direction de la Communication. Entre 2016 et 2022, lesdites quantités sont fluctuantes et ne présentent pas une tendance baissière, alors même que la consommation de papier au titre des autres postes (bureaux et atelier de reproduction) a largement diminué entre 2020 et 2022.

En 2022 - hors publications externalisées – 23,1 kg de papier par équivalent temps plein ont été consommés dans les bureaux, auxquels s'ajoutent 4 kg par ETP pour l'atelier d'imprimerie, soit une quantité totale de 27,1 kg de papier par ETP. Par rapport à l'année de base 2015, la quantité totale est en baisse de 62,1 % et de 8,9 % par rapport à 2021.

En raison du caractère exceptionnel déjà évoqué des années 2020 à 2022, la consommation de papier sur le site de la CJUE n'est pas représentative car une grande majorité du personnel a travaillé à domicile depuis le mois de mars 2020. Bien que la consommation de papier utilisé à domicile ne soit pas comptabilisée dans le cadre du suivi de cet indicateur, l'enquête annuelle adressée à l'ensemble du personnel de la CJUE s'est vue apportée quelques précisions supplémentaires, notamment en ce qui concerne les impressions à domicile : dans le courant de l'année 2022, 19 % des personnes ont déclaré avoir utilisé leur imprimante personnelle. La consommation induite par cette utilisation est estimée à plus de 321 000 feuilles, soit 1.600 kg de papier.

Par ailleurs, la quantité journalière de feuilles de papier utilisées dans les bureaux (hors atelier de reproduction et publications externalisées) équivaut à 21 feuilles de papier A4 par ETP, contre 25 feuilles en 2021 et 49 feuilles en 2015. D'après le DRS, le repère d'excellence pour cet indicateur environnemental serait de 15 feuilles de papier A4 par ETP et par journée de travail (pour 220 jours de travail). Malgré le travail à domicile, le nombre de feuilles de papier A4 consommées par ETP reste supérieur à ce que préconise le DRS. Des possibilités d'amélioration existent néanmoins, et la CJUE entend tout mettre en œuvre pour se rapprocher le plus possible de ce repère d'excellence.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

Durant les années précédentes et au cours de l'année de mise à jour, un certain nombre d'actions ont contribué à améliorer le suivi de la consommation de papier à la CJUE et à en réduire l'impact environnemental :

- Le papier actuel utilisé dans l'institution est issu à 100 % de forêts gérées durablement, labellisé¹⁵ (PEFC, FSC, Eco LABEL, Nordic Environment Label) et non blanchi au chlore (TCF¹⁶), ce qui constitue un critère d'excellence dans la gestion du papier d'après le DRS ;
- Au sein de l'atelier de reproduction, les utilisateurs des services de l'atelier de reproduction sont sensibilisés afin de limiter l'impression de certains types de documents ainsi que les réimpressions ;
- Les cabinets identifient régulièrement les bonnes pratiques environnementales appliquées en leur sein en matière de consommation de papier et les proposent à l'ensemble des cabinets ;
- La réduction des services postaux pour envoyer le courrier recommandé en faveur du système e-Curia est en cours ;
- Au sein des cabinets de la Cour, un manuel de gestion des impressions est en cours d'élaboration ;
- Un indicateur relatif à la consommation de papier est suivi de manière régulière par l'unité Sécurité (en collaboration avec le prestataire) ;
- Les utilisateurs sont sensibilisés par la direction de la Bibliothèque à ne commander que les impressions qui sont strictement nécessaires et ils sont informés sur la possibilité de demander des réimpressions en cas de besoin ;
- La direction générale du Multilinguisme dématérialise la communication et la facturation avec les interprètes et traducteurs free-lance ainsi que les flux de certains dossiers transmis à la direction des Ressources humaines et de l'administration du personnel ;
- La direction générale du Multilinguisme organise le suivi et la communication de la consommation de papier bureautique ;
- La dématérialisation du papier dans le cadre des besoins administratifs est en cours grâce au projet informatique HAN/Ares ;
- Une mise à jour majeure de la matrice de contrôle des impressions pour instaurer des pratiques mises en place pendant la crise sanitaire est en cours par le correspondant et l'équipe EMAS du Greffe de la Cour ;
- Le Greffe de la Cour dématérialise et réduit ses échanges papiers avec le Greffe du Tribunal ;
- La publicité en vue de l'augmentation des demandes d'ouverture de comptes e-Curia par les juridictions et les représentants s'intensifie ;
- La dématérialisation du traitement des actes de procédures est suivie par la correspondante EMAS du Greffe du Tribunal, notamment pour l'abandon de l'impression des FT et des lettres Prodocol générées pour transmission via e-Curia pour validation ;

¹⁶// Cf. 9 Lexique.

¹⁷// Cf. 9 Lexique.

- Le Greffe du Tribunal limite le nombre d'impressions de son Rapport annuel d'activité et a suspendu l'impression et la distribution en version papier de la jurisprudence mise à la disposition des cabinets ;
- Le Greffe du Tribunal a démarré via HAN/Ares l'utilisation de la signature électronique des documents destinés à l'AIPN et est en train d'en évaluer l'impact ;
- La documentation fournie aux visiteurs est revue dans une approche environnementale pour réduire la consommation de papier.
- La direction des Ressources humaines et de l'administration du personnel a un projet relatif au stockage numérique des documents administratifs relatifs aux dossiers individuels du personnel et à la distribution électronique de signataires et de documents.

ACTIONS PRÉVUES

Les actions suivantes sont prévues pour les prochaines années :

- L'impact de la digitalisation sur la consommation de papier sera évalué en vue de la fixation des objectifs chiffrés futurs ;
- La direction de la Recherche et documentation envisage notamment de réduire les impressions liées aux formations qu'elle offre et utiliser des QR codes pour la documentation et la diffusion de ses activités ;
- Le Greffe de la Cour envisage d'abandonner les envois au Tribunal des copies papier certifiées conformes des décisions de la Cour rendues sur pourvoi ;
- Le Greffe de la Cour réfléchit notamment aux moyens à mettre en place pour éviter l'impression des annexes volumineuses ;
- Le Greffe du Tribunal envisage d'adopter des mesures permettant l'archivage électronique des dossiers de procédure et de démarrer la gestion électronique de commandes de véhicules pour les Membres du Tribunal et de certains flux administratifs via Han/Ares.

OBJECTIFS

Les efforts communs accomplis depuis 2015 par le personnel dans les bureaux ainsi que par l'atelier de reproduction continuent à porter leurs fruits. Cependant, force est d'admettre qu'en raison du caractère exceptionnel des années 2020, 2021 et du début de 2022 et de leurs conséquences, les résultats obtenus dans le cadre du suivi de la consommation de papier sur le site de la CJUE sont peu représentatifs.

Le retour du personnel de façon plus soutenue dès le mois de mai 2022 aurait pu conduire à un risque élevé d'augmentation de l'utilisation du papier. Toutefois, la CJUE a acquis au cours de ces deux dernières années une vision claire du changement des habitudes des collaborateurs et, grâce à l'accélération de la dématérialisation et de la numérisation des processus et des documents, ainsi qu'à la diminution des imprimantes personnelles, a su limiter ce retour aux pratiques pré-covid-19 et maintenir une consommation interne comparable aux deux années précédentes.

Ainsi, et pour la première fois, la CJUE s'est fixé un objectif de réduction pour le papier : elle prévoyait pour 2022 de diminuer sa consommation de 10 % par rapport à 2019, ce qui a été largement atteint, et vise 5 % supplémentaires pour 2023, soit 15 % au bout des 2 années.

5.3. Prévention et gestion des déchets

UTILISATION

Comme toute activité humaine, le fonctionnement d'une administration telle que celle de la CJUE génère des déchets : bouteilles et emballages en plastique, papier, restes alimentaires ou encore déchets issus de la maintenance des installations techniques et des travaux de rénovation.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données proviennent de l'unité Gestion des bâtiments qui a chargé le prestataire responsable du nettoyage de la collecte et de la consolidation des données.

Les déchets sont triés par les différents utilisateurs (personnel de la CJUE, prestataires, etc.) et collectés principalement par le prestataire de nettoyage de la CJUE qui est également chargé de leur pesée et de la gestion des données. Il convient toutefois de préciser que les prestataires chargés de la restauration et de la maintenance trient et collectent les déchets issus de leurs activités respectives.

Les déchets sont transportés par camion vers les sites chargés de leur reconditionnement et/ou de leur traitement (élimination ou valorisation).

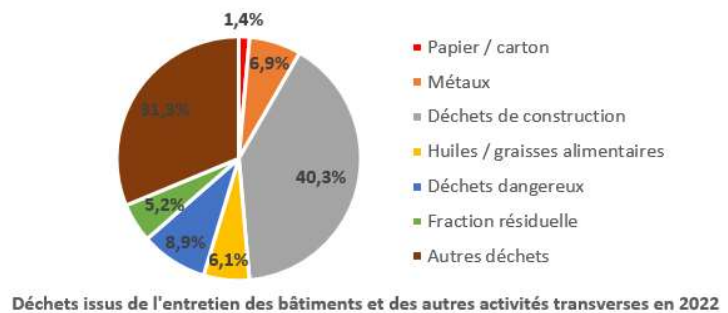
On distingue, aux fins de la présente Déclaration, deux catégories de déchets :

- Les déchets issus de l'entretien des bâtiments ;
- Les déchets provenant des bureaux et de la restauration.

En ce qui concerne les déchets issus de l'entretien des bâtiments : ils proviennent des activités essentielles pour maintenir des conditions optimales permettant le bon déroulement de l'activité, à savoir la maintenance des installations techniques des bâtiments, les travaux de rénovation ou encore le nettoyage quotidien de tous les locaux, et représentent une source de déchets conséquente (fluides réfrigérants, peintures, plâtre, filtres, bidons en plastique, produits dangereux, etc.). Le personnel de la CJUE a peu d'influence sur la gestion de ce type de déchets.

Dans cette catégorie, sept principaux groupes de déchets sont suivis, à savoir :

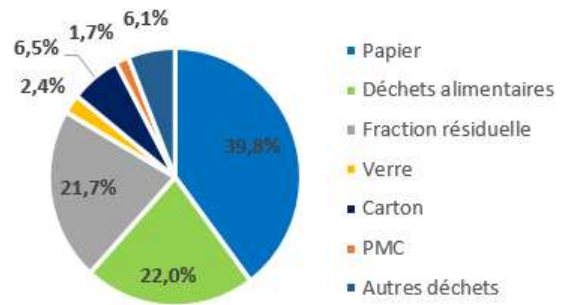
- Les déchets dangereux ;
- Les huiles / graisses alimentaires ;
- Les métaux ;
- Les déchets de construction / rénovation ;
- La fraction résiduelle ;
- Le papier / carton ;
- Les autres déchets en faible quantité.



En ce qui concerne les déchets provenant des bureaux et de la restauration : il s'agit des déchets directement liés aux activités du personnel de la CJUE. Dans le cadre de ses activités journalières, chaque personne peut être amenée à utiliser du matériel bureautique (papier, carton, cartouche d'imprimante, papeterie sous emballage plastique, etc.) nécessaire à son travail. La restauration est également une source importante de déchets (restes alimentaires, bouteilles en plastique ou en verre, canettes de boisson, emballages en tout genre, etc.).

Dans cette deuxième catégorie, sept principaux groupes de déchets sont suivis, à savoir :

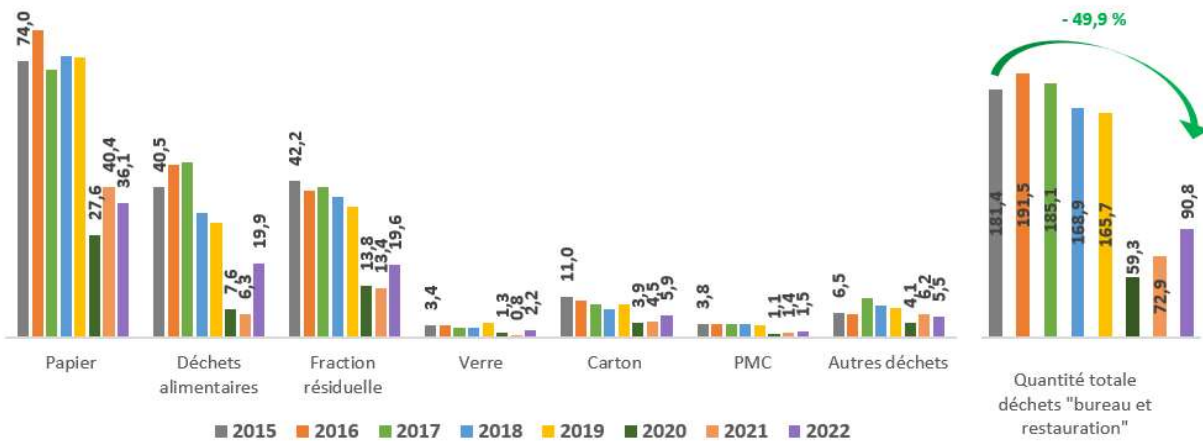
- Le papier ;
- La fraction résiduelle ;
- Les déchets alimentaires ;
- Le carton ;
- Le verre ;
- Les PMC – les bouteilles et flacons en Plastiques, emballages Métalliques et Cartons ;
- Les autres déchets en faible quantité.



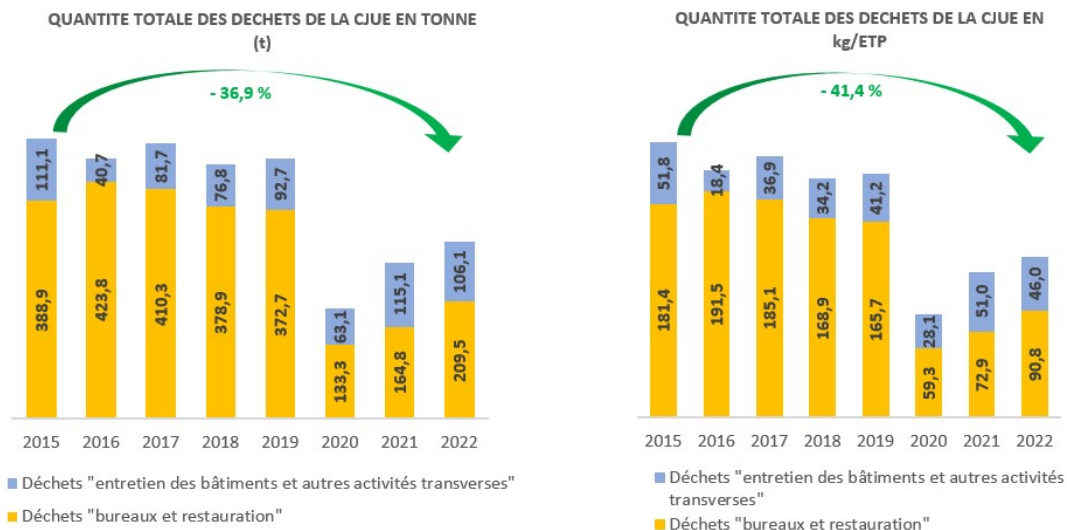
Déchets issus des bureaux et de la restauration en 2022

Le personnel de la CJUE ayant une influence directe sur les quantités de déchets issus des bureaux et de la restauration, l'accent est mis sur le suivi de cette catégorie. L'histogramme suivant montre l'évolution de ces déchets entre 2015 et 2022.

PRODUCTION DES DECHETS DE BUREAU ET DE RESTAURATION EN kg/ETP



Si l'on prend en compte les deux grandes catégories susmentionnées, l'évolution de la quantité totale des déchets de la CJUE entre 2015 et 2022 est la suivante :



ANALYSE DES RÉSULTATS

- Sur la quantité de déchets provenant des bureaux et de la restauration :

La quantité de déchets provenant des bureaux et de la restauration par ETP, c'est-à-dire les déchets sur lesquels le personnel de la CJUE a une influence directe, présente une augmentation de 24,4 % entre 2021 et 2022 due au retour au bureau d'une grande partie du personnel. Cependant, elle indique également une baisse globale de 50 % par rapport à 2015.

Avec une part de 39,8 % pour l'année 2022, le papier utilisé dans les bureaux reste le volume de déchet le plus important. En 2022, la quantité de déchets papier produite sur le site de la CJUE a diminué de 51,2 % par rapport à 2015 et de 10,7 % par rapport à 2021.

Les déchets alimentaires, issus des repas dans les restaurants et cafétérias de la CJUE, représentent, en 2022, la deuxième catégorie la plus importante de déchets avec 21,9 %. On observe toutefois une diminution de 51,1 % de la quantité de déchets alimentaires par rapport à 2015 malgré une augmentation de 215,8 % entre 2021 et 2022.

Avec une part de 21,6 %, la fraction résiduelle (les déchets restant après les collectes sélectives et les déchets non triés) est le troisième type de déchet le plus important, provenant des poubelles disposées à cet effet dans les bâtiments de la CJUE (principalement dans les bureaux et les kitchenettes). La fraction résiduelle a diminué de 53,5 % par rapport à 2015 et a augmenté de 46,9 % entre 2021 et 2022.

Le carton (emballages), le verre (bouteilles de boissons) et le PMC (canettes de boissons, briques de jus de fruit, bouteilles en plastique, etc.) représentent ensemble 10,6 % des déchets pour l'année 2022. Cette catégorie de déchets marque une baisse globale de 47,2 % entre 2015 et 2022, mais une hausse de 45 % par rapport à 2021.

Enfin, avec une part de 6,1 % en 2022, la catégorie « autres déchets » regroupe toutes sortes de déchets en quantité limitée : cartouches d'imprimantes, bidons et emballages en plastique, piles et déchets informatiques, etc. En 2022, les déchets appartenant à cette catégorie présentent une quantité inférieure de 14,5 % par rapport à 2015, et de 10,8 % par rapport à 2021.

Ces résultats s'expliquent par la fin, lors de l'année 2022, des mesures sanitaires mises en place en 2020 et 2021. Le volume de déchets produits par le personnel de la CJUE en 2022 est en fin de compte représentatif du retour au bureaux progressif du personnel. On notera cependant une stagnation des déchets papier malgré ce retour à la normale par rapport aux chiffres des 2 années précédentes ; ceci est une belle preuve des efforts réalisés dans le domaine de la consommation de papier également grâce aux habitudes de numérisation et dématérialisation prises durant le confinement.

- Sur la quantité de déchets totale :

De manière générale, la quantité totale de déchets par ETP pour 2022 (136,8 kg par ETP) affiche une augmentation de 10,4 % par rapport à 2021 (123,9 kg par ETP) et une diminution de 41,4 % par rapport à l'année 2015 (233,2 kg par ETP). D'après le DRS, le repère d'excellence attribué à cet indicateur environnemental préconise de ne pas dépasser les 200 kg de déchets produits par ETP et par année. En 2019, année considérée comme normale, la quantité totale de déchets par ETP était de 207 kg, soit une valeur déjà très proche du repère d'excellence et ce repère a été largement atteint en 2022.

Les déchets issus de la catégorie « entretien des bâtiments de la CJUE et des autres activités transverses » ont diminué de 7,6 % entre 2021 et 2022 et de 4,3 % par rapport à l'année 2015. Les déchets dangereux représentaient en 2022 près de 9,1 % de ces déchets. Pour 2022, plus de 86 % des déchets dangereux sont constitués de batteries Plomb/Acides issus d'une campagne de remplacement des éclairages et de systèmes de sécurité incendie.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

Durant les années précédentes et pendant l'année de mise à jour, un certain nombre d'actions ont contribué à réduire et à permettre de mieux connaître la production de déchets de la CJUE :

- En 2012, la CJUE a décidé de participer au système de tri et de biométhanisation des déchets organiques mis en place à Luxembourg afin de produire du biogaz pouvant être réinjecté dans le réseau de gaz pour alimenter les chaudières domestiques ;
- Depuis 2016, la CJUE participe à la campagne de collecte des bouchons en plastique « E Stopp fir e Mupp » visant à soutenir l'éducation des chiens d'assistance ;

- Depuis 2020, le personnel de la CJUE peut dorénavant choisir de s'équiper de classeurs recyclés en interne (classeurs ayant déjà été utilisés mais toujours en bon état, disponibles auprès du service gestionnaire des fournitures de la CJUE) au lieu d'en commander des neufs ;
- Nombreuses entités opérationnelles récupèrent les capsules de café « Nespresso » puis les déposent dans un point de collecte en vue de leur recyclage ; ce projet va continuer à s'étendre aux autres entités et la mise en place d'un système de collecte des capsules à café est à l'étude ;
- Le réseau des Correspondants EMAS encourage de manière active et continue son personnel à bien utiliser les poubelles à tri sélectif ;
- La direction du Protocole et des visites poursuit ses efforts afin de diminuer le plastique à usage unique contenu dans le matériel de communication distribué aux visiteurs (stylos, objets publicitaires, emballages) ;
- En 2021, le parc de fontaines à eau a été étendu à 35 installations, ceci afin de réduire la quantité de bouteilles en plastique à usage unique. Dans ce contexte, une gourde réutilisable a été offerte en mai 2022 au personnel de la CJUE ainsi qu'à chaque nouvel arrivant ;



- Les bouteilles en plastiques ont été progressivement remplacées par des bouteilles en verre à partir de novembre 2020 et, depuis la fin de l'année 2022, plus aucune bouteille d'eau en plastique n'est proposée à la vente ;

Figure 1 : fontaine à eau installée dans le cadre de la politique de réduction de la consommation de plastique à usage unique

- La direction de la Bibliothèque réutilise des chutes de papier comme bloc-notes ;
- La direction de la Recherche et documentation promeut la réutilisation ou le recyclage du matériel informatique non utilisé ou en panne ;
- Le prestataire de service de gardiennage de sécurité envoie tous les matins au service de la restauration un indicateur (nombre de personnes entrantes dans les bâtiments) pour permettre au prestataire de dimensionner leurs productions au plus juste et éviter des gaspillages ;
- Les pages de garde des imprimantes de plusieurs entités opérationnelles sont récupérées et données aux crèches pour le dessin des enfants.

ACTIONS PRÉVUES

Les actions suivantes sont prévues pour les prochaines années :

- Il est prévu de développer l'utilisation de l'Ecobox réutilisable pour les ventes à emporter en cafétéria et dans les restaurants en self-service ;
- Un atelier ciblé sur le tri des poubelles des kitchenettes sera organisé en 2023 ;
- D'ici fin 2024, il sera imposé aux prestataires de contrat de restauration d'avoir une certification « SuperDrecksKëscht » pour sa manière de gestion exemplaire des déchets, comme l'a obtenue la CJUE depuis 2004 ;
- L'unité Achats et inventaire va mettre en place des actions supplémentaires pour réduire les déchets dans la restauration ainsi que les pertes alimentaires dans les restaurants, cafétérias et lors de grands événements ;
- À compter de mai 2023, au moins 80% des produits nettoyants utilisés dans la restauration devraient être porteurs



d'un Ecolabel ;

- L'utilisation de cintres et d'emballage réutilisables pour le futur service de pressing sera mise en avant.

OBJECTIFS

En 2022, les derniers stocks de bouteilles en plastique à usage unique des salles d'audience, de délibéré et de réunion ont été vidés. En effet, la diminution de la fréquentation de l'institution durant le covid-19 a réduit la consommation de bouteilles à usage unique et a reporté l'objectif final qui est maintenant atteint. La CJUE prévoit en tout état de cause de maintenir et d'étendre pour 2023 son objectif d'une réduction substantielle des plastiques à usage unique au sein de l'institution.

En outre, la CJUE envisage pour 2024 (après une stabilisation des statistiques post-covid-19) d'adopter un objectif chiffré mesurable lié aux déchets bureautiques. La CJUE poursuivra également ses efforts pour améliorer la qualité du tri de ses déchets.

5.4 Achats verts

UTILISATION

Comme toute organisation, la CJUE a besoin pour son fonctionnement de certaines fournitures, travaux et prestations de services, pour lesquelles elle recourt à des prestataires extérieurs. Ces fournitures, travaux et prestations ont des impacts environnementaux plus ou moins importants, en relation notamment avec les ressources (matières premières, énergie, etc.) mises en œuvre selon la nature et l'ampleur du marché.

Dans les cas prévus au règlement financier¹⁷, la CJUE est tenue de lancer des appels d'offres¹⁸ lors de l'achat de services, fournitures ou travaux.

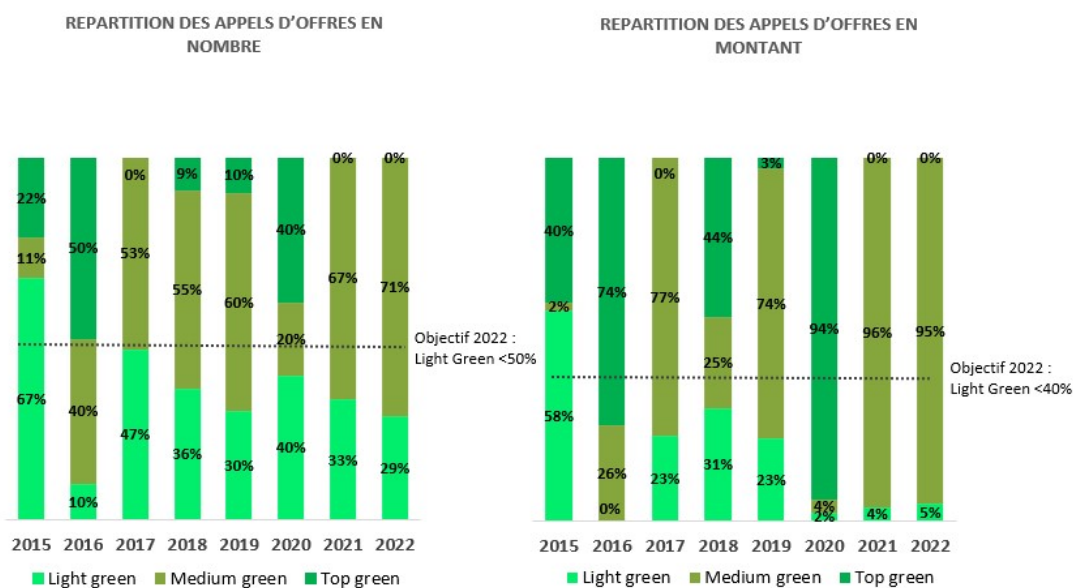
L'objectif des procédures de marchés publics est d'offrir aux organismes publics un large choix de fournisseurs potentiels, de sorte qu'ils puissent obtenir un meilleur rapport qualité-prix, tout en développant les opportunités commerciales des opérateurs économiques dans le respect des contraintes techniques, qualitatives et environnementales.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données proviennent de la direction du Budget et des affaires financières - unité Assistance financière, budget et vérification.

Concernant l'indicateur « achats verts » pour l'année 2022, 9 appels d'offres d'un montant supérieur à 60 000 € ont été considérés. Parmi ces appels d'offres, sept ont été considérés comme ayant un impact environnemental significatif. Ces appels d'offres ont été catégorisés en fonction du type de clauses pour la protection de l'environnement qu'ils intègrent. Les trois catégories considérées sont les clauses « Light green », « Medium green » et « Top green »¹⁹, cette dernière correspondant aux meilleures pratiques environnementales.

La répartition en nombre et en montant des appels d'offres selon le type de clauses environnementales qu'ils intègrent a été rapportée à l'ensemble des appels d'offres considérés comme ayant un impact environnemental pour les années 2015 à 2022.



ANALYSE DES RÉSULTATS

Tous les appels d'offres considérés comme ayant un impact environnemental significatif ont intégré des clauses environnementales.

Entre 2021 et 2022, le nombre d'appels d'offres présentant un impact environnemental significatif a augmenté de 17 % (7 appels

¹⁷// Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union modifiant les règlements (UE) no 1296/2013, (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

¹⁸// Cf. 9 Lexique.

¹⁹// Cf. 9 Lexique.

d'offres en 2022 contre 6 appels d'offres en 2021). Le montant total de l'ensemble de ces appels d'offres est également en hausse, passant de 5.503.180 € en 2021 à 28.635.870 € en 2022.

Sur l'ensemble des appels d'offres présentant un impact environnemental significatif, ceux classés « Light green » représentaient 28,6 % en 2022 contre 66,7 % en 2015. La part du montant total des appels d'offres intégrant des clauses classées « Light green » ne représentait plus que 4,8 % en 2022 contre 58 % en 2015.

Le suivi de cet indicateur présente quelques limites car le nombre réduit d'appels d'offres - une dizaine par an - n'est pas significatif et génère de forts contrastes d'une année à l'autre et par conséquent, ne permet pas d'exprimer clairement une quelconque tendance, positive ou négative.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

Les actions suivantes, en dehors de celles déjà citées dans les chapitres précédents, ont contribué à réduire et à mieux connaître l'impact environnemental des achats de la CJUE :

- La CJUE participe de manière continue au système interinstitutionnel « Green Public Procurement (GPP) Helpdesk ». Il s'agit d'un service qui fournit depuis 2017 un service d'assistance au personnel chargé des procédures de passation de marchés publics afin d'acheter des biens, des services et des travaux ayant l'impact environnemental le plus réduit possible tout au long de leur cycle de vie. Le GPP vise en effet à intégrer des critères écologiques à toutes les étapes des procédures de passation de marché ;
- Chaque service participe également à une politique d'achats responsables promue en particulier par la consultation du GPP Helpdesk, ainsi que par la prise en compte des informations du groupe de travail interinstitutionnel ;
- L'unité Achats et inventaire de la DG Administration propose des mesures en faveur de la diminution de la variété et le nombre d'imprimantes personnelles, qui obligent à acheter et à stocker des quantités significatives de toner.

ACTIONS PRÉVUES

- L'unité Assistance financière, budget et vérification souhaite utiliser un KPI représentant la proportion de services ordonnateurs qui ont contacté spontanément le GPP Helpdesk avant d'introduire une procurement request en SAP ;
- L'unité Achats et inventaire prévoit dans le nouveau contrat de restauration, prenant cours au mois de mai 2023, d'imposer chaque mois des pourcentages minimaux de fruits et de légumes de saison pour tous les mets préparés dans les restaurants et les cafétérias. L'unité prévoit également d'informer les clients de la restauration sur l'alimentation durable (produits locaux, fruits et légumes de saison, pêche durable) pour les plats principaux des restaurants.

OBJECTIF

La CJUE s'est fixé l'objectif sur la période 2022-2023, de diminuer la part des appels d'offres classés dans la catégorie « Light green » de manière à ne pas dépasser 50,0 % en nombre et 40,0 % en montant sur l'ensemble des appels d'offres ayant un impact environnemental significatif. Ces objectifs ont été atteints pour l'année 2022.

5.5 Mobilité alternative

UTILISATION / SOURCE

Dans le cadre de leurs activités, les Membres et le personnel de l'institution sont amenés à se déplacer quotidiennement entre leur domicile et la CJUE. Chaque déplacement a une influence directe plus ou moins importante sur les émissions de gaz à effet de serre rejetés dans l'air selon la distance parcourue et le moyen de transport utilisé.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données utilisées sont recueillies à partir du sondage réalisé annuellement pour le compte du rapport Bilan Carbone® de la CJUE.

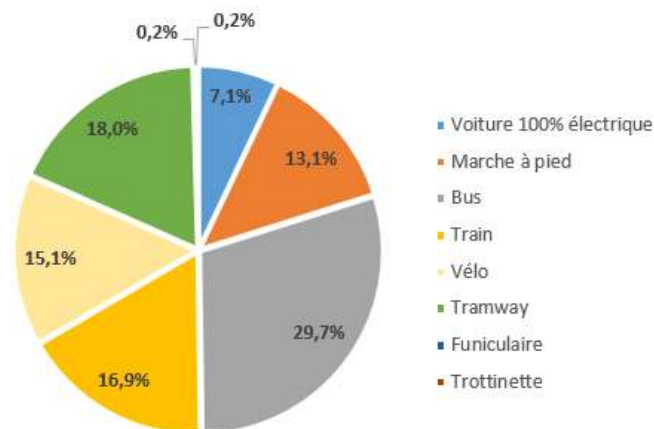
La proportion de personnes utilisant un véhicule individuel à moteur thermique (voiture personnelle, voiture hybride, véhicule deux-roues) par rapport aux autres modes de transport alternatifs (voiture 100 % électrique, vélo, bus, train, etc.) a été adoptée comme indicateur de performance environnementale. En effet, selon le rapport Bilan Carbone™ réalisé chaque année, l'utilisation d'un véhicule individuel thermique génère l'empreinte carbone la plus importante par rapport à l'ensemble des autres moyens de transport utilisés.

Un mode de transport alternatif se définit comme une solution aux modes de déplacement traditionnels, c'est-à-dire autre que le recours au véhicule individuel polluant car émetteur de Gaz à Effet de Serre (GES).

Les moyens de transport alternatifs retenus dans l'enquête de mobilité annuelle de la CJUE sont les suivants :

- La marche à pied ;
- Le bus ;
- Le train ;
- Le vélo ;
- La trottinette ;
- Le tramway ;
- Le funiculaire,
- La voiture 100 % électrique.

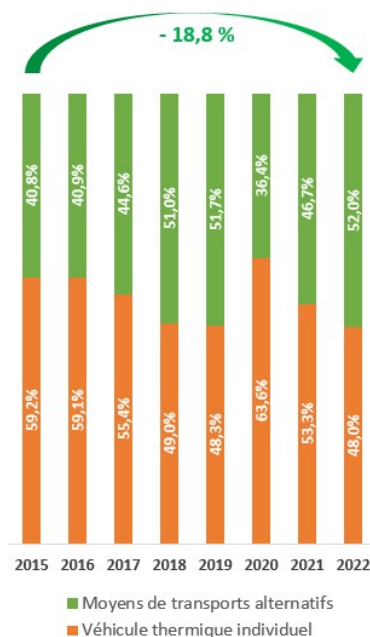
La répartition des modes de transport alternatifs utilisés dans le cadre des déplacements domicile-travail en 2022 donne les résultats ci-après :



Les modes de transport alternatif utilisés dans le cadre des déplacements domicile-travail en 2022

Dans le cadre des déplacements « domicile-travail », l'utilisation d'un véhicule individuel à moteur thermique par rapport aux autres moyens de transport alternatifs a été évaluée et les résultats sont les suivants :

UTILISATION DE LA VOITURE PERSONNELLE
PAR RAPPORT AUX TRANSPORTS
ALTERNATIFS (%)



ANALYSE DES RÉSULTATS

Pour l'année 2022, 868 personnes sur 2 307 équivalents temps plein ont répondu au sondage annuel, soit un taux de réponse d'environ 38 %, meilleur que celui de l'année passée (33 %). Cet échantillon étant considéré comme représentatif de la CJUE dans son ensemble, les résultats ont été extrapolés au reste du personnel.

Il en ressort que le recours au véhicule individuel thermique comme mode de transport principal a connu une baisse de 12,6 % entre 2015 et 2022, et de 8 % par rapport à 2021.

Les années 2020 et 2021 ayant été des années exceptionnelles à cause de la crise sanitaire, la voiture personnelle a été, de très loin, le mode de transport le plus utilisé par le personnel de la CJUE, et ce pour plusieurs raisons :

- Les recommandations et précautions sanitaires, qui ont nécessairement incité à utiliser le véhicule personnel ;
- Le fait que les transports collectifs (bus, train, etc.) ont subi des perturbations.

Cependant, entre 2015 et 2019, l'utilisation du véhicule individuel thermique comme mode de transport principal n'avait cessé de diminuer, passant de 59,2 % en 2015 à 48,3 % en 2019 : plus d'une personne sur deux utilisait un moyen de transport alternatif plus écologique pour venir travailler à la CJUE avant la crise sanitaire. Les nombreuses actions engagées depuis 2015 par la CJUE ainsi que l'amélioration des conditions des transports publics luxembourgeois, devenus gratuits depuis le 1^{er} mars 2020, ont permis de rendre plus attractif le recours à ces moyens de transport alternatifs.

En 2022, année débutant le retour à la normale et ayant vu une généralisation du travail à domicile, le véhicule thermique comme mode de transport principal a continué sa tendance baissière pré-covid-19, en atteignant les valeurs de 2019. En toute logique, ces perspectives devraient permettre de poursuivre la trajectoire baissière prise depuis 2015.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

Les actions suivantes ont contribué à réduire et à mieux faire connaître l'impact environnemental lié à la mobilité :

- L'installation de nouveaux équipements permettant de recharger les véhicules électriques dans les parkings est en cours par l'unité Gestion des bâtiments. La CJUE veille à suivre une stratégie d'harmonisation de la politique de chargement des véhicules électriques au niveau interinstitutionnel ;

- La participation annuelle de la CJUE à l'initiative luxembourgeoise « Mam Vëlo op d'Schaff » (« au travail à vélo ») visant à encourager le personnel à parcourir tout ou une partie de son trajet domicile-travail à bicyclette ;
- L'unité Service généraux et matériel roulant étudie l'amélioration de l'efficacité de la flotte de véhicules de service en faisant une mise au point de la politique de gestion des véhicules en renforçant l'application des critères environnementaux pour la sélection d'un véhicule ;
- L'unité Service généraux et matériel roulant organise des tests de consommation avant/après dans le cadre de la formation à l'éco-conduite. De plus, un indicateur relatif à la consommation de carburant est suivi par l'unité Sécurité ;
- Des séparateurs catadioptriques sont mis en place le long de l'accès cycliste au parking personnel ;
- Les possibilités d'affiner les questions de l'enquête de mobilité sont en cours d'examen afin d'améliorer la précision du bilan carbone de la CJUE ;
- Dans le contexte de la gratuité des transports publics au Luxembourg, les institutions de l'UE, dont la CJUE, subventionnent les transports transfrontaliers de son personnel depuis le 1^{er} septembre 2020.

ACTIONS PRÉVUES

- Il est prévu de créer une page Internet pour aider les visiteurs à emprunter les modes de déplacement les moins polluants disponibles.

OBJECTIF

Compte tenu de l'intégration récente de ce nouvel indicateur, des données supplémentaires devront être collectées afin de mieux estimer l'impact de la généralisation du travail à domicile sur les déplacements domicile-travail. Un objectif chiffré n'a pas encore été défini pour cet indicateur mais pourra l'être ultérieurement.

5.6 Travail à domicile

UTILISATION

La crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 a bouleversé les méthodes de travail de la CJUE à compter du 16 mars 2020, date à laquelle le recours au travail à domicile s'est généralisé en réponse aux exigences sanitaires des autorités luxembourgeoises. L'année 2021 a également été entrecoupée par des périodes de travail à domicile ou sur site, mais la nature pandémique de ce virus a amené l'institution à prendre les mesures sanitaires les plus strictes en vue de protéger la santé de l'ensemble des acteurs appelés à se rendre dans les locaux de l'institution et à apporter plusieurs aménagements (mise en place du pass sanitaire, port du masque obligatoire, distanciation dans les salles de réunion et restaurants, etc.) qui ont conditionné la présence sur place du personnel.²⁰ L'année 2022 a été marquée par un retour progressif à la situation normale avec une intégration du travail à domicile dans les modes de travail de la CJUE.

Ce changement fondamental des pratiques s'est traduit par une modification des comportements du personnel (baisse des déplacements, baisse de la fréquentation du site de la CJUE, hausse de la consommation d'énergie, dont les effets se répercutaient sur les consommations énergétiques de la CJUE).

Au-delà des évolutions des consommations énergétiques des bâtiments de l'institution dans le contexte sanitaire de 2021, la CJUE a choisi de mesurer également les consommations énergétiques et environnementales induites par la mise en place du travail à domicile (chauffage résidentiel, utilisation des équipements électriques et consommation de papier).

Ce chapitre expose en détail les résultats obtenus à l'issue de l'enquête annuelle sur les déplacements domicile-travail, qui incluait pour l'année 2022 des questions sur les habitudes de travail à domicile du personnel de la CJUE afin de les comparer aux consommations énergétiques et environnementales de l'institution.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données proviennent du Bilan Carbone™ réalisé par la société I Care & Consult pour le compte de la CJUE.

Comme chaque année, une enquête a été adressée à l'ensemble du personnel de la CJUE. En 2022, le questionnaire de 2021 a été réutilisé. En 2021, quelques questions supplémentaires avaient été ajoutées concernant les habitudes de travail à domicile du personnel afin d'obtenir des résultats plus précis par rapport à l'année 2020.

Les informations collectées peuvent être résumées comme suit :

- 865 réponses ont été obtenues sur un total de 2307 ETP en 2022, ce qui représente 37,5 % du personnel de la CJUE environ. La majorité des répondants déclarent résider au Luxembourg (76 %), puis en France (12 %), en Allemagne (6 %), enfin en Belgique (6 %) ;
- Presque 40 % des répondants ont souscrit un contrat de fourniture d'électricité d'origine renouvelable ;
- 90 % des répondants déclarent mettre hors tension leur ordinateur en fin de journée ;
- 9 % des répondants déclarent ne pas utiliser d'éclairage pour leur bureau, tandis que près de 25 % déclarent utiliser un tel éclairage durant toute leur journée de travail ;
- 19 % des répondants indiquent avoir eu recours à leur imprimante personnelle. En moyenne, ces personnes impriment 12 feuilles par jour.

C'est sur la base de ces données que sont évaluées les consommations d'énergie et de papier induites par la généralisation du travail à domicile.

Dans le cadre de cette Déclaration, la méthodologie appliquée pour le calcul des consommations énergétiques liées au travail à domicile a été volontairement simplifiée afin de faciliter la compréhension. Le Bilan Carbone™ de la CJUE comprend néanmoins une note méthodologique qui expose en détail l'approche et les hypothèses de calcul utilisées. Le chapitre « Émissions » (ci-après) quantifie également l'impact du travail à domicile en terme d'émissions de Gaz à Effet de Serre tel qu'il ressort du bilan carbone de la CJUE.

²⁰// Il est précisé, à toutes fins utiles, qu'un régime de travail à domicile restreint existait à la CJUE avant la pandémie ; il concernait environ 200 personnes.

Dans cette troisième évaluation de l'impact du travail à domicile, trois sous-postes ont été considérés :

- Le chauffage résidentiel ;
- Les équipements électriques ;
- Les impressions.

L'évaluation d'autres aspects environnementaux n'est pas exclue à l'avenir afin de compléter cette analyse.

En ce qui concerne la consommation de chauffage résidentiel, la généralisation du travail à domicile se traduit par une surconsommation, que plusieurs études²¹ ont permis de quantifier.

Les données de consommation de chauffage résidentiel ainsi que le nombre de logements des quatre pays principaux de résidence du personnel de la CJUE permettent de construire un indicateur de consommation moyenne de chauffage par habitation. Dans le cadre de cette déclaration environnementale, chaque ETP de la CJUE est considéré comme rattaché à un logement. A partir de ces données, un indicateur de surconsommation de chauffage (kWh/ETP) peut être élaboré.

En ce qui concerne la consommation induite par l'usage d'équipements électriques, quatre types d'équipements électriques ont été considérés : les ordinateurs portables, les lampes de bureau, les écrans additionnels et les imprimantes personnelles.

La consommation électrique des ordinateurs portables est mesurée d'après les données fournies par le constructeur, et en prenant pour base une journée de travail de 8 heures. Une modulation de cette consommation est ensuite effectuée à partir des réponses au questionnaire sur les habitudes de déplacements domicile-travail, selon que les sondés déclarent éteindre leur ordinateur le soir ou non.

La consommation électrique des lampes de bureau est mesurée à partir d'une donnée standard de consommation (10 Wh), tirée du document « Homeworking Whitepaper », publiée par EcoAct²², ainsi que du temps moyen d'utilisation d'une lampe de bureau par le personnel de la CJUE, à partir du questionnaire susmentionné.

La consommation électrique des imprimantes individuelles est mesurée à partir des données techniques d'un modèle standard.

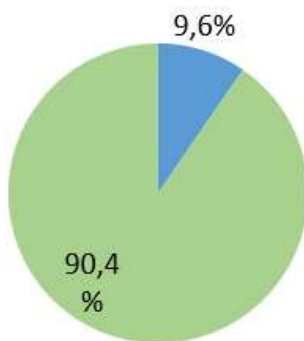
En ce qui concerne les impressions à domicile, deux questions supplémentaires issues de l'enquête 2022 ont permis de fournir une estimation sur la consommation de papier à domicile : le nombre de personnes utilisant leur imprimante personnelle ainsi que les quantités de feuilles imprimées par jour.

Les consommations d'électricité, de chauffage résidentiel et de papier qui ont été déduites à partir des informations fournies par ce sondage ont été comparées aux consommations des bâtiments de la CJUE. Ceci donne pour l'année 2022 les résultats suivants :

²¹// Röder & Nagel, "Integrated analysis of commuters' energy consumption", 2014, in Procedia Computer Science. + O'Brien & Aliabadi, Does telecommuting save energy? A critical review of quantitative studies and their research methods", 2020, in Energy & Building.

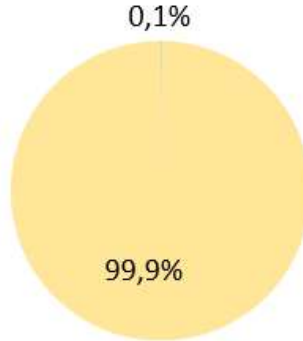
²²// <https://info.eco-act.com/en/homeworking-emissions-whitepaper-2020>

Consommation de chaleur
pour 2022



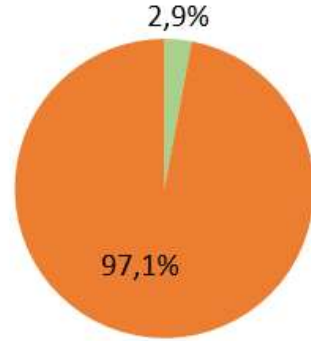
■ Personnel en télétravail
■ Bâtiments de la CJUE

Consommation d'électricité
pour 2022



■ Personnel en télétravail
■ Bâtiments de la CJUE

Consommation de papier
pour 2022



■ Personnel en télétravail
■ Bâtiments de la CJUE

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le premier diagramme permet de différencier la consommation de chaleur des bâtiments de la CJUE de celle du personnel travaillant à domicile, l'ensemble représentant la consommation globale des activités de la CJUE et de son personnel. Dans cette consommation globale, 9,6 % provient du chauffage résidentiel. La consommation de chaleur dans le cadre du travail à domicile a donc un impact significatif sur la consommation globale de la CJUE. Parmi les facteurs pertinents susceptibles d'expliquer cette répartition de la consommation de chaleur globale figurent notamment :

- Le fait que la distribution de chaleur sur l'ensemble des bâtiments de la CJUE est réalisée de manière optimale par un prestataire expert ;
- La bonne isolation des bâtiments ;
- Les apports solaires plus importants que génèrent les surfaces vitrées des bâtiments de la CJUE.

Le deuxième diagramme permet de différencier la consommation d'électricité des bâtiments de la CJUE de celle du personnel travaillant à domicile. Dans cette consommation globale, seulement 0,1 % est liée à l'électricité consommée dans le cadre du travail à domicile. Deux raisons principales peuvent être à l'origine de ces résultats :

- Le fait que l'électricité consommée à la CJUE concerne tous les locaux de tous les bâtiments de la CJUE (bureaux, salles de réunion, couloirs, parkings, restaurants, etc.) ;
- L'absence de compteur permettant de mesurer spécifiquement la consommation liée à l'éclairage des bureaux ainsi qu'aux équipements informatiques (imprimantes, ordinateurs, lampes de bureaux, etc.). La consommation d'électricité de la CJUE englobe beaucoup d'autres postes tels que la climatisation, le fonctionnement des réfrigérateurs, des machines à café, des ascenseurs, etc.

Le troisième diagramme permet de différencier le papier consommé dans les bureaux de la CJUE de celui utilisé par le personnel travaillant à domicile. Dans cette consommation globale, 2,9 % provient des impressions à domicile. La consommation de papier dans le cadre du travail à domicile a un impact non-négligeable sur la consommation globale de la CJUE.

Le présent chapitre n'a donc pas pour vocation de comparer strictement les résultats obtenus, mais plutôt de donner un ordre de grandeur de l'impact énergétique et environnemental du travail à domicile sur le système environnemental de la CJUE. En effet, en plus des raisons évoquées dans le présent chapitre, un autre paramètre à prendre en considération, et qui confirme la difficulté qu'il y a à comparer l'énergie consommée par la CJUE avec celle consommée par le personnel travaillant à domicile, tient au fait que l'exploitation des installations et des bâtiments de la CJUE ne se limite pas aux horaires de bureaux mais est permanente.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

- Chaque année, une enquête concernant les trajets domicile-travail est menée dans le cadre de la mise à jour du Bilan Carbone™ de la CJUE. Désormais, il est prévu d'y intégrer de façon systématique des questions sur le travail à domicile afin d'apprécier plus précisément son impact environnemental ;
- Suite au renforcement massif des moyens consacrés à la mise en œuvre du travail à domicile afin de faire face à la crise sanitaire, une réflexion a été engagée sur l'intégration généralisée de cette modalité d'organisation du travail dans le fonctionnement de la CJUE et un régime de travail à domicile a été adopté. Dans ce contexte, sont prises en considération également les exigences du système EMAS.

ACTIONS PRÉVUES

- La CJUE continuera à sensibiliser son personnel sur l'adoption des bonnes pratiques environnementales et énergétiques lors du travail à domicile.

OBJECTIF

Compte tenu de l'intégration récente de ce nouvel indicateur, des données supplémentaires devront être collectées afin de mieux estimer les consommations réelles liées au travail à domicile. Un objectif chiffré n'a pas encore été défini pour cet indicateur mais pourra l'être ultérieurement.

En outre, dans le contexte de la collaboration interinstitutionnelle, la CJUE s'inspirera de nouvelles approches de calculs adoptées ou proposées par les autres institutions européennes, notamment la Commission.

5.7 Émissions

5.7.1 Émissions de gaz à effet de serre

UTILISATION

Les émissions de gaz à effet de serre sont à l'origine du changement climatique et les activités humaines en sont une des causes principales. Afin de chiffrer son impact, la CJUE a établi un diagnostic exhaustif des émissions de gaz à effet de serre engendrées par ses activités selon la méthode Bilan Carbone™.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

Les données proviennent des Bilans Carbone™ réalisés par la société I Care & Consult pour la CJUE.

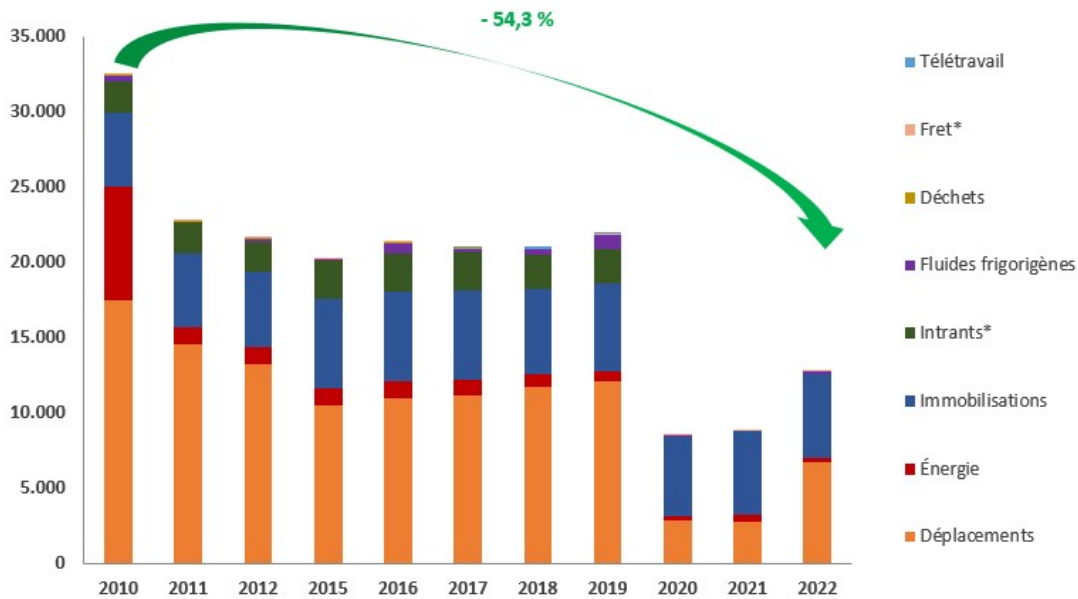
C'est en 2010 que la CJUE a établi son premier diagnostic des émissions de gaz à effet de serre engendrées par ses activités. Les postes suivants ont été examinés pour les catégories suivantes :

- Énergie : émissions liées à la consommation d'électricité, de chaleur et de gaz naturel dans les bâtiments de la CJUE ;
- Fluides frigorigènes : émissions issues des fuites de fluides réfrigérants dans les installations de froid des bâtiments de la CJUE ;
- Déplacements : émissions provenant des déplacements domicile-travail et des déplacements professionnels des Membres et du personnel de la CJUE ainsi que des déplacements des visiteurs se rendant à la CJUE ;
- Déchets : émissions liées au traitement des déchets générés par les services de la CJUE ;
- Immobilisations : émissions résultant de la construction de bâtiments et de la fabrication des appareils du parc informatique, de véhicules et de mobilier ;
- Intrants : émissions résultant de l'achat de papier, de consommables, de services et de nourriture par les services de la CJUE ;
- Fret : émissions générées par les livraisons de matériel et de nourriture dans les locaux de la CJUE ;
- Travail à domicile : émissions provenant de l'utilisation des équipements électriques tels que les écrans, les laptops et les lampes de bureau, mais également de la consommation de chauffage induite par le travail à domicile du personnel. En 2022, dans un souci d'exhaustivité, les émissions provenant de la consommation de papier et de cartouches d'encre ainsi que de l'utilisation des imprimantes à domicile ont été également prises en considération.

Il a été décidé de mettre à jour ce bilan tous les ans sur les postes clés, c'est-à-dire les postes susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre, et de réaliser un bilan complet tous les 3 ans. Le bilan complet ayant été réalisé en 2021, seuls les postes énergie, fluides frigorigènes, déplacements, déchets et télétravail ont été mis à jour.

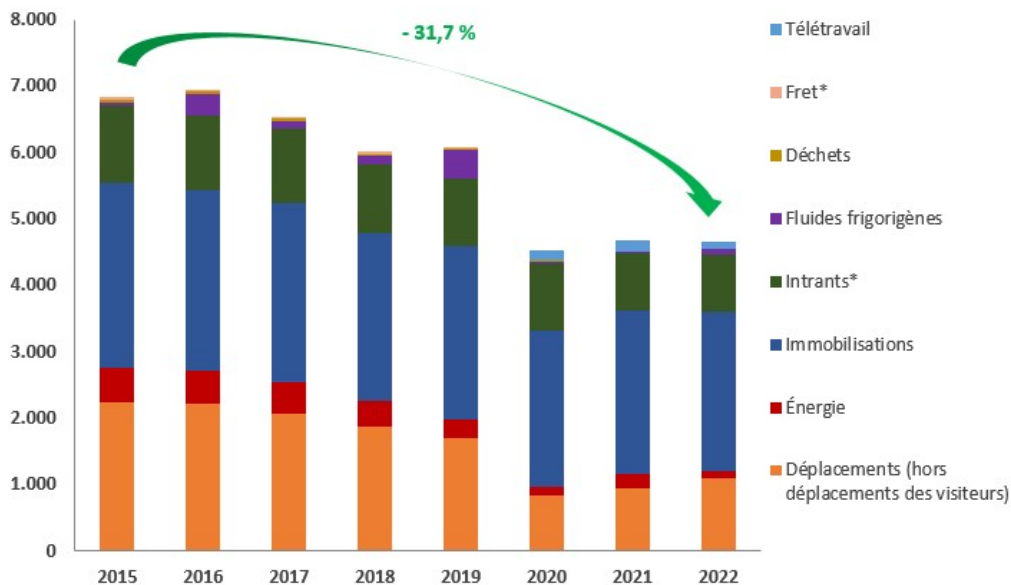
L'évolution des émissions en tonnes éq. CO₂ de la CJUE depuis l'année 2010 est la suivante :

EVOLUTION DES EMISSIONS EN t éq. CO₂ - BILAN CARBONE™



L'indicateur retenu pour suivre l'évolution de l'empreinte carbone à la CJUE, le « kg équivalent CO₂ par ETP », permet de définir l'évolution suivante :

BILAN CARBONE™ EN kg éq. CO₂ PAR ETP DE 2015 A 2022 (HORS DEPLACEMENTS DES VISITEURS)



Les déplacements des visiteurs de la CJUE ne sont pas inclus dans le calcul du Bilan Carbone™ par ETP. En effet, cet indicateur étant indépendant du nombre de personnes travaillant à la CJUE, les déplacements des visiteurs sont inclus uniquement dans le Bilan Carbone™ intégral de la CJUE.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'évolution des émissions en tonnes équivalent CO₂ entre 2010 et 2022 fait ressortir une baisse notable de 54,3 %, celles-ci



passant de 32.725 T éq. CO₂ en 2010 à 14.974 T éq. CO₂ en 2022. Parmi les facteurs ayant particulièrement contribué à cette évolution favorable, il convient de citer :

- La baisse considérable des déplacements domicile-travail, des déplacements professionnels et des visites de personnes extérieures imposée par la crise sanitaire ainsi que la généralisation du travail à domicile;
- L'amélioration de la fiabilité des données d'enquête pour les déplacements domicile-travail, basée sur un échantillon de personnes plus important (depuis 2011) ;
- La mise en place d'un contrat d'énergie verte en 2011, qui a permis de diminuer de 98 % les émissions de CO₂ liées à l'électricité et de 83 % les émissions liées au poste énergie ;
- La modification du mix énergétique du réseau de chaleur avec une production à partir de biomasse, moins émettrice. En effet, le fournisseur de chaleur urbaine de la CJUE utilise depuis septembre 2017 des pellets de bois en complément du gaz naturel pour produire de la chaleur, ce qui a permis de réduire les émissions de 63 % par rapport à 2015 ;
- La politique d'économie d'énergie mise en place au sein de la CJUE, qui a permis de réduire les émissions dues à la consommation d'énergie de 25 % entre 2018 et 2022. En effet, de nombreux efforts accomplis chaque année en matière de sensibilisation du personnel ou d'amélioration des performances des installations permettent de réduire l'impact carbone lié aux consommations énergétiques ;
- Une très forte diminution des fuites de fluides frigorigènes, grâce à la mise en place d'un nouveau système de production frigorifique pour la restauration (diminution de 94 % entre 2019 et 2020). Cependant une légère ré-augmentation a eu lieu cette année suite, principalement, au fait que la maintenance a été réalisée seulement tous les deux ans, et n'a pas eu lieu en 2021. Une quantité certaine de fuites a été détectée en 2022, attribuable au fonctionnement lors de l'année 2022, mais également en 2021 et en 2020 ;
- En tenant compte de l'accroissement de l'effectif, le Bilan Carbone™ de la CJUE révèle une diminution en kg équivalent CO₂ par ETP de 31,7 % entre l'année de base 2015 et 2022, et une augmentation de 0,5 % entre 2021 et 2022. Il convient toutefois de rappeler que les déplacements des visiteurs, qui ont un impact important sur le Bilan Carbone™ total de la CJUE, ne sont pas inclus dans le calcul du Bilan Carbone™ par ETP.

ACTIONS RÉALISÉES OU RÉCURRENTES

- Il est projeté d'abandonner progressivement les imprimantes personnelles à ce qui est strictement nécessaire. Ce projet a été lancé en 2022 et se poursuivra en 2023 ;
- Afin d'améliorer l'empreinte carbone de la CJUE, le programme EMAS intègre les grandes mesures, détaillées dans les chapitres précédents, mises en œuvre dans les domaines de la gestion des bâtiments et de l'efficacité énergétique, ainsi que de la mobilité. Ces mesures ont eu un impact important sur le Bilan Carbone™ de la CJUE, comme précisé ci-dessus ;
- Afin de se conformer aux nouvelles restrictions concernant l'utilisation des fluides réfrigérants ayant un impact environnemental significatif, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2020, la production de froid destinée à la restauration a été entièrement revue et de nouveaux équipements plus efficaces ont été installés ;
- La précision des données concernant les groupes de visiteurs gérés par la direction du Protocole et des visites a été améliorée à l'aide d'enquêtes réalisées auprès des visiteurs. Afin d'affiner le Bilan Carbone™, l'étude portant sur le plan de recueil de données relatives aux déplacements des visiteurs sera poursuivie ;
- L'unité Services généraux et matériel roulant suit annuellement la consommation de carburant des voitures de la CJUE à travers cinq critères de contrôle, et rénove graduellement la flotte de véhicules de service avec l'achat de véhicules électriques et hybrides.

ACTIONS PRÉVUES

- Afin d'évaluer l'impact des formations à l'éco-conduite, des tests de consommation « avant-après » seront organisés par l'unité Services généraux et matériel roulant ;
- Pour guider les visiteurs dans leur sélection du mode de transport qu'ils peuvent utiliser, la direction du Protocole et des visites élaborera une page Internet spécifique ;
- La CJUE est en attente des lignes directrices pour participation dans des projets de « Carbon Removals » proposés par la DG CLIMA de la Commission.

OBJECTIF

La CJUE est fortement engagée dans la diminution de ses émissions des gaz à effet de serre (mesurées par l'indicateur « kg éq. CO₂ par ETP »).

Cependant, étant donné que les différents sous-objectifs décrits dans les chapitres précédents visent, en définitive, à réduire le Bilan Carbone™ de la CJUE, la définition d'un objectif chiffré spécifique n'apparaît pas pertinente.

5.7.2. Autres émissions

La combustion du fioul utilisé pour les groupes électrogènes de secours rejette des oxydes d'azote NO_x, du dioxyde de soufre SO₂ ainsi que des particules moyennes et fines. Toutefois, vu les faibles quantités de fioul utilisées par les groupes électrogènes, qui ne sont démarrés que lors des opérations de maintenance, ces émissions n'ont pas d'impact significatif pour la CJUE.

Enfin, depuis la fin de l'année 2019, avec l'arrêt de l'exploitation du bâtiment T/Tbis, la CJUE ne dégage plus dans l'atmosphère de particules NO_x liées à l'exploitation des chaudières à gaz de cet ancien bâtiment.

5.8 Biodiversité

UTILISATION

La biodiversité peut être définie comme la « totalité des êtres vivants en interaction, y compris les micro-organismes et les services rendus par les écosystèmes »²³.

En imperméabilisant et en occupant les sols, l’emprise des bâtiments au sol et des voiries rend cette partie du terrain moins disponible à la colonisation par la faune et la flore.

Le terrain de la CJUE dispose toutefois de plusieurs espaces verts qui abritent des espèces animales et végétales indigènes.

EXPLICATION CONCERNANT LES DONNÉES

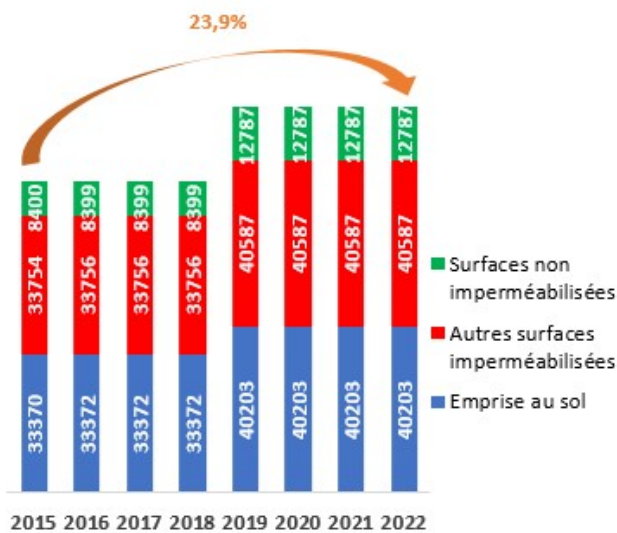
Les données proviennent de l’unité Gestion des bâtiments.

Les formes d’utilisation des terres eu égard à la biodiversité sont exprimées en m² conformément aux recommandations du règlement EMAS en tenant compte de :

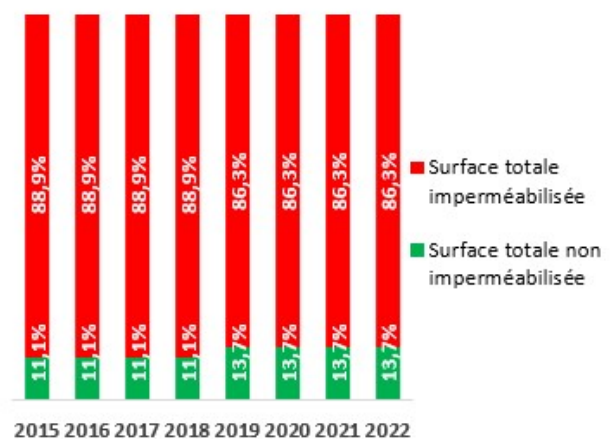
- L’emprise au sol des bâtiments ;
- La surface totale imperméabilisée autre que celle dédiée aux bâtiments (garages, parkings, routes et trottoirs sur le site de la CJUE) ;
- La surface totale non imperméabilisée, c’est-à-dire les surfaces vertes respectueuses de l’environnement qui permettent la percolation naturelle de l’eau. Ces surfaces sont laissées à l’état naturel et entretenues par la cour.

Cet indicateur, peu sujet à variation en l’absence de projet d’extension, ne présente pas un aspect environnemental significatif pour la CJUE, il n’est donné qu’à titre indicatif.

UTILISATION DES SURFACES EN m²



REPARTITION DES SURFACES EN POURCENTAGE (%)



23// Babin et al. 2008.



ANALYSE DES RÉSULTATS

L'intégration de la Tour Rocca dans le complexe de la CJUE s'est traduite par une augmentation des surfaces à partir du 15 juillet 2019. Depuis cette date, l'emprise au sol des bâtiments est de 40.203 m². Augmentée des autres surfaces imperméabilisées (parkings, entrées de garage, etc.) qui représentent environ 40.587 m², le total de surfaces imperméabilisées se monte à 80.790 m². Si l'on y ajoute la surface non imperméabilisée de 12.787 m², la surface totale occupée par la CJUE représente 93.577 m², soit une augmentation de 23,9 % par rapport aux années précédentes.

Depuis 2019, le ratio d'imperméabilisation des sols (c'est-à-dire la surface totale imperméabilisée par rapport à la surface totale occupée) est de 86,3 % et la surface totale non imperméabilisée reste évaluée à 13,7 %.

ACTIONS RÉALISÉES OU EN PHASE DE RÉALISATION

Concernant la biodiversité, il convient de signaler les réalisations suivantes :

- La présence de 4 644 m² de toitures végétalisées, qui favorisent une meilleure biodiversité en offrant, contrairement à une couverture en dur, un habitat à des végétaux, insectes, oiseaux, etc. ;
- Le fauchage tardif d'une partie du site et l'absence de traitement phytosanitaire sur sa globalité favorisent la biodiversité en laissant le temps aux plantes de mener à terme leur cycle végétatif et à la nature de développer des zones refuges pour les petits animaux et les insectes pollinisateurs ;
- Le projet de mise à niveau du dispositif de sécurité des infrastructures immobilières de la CJUE incluait la plantation d'éléments de végétation « anti-intrusion » dans la clôture périmétrique, sur les gabions.

ACTIONS PRÉVUES

- Suite à la démolition du bâtiment Jean Monnet, d'un bâtiment de la Commission à Luxembourg, un terrain d'une surface d'environ 1,15 ha s'est trouvé libéré à proximité de la CJUE, en face de la Tour Rocca, sur lequel il a été convenu, à l'initiative de la CJUE, d'aménager pour la fin de 2022 un jardin paysager ayant vocation à accueillir le public et offrant un espace de détente, de récréation et d'activités culturelles. Afin de mieux montrer au public la richesse de la diversité culturelle et linguistique de l'Union dont le droit et les valeurs s'expriment dans ses 24 langues officielles, la CJUE a choisi de baptiser ce futur écrin de nature, « Jardin du Multilinguisme ».

Ce jardin, ne faisant pas partie des propriétés de la CJUE, ne rentre pas dans le cadre stricto sensu de la déclaration environnementale. Cependant, la CJUE, responsable de son entretien, souhaite mettre en avant sa participation active à l'amélioration de la biodiversité par ce biais.

Ce jardin a été inauguré le 9 mai 2023, durant la période de la rédaction de la présente Déclaration.

6 // Autres aspects environnementaux et systémiques

Le présent chapitre traite des aspects environnementaux dont la quantification n'a pas été jugée utile mais qui méritent, en raison de leur importance, d'être mentionnés.

6.1. Communication et sensibilisation

Consciente que la communication interne représente un élément clé dans le succès du système EMAS, la CJUE a accordé, depuis le début du projet, une grande importance à une communication environnementale régulière et exhaustive.

C'est dans cet esprit qu'une société externe a été chargée de donner une identité visuelle forte au projet EMAS afin de lui conférer un niveau de reconnaissance élevé et illustrer de manière distinctive à l'aide d'une composition figurée reproduite ci-dessous toutes les communications relatives au système EMAS.



Figure 2 : Logo EMAS

Lors des événements annuels à grand retentissement, cette identité visuelle est présentée dans le cadre d'un stand EMAS. Depuis l'année 2013, un grand nombre de visiteurs a ainsi pu obtenir des informations, à l'aide de dépliants et de présentations sur écran, sur les bonnes pratiques environnementales de la CJUE.

La CJUE participe également tous les ans à la « Semaine européenne de la Mobilité » dont l'objectif est de contribuer, dans la durée, à la résolution des problèmes de mobilité et des transports urbains. C'est l'occasion, pour la CJUE, de sensibiliser son personnel aux enjeux environnementaux liés à la mobilité et, notamment, aux différents modes de transport écologique disponibles à Luxembourg. En 2022, la CJUE a opté pour une approche 'numérique', en mobilisant des canaux de communication existants (News@Curia numéro 237), afin de sensibiliser son personnel sur le fait que les déplacements professionnels représentent l'émetteur des GES le plus important au sein de l'institution.

En mars 2022, la CJUE a de nouveau participé à l'initiative globale « Earth Hour » et a ainsi saisi cette opportunité afin de rappeler au personnel que les bonnes pratiques des économies d'énergie peuvent aussi être appliquées à domicile (Mars 2022, News@Curia numéro 222).

En outre, la CJUE a mis l'accent sur l'importance de la réduction du plastique à usage unique en publiant un article intitulé « Une action EMAS qui coule de source » au sein du numéro 225 du News@Curia ; l'article focalisait sur l'utilisation des fontaines à eau à la CJUE, à l'occasion du retour au bureau en mai 2022.

Le Comité du Personnel a également invité le Conseiller Gestion durable à la préparation d'une courte vidéo de 255 secondes, avec une session de questions-réponses, qui a été diffusée sur l'Intranet de la CJUE en mai 2022.

En octobre 2022, l'évènement « Journée Portes ouvertes » a été de retour; un grand nombre des visiteurs ont démontré leur vif intérêt pour le programme EMAS de la CJUE. Une vidéo et un roll-up comprenant les réalisations environnementales de la CJUE ont été installés à côté du stand EMAS afin d'améliorer sa visibilité.



Figure 3 : Stand EMAS

Enfin, l'année 2022 a marqué le 70ème anniversaire de la CJUE. Dans ce contexte, une édition prestigieuse (« LXX anni ») a été publiée et distribuée par la CJUE, comprenant un entretien avec le Conseiller Gestion durable précédent et actuel de la CJUE. Un chapitre entier a été dédié aux efforts environnementaux continus de l'institution.

Par ailleurs, afin d'augmenter le degré de sensibilisation du personnel de la CJUE aux questions environnementales, le Conseiller Gestion durable anime une formation régulière qui est dispensée en priorité aux nouveaux recrutés.

Afin de favoriser l'apprentissage indépendant par des moyens électroniques, le correspondant EMAS de l'unité Formation et développements a, en coopération étroite avec le Conseiller Gestion durable et la direction de la Communication, élaboré des modules de formation en ligne au système EMAS. Cette formation a pour objectif de permettre à tous les nouveaux arrivants d'être pleinement informés des aspects environnementaux de leur travail quotidien.

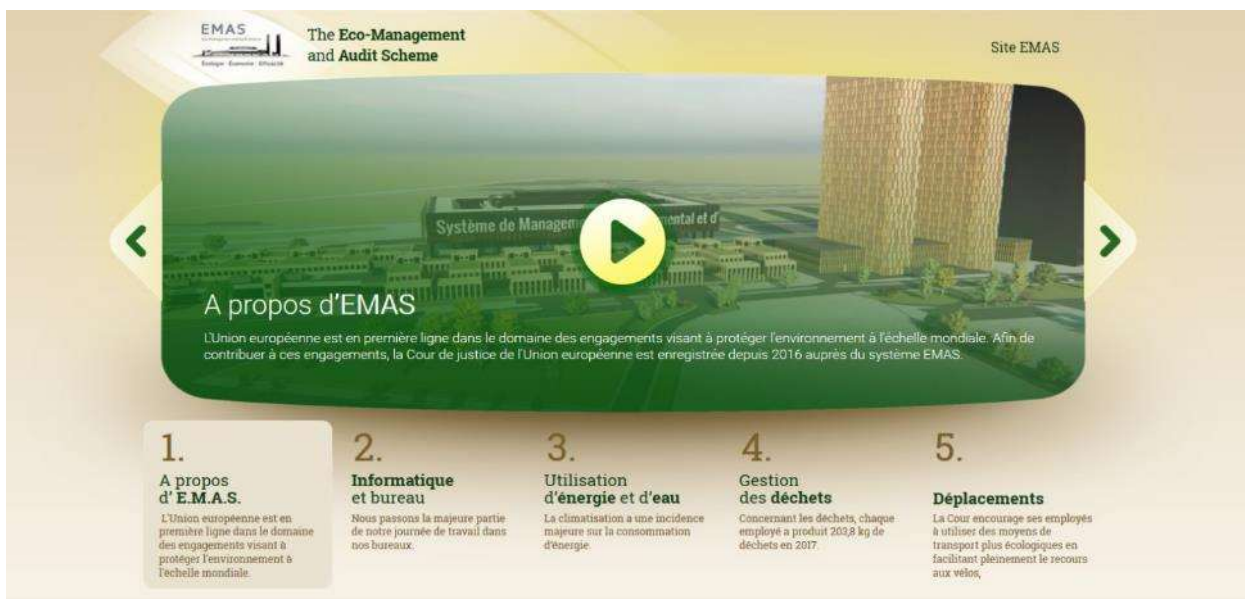


Figure 4 : Module e-learning EMAS

Outre le Conseiller Gestion durable, les correspondants EMAS des différentes unités organisationnelles contribuent également à sensibiliser leurs collègues de manière concrète. Grâce à leur engagement et compétences, l'attention du personnel est régulièrement attirée sur les aspects environnementaux liés à ses activités par de nombreuses initiatives, telles que la diffusion d'affiches EMAS dans les bâtiments, l'installation de poubelles de tri dans les kitchenettes des bureaux, l'animation d'événements en interne, etc.

Parallèlement aux contacts directs que le Conseiller Gestion durable entretient avec le personnel, la communication interne repose

essentiellement sur la diffusion électronique du bulletin d'information « News@Curia » et sur l'Intranet. Des courriels traitant de grands sujets environnementaux sont également régulièrement envoyés à tout le personnel qui peut, à son tour, utiliser une boîte fonctionnelle « EMAS » pour adresser des questions au Conseiller Gestion durable ou lui soumettre des propositions d'amélioration.

Tous les grands thèmes environnementaux sont présentés sur l'Intranet « EMAS » de la CJUE, qui met également à disposition de tous sur son site Internet une page dédiée aux informations et documents les plus importants concernant le système EMAS, comme par exemple la politique environnementale de l'institution, la déclaration environnementale ou le rapport 'Bilan Carbone' (https://curia.europa.eu/jcms/jcms/P_134088/fr/)

Une procédure interne à la CJUE documente enfin les aspects liés à la communication interne et externe, y compris le traitement des plaintes, le cas échéant.

6.2. Conformité réglementaire

La CJUE est soumise aux réglementations européennes et nationales luxembourgeoises en matière d'environnement, le suivi des différentes réglementations applicables est assuré à l'aide d'un registre des réglementations applicables, élément fondamental de l'analyse environnementale, ainsi que par une veille réglementaire. Celle-ci permet de signaler une fois par mois aux services concernés les nouvelles réglementations environnementales applicables. La base de données relative à la conformité réglementaire environnementale est accessible en interne.

Suite aux derniers changements apportés au règlement EMAS, dont l'annexe IV a été modifiée par le règlement (UE) 2018/2026 de la Commission du 19 décembre 2018, une analyse de l'ensemble du système de management environnemental accompagnée d'un plan d'action spécifique a été réalisée.

La conformité réglementaire fait également partie intégrante des audits environnementaux internes de la CJUE.

On rappellera qu'en 2020, afin de tenir compte des dernières modifications apportées aux bâtiments, l'autorisation d'exploitation du site de la CJUE a fait l'objet d'une révision complète, en coopération étroite avec les autorités nationales luxembourgeoises concernées. La version révisée de l'autorisation d'exploitation intégrant la Tour Rocca en date du 8 juillet 2021 porte le numéro 1/20/0507.

La CJUE se trouve actuellement en pleine conformité avec les exigences de la législation environnementale applicable et de son autorisation d'exploitation.

7 // Conclusions

La présente déclaration environnementale mise à jour est le huitième rapport annuel publié par la CJUE. Elle a été élaborée conformément aux exigences du règlement EMAS, et notamment de son annexe IV, telle que modifiée par le règlement (UE) 2018/2026 de la Commission du 19 décembre 2018.

Les indicateurs environnementaux décrits aux pages précédentes donnent une image de la situation qui marque l'année 2022 par rapport à 2015, l'année de base. Il s'agit d'une année caractérisée par le retour à la normale après deux années de crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19.

Les indicateurs rapportés à l'effectif global de la CJUE font apparaître une évolution disparate entre 2021 et 2022, à savoir :

- Une baisse de la consommation de chaleur de 38,2 % ;
- Une baisse de la consommation d'électricité de 18,4 % ;
- Une baisse de la production d'électricité photovoltaïque de 7,7 % ;
- Une augmentation de la consommation d'eau de 45,5 % ;
- Une baisse de la consommation du papier de 8,8 % ;
- Une augmentation du volume des déchets « bureaux et restauration » de 24,4 % ;
- La part des appels d'offres contenant des clauses « light green » maintenue à un niveau inférieur à 50 % en nombre et à 40 % en montant de l'ensemble des appels d'offres ;
- Une légère baisse des émissions CO₂ de 0,5 % par ETP (déplacements des visiteurs exclus) ;
- Le maintien du ratio d'imperméabilisation des sols ;
- Une diminution de 9,9 % de l'utilisation d'un véhicule thermique individuel comme moyen de transport.

Ces évolutions sont liées d'un côté au retour au bureau (augmentation de la quantité de déchets et d'eau consommée) et de l'autre à l'abandon des mesures sanitaires « Tout air neuf » et à l'application de mesures extraordinaires liées à la situation de crise énergétique (baisse de la consommation de chaleur et l'électricité). En outre, les bonnes habitudes adoptées pendant la pandémie et la croissance de la dématérialisation / numérisation des documents et des processus ont permis de maintenir une baisse de la consommation de papier.

Afin de poursuivre le processus d'amélioration continue, plusieurs actions sont en cours en 2022 ou prévues pour 2023 et concernent, notamment :

- L'initiative de réduction du nombre d'imprimantes personnelles à ce qui est strictement nécessaire au profit des imprimantes réseaux ;
- La mise à jour de la politique appliquée par les services en charge de la Gestion des bâtiments, en faveur d'une utilisation plus efficace de l'énergie selon la norme ISO 50001 ;
- La sensibilisation des occupants et du personnel nouvellement recruté en mettant particulièrement l'accent sur les bonnes pratiques et la chasse au gaspillage ;
- La possibilité de condamner la production de froid en Tour Comenius en vidangeant les différentes tours de refroidissement de début novembre à fin février est à l'étude, ce qui devrait réduire la consommation d'eau liée au froid ;
- L'installation de nouveaux équipements permettant de recharger les véhicules électriques dans les parkings par l'unité Gestion des bâtiments en veillant à suivre la stratégie visant à harmoniser l'infrastructure de chargement des véhicules électriques dans le parc immobilier des institutions ;
- La réduction du plastique à usage unique dans les restaurants et cafétérias de l'institution ;
- Une réflexion sur la question des émissions carbone provenant des déplacements (personnel, visiteurs, missions etc.), à l'instar des réflexions menées au sein d'autres Institutions de l'UE ;
- L'entretien du « Jardin du Multilinguisme », un jardin paysager aménagé par la CJUE sur un terrain libéré par la démolition

du bâtiment Jean Monnet.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'effet positif attendu grâce à ces différents projets ne peut être atteint qu'avec le soutien actif de tous les niveaux hiérarchiques jusqu'au plus élevé et la pleine participation des personnes présentes dans les bâtiments de la CJUE. La sensibilisation et la communication restent donc des éléments clés pour la réussite du SME et des projets d'amélioration environnementale.

Enfin, il peut être conclu que la crise sanitaire a contribué à transformer les modes de fonctionnement et les méthodes de travail de l'institution, une transformation qui a eu également un impact sur son bilan environnemental. Les risques et les opportunités découlant de cette crise font l'objet d'une analyse plus détaillée afin de garantir la meilleure adaptation possible aux nouvelles circonstances et l'amélioration continue de la performance environnementale de l'institution.

8 // Déclaration du vérificateur agréé

Déclaration de Validation

Système Communautaire de Management Environnemental et d'Audit (EMAS)

VINÇOTTE sa

Jan Olieslagerslaan 35, 1800 Vilvoorde, Belgique

Sur base de l'audit de l'organisation, des visites de son site, des interviews de ses collaborateurs, et de l'investigation de la documentation, des données et des informations, documenté dans le rapport de vérification n° **61156518**, VINÇOTTE SA déclare, en tant que vérificateur environnemental EMAS, portant le numéro d'agrément BE-V-0016 accrédité pour les activités suivantes: 1, 10, 11, 13, 16, 18, 19, 20 (excl. 20.51), 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30.2, 30.9, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 49, 50, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 60, 62, 63, 70, 71, 72, 73, 74, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 93, 94, 95, 96, 99 (code NACE) avoir vérifié si les sites figurant dans la déclaration environnementale 2023 de l'organisation

Cour de justice de l'Union européenne

portant le numéro d'agrément **LU-000003**

sis à

**Direction des bâtiments et de la sécurité
2925 Luxembourg
Luxembourg**

et utilisé pour:

Toutes les activités de support et de fonctionnement de la Cour de justice de l'Union européenne exercées au sein du complexe immobilier situé rue du Fort Niedergrünwald à Luxembourg Kirchberg et composé des bâtiments Palais, Tour Comenius (A), Tour Montesquieu (B), Tour Rocca (C), Anneau, Galerie, Erasmus, Thomas More, Themis (Annexe C)

Respecte(nt) l'intégralité des dispositions du règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1505 et (UE) 2018/2026.

En signant la présente déclaration, je certifie :

- que les opérations de vérification et de validation ont été exécutées dans le strict respect des dispositions du règlement (CE) no 1221/2009 modifié par les règlements (UE) 2017/1505 et (UE) 2018/2026;
- les résultats de la vérification et de la validation confirment qu'aucun élément ne fait apparaître que les exigences légales applicables en matière d'environnement ne sont pas respectées ;
- que les données et informations fournies dans la déclaration environnementale 2023 du site donnent une image fiable, crédible et authentique de l'ensemble des activités de l'organisation exercées dans le cadre prévu dans la déclaration environnementale.

Le présent document ne tient pas lieu d'enregistrement EMAS. Conformément au règlement (CE) no 1221/2009 modifié par les règlements (UE) 2017/1505 et (UE) 2018/2026, seul un organisme compétent peut accorder un enregistrement EMAS. Le présent document n'est pas utilisé comme un élément d'information indépendant destiné au public.

Numéro de la déclaration: **16 EA 97b-1**

Date de délivrance: **6 novembre 2023**



Pour le vérificateur environnemental:

Eric Louys

Président de la Commission de Certification



Date de la prochaine mise à jour de la Déclaration environnementale : octobre 2024

Date de la prochaine Déclaration environnementale principale : octobre 2025

9 // Lexique

TERME, SIGLE OU ACRONYME	DEFINITION
Appel d'offres / Marché public	Procédure permettant à un commanditaire (le pouvoir adjudicateur), de faire le choix de l'entreprise (soumissionnaire, futur fournisseur) la plus à même de réaliser une prestation de travaux, fournitures ou services aux meilleures conditions, après mise en concurrence de plusieurs entreprises pour la fourniture de ladite prestation
Bilan Carbone™	Le Bilan Carbone™ est la démarche de comptabilisation et de réduction des émissions de gaz à effet de serre la plus utilisée en France et qui se base sur la méthode de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)
BREEAM	La méthode « BRE Environmental Assessment Method », développée par le Building Research Establishment (BRE), permet d'évaluer la performance environnementale des bâtiments
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
COP	Le Coefficient de Performance d'une installation frigorifique est le quotient du froid produit (puissance frigorifique) par le travail (puissance électrique) fourni. Le rendement d'une installation est proportionnel à ce COP
Clauses d'achats verts	Les trois catégories de clauses pour la protection de l'environnement contenues dans les appels d'offres passés par la CJUE sont : <i>Light green</i> : l'appel d'offres inclut une référence aux aspects environnementaux du contrat, mais elle n'a pas d'effet sur le processus d'achat et n'aura pas d'impact environnemental lors de l'exécution du contrat ; <i>Medium green</i> : l'appel d'offres intègre des clauses environnementales importantes en vue de réduire l'impact environnemental du contrat ; <i>Top green</i> : cette dernière catégorie correspond aux meilleures pratiques environnementales
Déchets dangereux	Tous les déchets identifiés comme pouvant être dangereux pour l'environnement, la santé et/ou la sécurité
Déchets PMC	Les bouteilles et flacons en Plastique, emballages Métalliques et Cartons. Il peut s'agir de bouteilles en plastique, de canettes de boisson, de briques de jus de fruit, etc. Le tri final des différentes fractions se fait dans un centre de tri spécialisé. Après cette étape, les matériaux triés servent de matières premières pour de nouveaux produits
Fraction résiduelle	Déchets non dangereux et non triés des ménages ou provenant des entreprises industrielles, des artisans, commerçants, écoles, services publics, hôpitaux, services tertiaires et collectés dans les mêmes conditions. Ils rassemblent, entre autres, des serviettes et emballages souillés par des restes alimentaires. Ces déchets sont éliminés au Luxembourg par incinération avec apport de combustible du fait de leur taux d'humidité élevé
Déchets valorisés	Fractions de déchets non dangereux qui font l'objet d'une valorisation (réutilisation après reconditionnement, recyclage des matières telles que les plastiques ou le papier, bio méthanisation ou incinération à condition que celle-ci permette de produire et de récupérer la chaleur). Exemples : papiers, emballages propres, déchets biodégradables de la restauration, etc.
DG	Direction générale

TERME, SIGLE OU ACRONYME	DEFINITION
DJU	Le degré jour unifié (DJU) est la différence entre la température extérieure et une température de référence qui permet d'estimer les consommations d'énergie thermique nécessaires pour maintenir un bâtiment confortable selon la rigueur de l'hiver ou la chaleur de l'été Les DJU _{15/20} (Degrés Jours Unifiés) sont la somme, pour une année, de la différence entre la température intérieure des locaux fixée à 20°C et la moyenne de température journalière pour toutes les journées où celle-ci a été inférieure à 15°C. Les critères de cette méthode sont adaptés au climat de la région
DRS	Document de Référence Sectoriel : Décision (UE) 2019/61 de la Commission du 19 décembre 2018 concernant le document de référence sectoriel relatif aux meilleures pratiques de management environnemental, aux indicateurs de performance environnementale spécifiques et aux repères d'excellence pour le secteur de l'administration publique au titre du règlement EMAS
EMAS	Eco-Management and Audit Scheme
ETP	Équivalent Temps Plein. Unité permettant d'effectuer une mesure comparable de l'emploi malgré les disparités en termes de nombre d'heures de travail par semaine
Free-cooling	Procédé énergétique très économique qui consiste à utiliser l'air extérieur pour rafraîchir un bâtiment lorsque les conditions le permettent, en particulier durant les nuits de la période estivale. Le principe consiste à évacuer, au cours des heures nocturnes, la chaleur emmagasinée dans les bâtiments pendant la journée, afin que sa température soit la moins élevée possible le lendemain
HVAC	Heating, Ventilation and Air-Conditioning (pour chauffage, ventilation et climatisation)
ISO 14001	Cette norme définit une série d'exigences spécifiques à la mise en place d'un système de management environnemental au sein d'une organisation, quelle que soit sa taille et son domaine d'activité
ISO 50001	Cette norme définit une série d'exigences spécifiques à la mise en place d'un système de management de l'énergie au sein d'une organisation, quelle que soit sa taille et son domaine d'activité
Labels /papier	PEFC: Program for the Endorsement of Forest Certification; FSC: Forest Stewardship Council; Nordic Environment Label (Label du Cygne Nordique). TCF: Total Chlorine free
NACE	Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté européenne
SME	Système de Management Environnemental
s.o.	Sans objet

10 // Annexes

10.1. Programme EMAS 2023 avec état des actions

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
1.1	Sensibilisation	<p>Poursuivre les actions de sensibilisation destinées au cabinet du Greffier concernant les aspects environnementaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extinction des appareils électriques (éclairage, ordinateurs) ; - Utilisation des imprimantes réseau et abandon des imprimantes personnelles ; - Approche sélective quant aux impressions de documents ; - Approche sélective quant à l'usage de l'impression couleur ; - Opportunité de l'utilisation de l'impression en mode « draft » <p>Digitalisation des flux documentaires et de validation au sein du cabinet</p>	Cabinet du Greffier	12/2023	Action récurrente
1.2	Responsabilités	<p><u>Impact environnemental des systèmes informatiques intégrés</u></p> <p>Analyser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'impact des applications SIGA et e-Curia (pour les affaires juridictionnelles), HAN/Ares (pour les affaires administratives), Sysper (pour les dossiers du personnel) et SAP (pour les finances) - l'impact environnemental résultant de l'utilisation des nouvelles technologies 	Direction des Technologies de l'information en coopération avec les services concernés	06/2024	Reporté en 2023
1.3	Responsabilités	L'avant-propos de la Déclaration Environnementale sera signé par le Greffier	Cabinet du Greffier DG Administration	10/2023	Fait pour 2023 Action récurrente
1.4	Responsabilités	Présentation annuelle de la déclaration environnementale au Comité administratif	Cabinet du Greffier DG Administration	12/2023	Action récurrente
1.5	Responsabilités	Assurer la présentation des projets environnementaux au sein du Comité EMAS	Conseiller Gestion durable	09/2023	Fait pour 2023 Action récurrente
1.6	Sensibilisation	Élaboration d'un petit guide/charte des bonnes pratiques environnementales	Cabinets de la Cour	12/2023	En cours

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
1.7	Sensibilisation	Réflexions à mener suite à l'organisation de conférences pour l'ensemble des cabinets de la Cour pour trouver des solutions concernant la consommation de papier	Cabinets de la Cour	12/2023	Reporté en 2023 En cours
1.8	Sensibilisation	Poursuivre les actions de sensibilisation destinées aux cabinets du Tribunal (via le réseau des correspondants de chaque cabinet, via la rubrique « EMAS » sur le Portail du Tribunal, via la participation à de différentes initiatives environnementales de l'institution.	Cabinets du Tribunal	12/2023	Action récurrente
1.9	Sensibilisation	Sensibiliser le personnel de la CJUE au tri sélectif correct des déchets dans les zones publiques (kitchenettes, cafétérias, cabines fumeur, zones visiteur etc.)	CJUE	12/2023	Action récurrente
1.10	Sensibilisation	Participation à l'événement « Semaine européenne de la mobilité »	DG Administration	09/2023	Fait pour 2023 Action récurrente
1.11	Sensibilisation	Mise à jour de l'ensemble de l'espace wiki (initialement prévu, une page intranet) dédié aux actions et conseils proposés par le groupe interne EMAS@DRHAP	DG Administration	12/2023	Reporté en 2023
1.12	Sensibilisation	Proposer le principe du WIKI EMAS (mis en œuvre au niveau de la direction des Ressources humaines et de l'administration du personnel) à d'autres directions.	DG Administration	12/2023	Reporté en 2023
1.13	Sensibilisation	Organisation de semaines thématiques pour sensibiliser les collègues de la DRHAP à de bonnes pratiques EMAS	DG Administration	12/2023	Reporté en 2023
1.14	Formation	Formations de tous les agents de gardiennage à l'éco-conduite et à la vigilance environnementale	DG Administration	12/2023	Action récurrente
1.15	Sensibilisation	Rapports et consignes pour limiter les mégots de cigarettes observés sur les toitures techniques	DG Administration	12/2023	Action récurrente
1.16	Sensibilisation	Promouvoir l'objectif 'zéro papier' pour les activités de l'unité Sécurité et de G4S : - limiter les impressions papiers - favoriser les documents électroniques - encourager les outils numériques pour consulter/annoter/partager/diffuser les documents	DG Administration	12/2023	Action récurrente
1.17	Sensibilisation	Sensibilisation diminution du nombre d'imprimantes personnelles à l'US,	DG Administration	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
		Sensibilisation diminution du nombre d'imprimantes personnelles chez G4S.			
1.18	Sensibilisation	<p>Poursuivre le partage des bonnes pratiques et des actions de sensibilisation concernant les aspects environnementaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impact carbone : <ul style="list-style-type: none"> - Éteindre les ordinateurs, écrans et imprimantes le soir et le week-end ; - Débrancher les téléphones portables une fois chargés ; - Éteindre la lumière au départ du bureau ; - Privilégier l'utilisation des imprimantes réseau au lieu des imprimantes individuelles ; - Renoncer à son imprimante individuelle, dans le cadre de la nouvelle politique de retrait progressif arrêtée par l'institution (2023) ; - Réduire la pollution numérique (2023) ; - Participer à la journée de la mobilité durable ; - Participer à l'action Mam velo op de Schaff ; - Privilégier le recours aux moyens de transport durable ; <p>- Gestion des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduire la consommation de toner (impression en mode brouillon) ; - Réduire la consommation d'encre (impression en mode brouillon) ; - Réduire l'impression en couleur ; - Utiliser les poubelles à tri sélectif ; - Encourager l'abandon de l'utilisation des bouteilles en plastique et un recours accru aux gourdes et carafes d'eau ; - Récupérer les capsules café pour recyclage (2023) ; - Promouvoir l'économie circulaire (2023) ; <p>- Consommation de papier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éliminer les impressions non nécessaires ; - Imprimer recto verso ; - Dématérialiser les flux. 	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
1.19	Sensibilisation	Communication des actions EMAS dans News@Curia	Direction de la Communication	12/2023	Action récurrente
1.20	Sensibilisation	Sonder le personnel pour identifier leurs besoins en matière de communication environnementale	Direction de la Communication	12/2023	Action reportée à 2023
1.21	Sensibilisation	<p>Informers le personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des enquêtes et événements environnementaux 	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
		- des règles de tri de déchets -des opportunités de mobilité alternative -des risques relatifs à la pollution numérique et des consignes pour sa réduction -des bonnes pratiques EMAS dans le bureau [consignes d'utilisation des imprimantes réseau et d'impression, éteindre les écrans / ordinateurs / lumières des bureaux à la fin des journées (rappel spécial avant des périodes de vacances)]	Direction des Technologies de l'information		
1.22	Sensibilisation	Inciter le personnel à respecter les bonnes pratiques EMAS lors du télétravail	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Action récurrente
1.23	Sensibilisation	Publier des articles EMAS de la DRD dans la newsletter de la DRD/ Foire aux questions adressées par les collègues	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Action récurrente
1.24	Formation	Inscription obligatoire des collègues dans une formation EMAS via EULearn / Présentation EMAS dans le cadre du programme d'accueil de stagiaires et de nouveaux arrivants	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
1.25	Sensibilisation	Sonder le personnel pour identifier des propositions/besoins en matière environnementale	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
1.26	Sensibilisation	Informations générales au personnel une fois par an dans la Réunion de la Direction	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
1.27	Sensibilisation	Sensibiliser les équipes du Support aux utilisateurs aux bonnes pratiques liées à l'utilisation de l'IT afin de transférer ce message aux utilisateurs lors des interventions.	Direction des Technologies de l'information	12/2023	Action récurrente
1.28	Sensibilisation	Sensibilisation des utilisateurs à l' impact carbone du mail	Direction des Technologies de l'information	12/2023	Action récurrente
1.29	Sensibilisation	Vérifier que les lumières et les vidéoprojecteurs des salles visiteurs sont éteints lorsqu'elles sont inoccupées	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Action récurrente
1.30	Sensibilisation	Dématérialisation des moyens de communication : -Inclusion d'un chapitre consacré à EMAS à la page Internet de la DPV (informations sur les moyens de transports et présentation graphique des impacts environnementaux des choix faits)	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Aspects reportés à 2023 En cours

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
		<ul style="list-style-type: none"> - Inclure une affiche EMAS dans la timeline visuelle à l'entrée des salles des visiteurs. - Installer une affiche à la réception/ zone d'accueil des visiteurs distribution de brochures numériques (en collaboration avec la DTI et la DC)			
1.31	Sensibilisation	Aider les visiteurs à prendre conscience des choix à leur portée au moment de décider comment arriver à la C. Attirer leur attention sur l'impact de leur visite sur l'empreinte carbone de l'institution	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Reporté à 2023 En cours
1.32	Formation	Organiser une formation EMAS pour le personnel de la direction du Protocole et des visites	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Action récurrente
1.33	Sensibilisation	Projet de visites à distance dans le cadre de la diversification des activités d'accueil	Direction du Protocole et des visites	12/2023	En cours
1.34	Sensibilisation	Elargir le choix des programmes des visites virtuelles	Direction du Protocole et des visites	12/2023	En cours
1.35	Sensibilisation	Communiquer aux visiteurs des informations sur la politique EMAS de la CJUE	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Action récurrente
1.36	Responsabilités/ Formation	Formation d'un collègue comme suppléant EMAS	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Reporté à 2023
1.37	Formation	Information pour des nouveaux collègues sur les principes EMAS et les actions EMAS à la DPV et à la CJUE en général	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Reporté à 2023
1.38	Sensibilisation	Efforts accrus pour éviter l'impression des annexes volumineuses et des dossiers nationaux transmis par voie électronique	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.39	Sensibilisation	Participation aux différentes initiatives environnementales de la Cour (Mam velo op de Schaff, sondage sur les modes de déplacement, journée de la mobilité durable, ...)	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.40	Sensibilisation	Lors des commandes de matériel de bureau effectuées par le secrétariat du greffe, sensibilisation des collègues aux possibilités de réutilisation ou recyclage du matériel disponible et à l'intérêt de passer davantage de commandes de matériel réutilisable / recyclable et écologique	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.41	Sensibilisation	Alimentation du coin EMAS sur l'Intranet du greffe avec articles sur des sujets environnementaux variés	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
1.42	Sensibilisation	Encouragement à l'inscription au module de formation « EMAS @CJUE », proposé sur EULearn, principalement pour les nouveaux collaborateurs du greffe	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.43	Sensibilisation	Encourager l'abandon de l'utilisation des bouteilles en plastique et recours accru aux gourdes et carafes d'eau	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.44	Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> - Actions de sensibilisation sur l'extinction des lumières et PCs - Invitation à restituer les imprimantes personnelles - Rappel des consignes sur l'utilisation des poubelles à tri sélectif Points EMAS dans toutes les réunions de service	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
1.45	Sensibilisation	Inciter le personnel à conserver les bons gestes EMAS sur le lieu de travail (et lors du travail à domicile.): <ul style="list-style-type: none"> - éteindre les ordinateurs le soir et le weekend ; - éteindre la lumière en sortant de son bureau et des lieux collectifs (par exemple, kitchenettes, locaux bureautiques, locaux d'archivage) ; - réduire la consommation de papier ; - recyclage du papier pour brouillon ; - procéder au tri sélectif des déchets 	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
1.46	Sensibilisation	Sensibiliser le personnel aux sujets environnementaux par voie des canaux de communication à disposition du Comité du personnel	Comité du personnel	12/2023	Action récurrente
1.47	Sensibilisation	Continuer à inciter à réfléchir aux collègues qui ont toujours leurs imprimantes personnelles afin d'encourager des renoncements volontaires	Greffe du Tribunal Cabinets du Tribunal	12/2023	Action récurrente
1.48	Sensibilisation	Inciter le personnel à appliquer les bonnes pratiques concernant les impressions (en recto-verso et en mode brouillon), également lors de l'utilisation des imprimantes personnelles. Mise à jour de l' affiche de « Bonnes pratiques du greffe du Tribunal ».	Greffe du Tribunal Cabinets du Tribunal	12/2023	Action récurrente
1.49	Sensibilisation	Phase de test de travail avec un nombre réduit des imprimantes personnelles au sein de l'équipe PI	Greffe du Tribunal	12/2023	Nouvelle action
1.50	Sensibilisation	Inciter le personnel du greffe du Tribunal à participer aux sondages visant à évaluer certaines pratiques pertinentes pour atteindre les objectifs	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 1 : RESPONSABILITÉS, SENSIBILISATION ET FORMATION

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Organisation des actions de sensibilisation et de formation environnementale selon les besoins.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
		EMAS, adoptées lors des périodes de confinement et de télétravail . Autres actions de sensibilisation : - Participation aux différentes initiatives environnementales de la CJUE (Mam vélo op de Schaff, sondage déplacements, journée de la mobilité durable, ...); - Participation au groupe de travail « Papier » et - Participation aux initiatives provenant des autres institutions.			
1.51	Sensibilisation	Sensibilisation spéciale pour les nouveaux collègues sur le projet EMAS et les principales directrices à suivre	Greffe du Tribunal Cabinets du Tribunal	12/2023	Nouvelle action
1.52	Formation	Formation aux membres de l'atelier sur l'utilisation des différentes poubelles dans l'atelier et comment gérer les produits dangereux	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
1.53	Sensibilisation	Communication à tous les services de la CJUE sur la possibilité d'imprimer des documents volumineux ou plusieurs copies dans l' atelier sur demande pour éviter des stocks inutiles et l'utilisation excessive des imprimantes « couloir »	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Rapportée en 2023
1.54	Sensibilisation	Utiliser WIKI Confluence comme un moyen de sensibilisation et un canal de communiquer à l'ensemble de la direction les dernières nouvelles EMAS.	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
1.55	Formation	Inviter l'ensemble de la direction à s'inscrire à la présentation/formation « eLearning EMAS @ CJEU 2021 » sur mesure par le Conseiller EMAS.	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
1.56	Sensibilisation	Promouvoir les services de l'atelier de reproduction qui renforcent les objectifs EMAS	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
1.57	Formation	Formation du personnel du prestataire (Veolia) aux recommandations de la norme ISO 50001 conformément aux exigences du chapitre 2.8.8.2 Système de Management de l'Energie des Spécifications techniques du cahier des charges	DG Administration	12/2023	Action récurrente
1.58	Formation	Aborder avec le personnel la cause racine dans l'exercice de la préparation à une situation d'urgence .	DG Administration	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 2 : ASPECTS RÉGLEMENTAIRES ET STANDARDS ENVIRONNEMENTAUX

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Assurer la conformité réglementaire et appliquer les standards environnementaux.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
2.1.	Aspect réglementaire	Projet pour l'aménagement d'un deuxième local de produits dangereux	DG Administration	10/2024	Reporté en 2023 En cours
2.2.	Aspect réglementaire	Télétravail : objectifs et bonnes pratiques	Toutes les unités organisationnelles	12/2023	Action récurrente.
2.3	Aspect réglementaire	Renommer l'intitulé des « rapports incidents » en « rapport d'incident / de non-conformité »	DG Administration	12/2023	Terminé début 2023
2.4	Aspect réglementaire	Mise en place, au niveau de EU-Learn d'une évaluation à froid (efficacité) des formations	DG Administration	12/2023	En cours
2.5	Aspect réglementaire	Mise en place d'une évaluation à chaud des formations externes (ponctuelles et spécifiques)	DG Administration	12/2023	En cours
2.6	Aspect réglementaire	Contrôles des mises à jour du suivi des pertes de fluides frigorigènes des machines de refroidissement.	DG Administration	12/2023	Action récurrente
2.7	Aspect réglementaire	Amélioration du suivi et contrôles liés aux autorisations gérées par le service de maintenance des installations techniques	DG Administration	12/2023	Action récurrente
2.8	Aspect réglementaire	Suivi de la levée des remarques suite aux observations des contrôles périodiques.	DG Administration	12/2023	Action récurrente
2.9	Aspect réglementaire	Gestion des produits dangereux du local de stockage pour améliorer la veille de conformité légale	DG Administration	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 3 : MARCHÉS PUBLICS

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Entre 2022-2023 pour les appels d'offres classés dans la catégorie « Light green » ne pas dépasser 50,0 % en nombre et 40,0 % en montant sur l'ensemble des appels d'offres ayant un impact environnemental significatif.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
3.1.	Achats éco responsables	Promouvoir et diffuser une politique d'achats responsables en encourageant spécialement la consultation du GPP (Green Public Procurement) Helpdesk, la participation des services à ses prestations et en prenant aussi en compte les informations du groupe de travail interinstitutionnel	DG Administration	12/2023	Action récurrente
3.2.	Achats éco responsables	Définition et calcul d'un KPI représentant la proportion de services ordonnateurs qui ont contacté spontanément le GPP Helpdesk avant d'introduire une <i>procurement request</i> en SAP (indicateur interne).	DG Administration	12/2023	Nouveau projet En cours
3.3.	Intrants	Proposer des mesures en faveur la diminution de la variété et le nombre d'imprimantes personnelles , qui obligent à acheter et à stocker des quantités significatives de toner	DG Administration	12/2024	En cours
3.4.	Achats éco responsables	Suivi et opérationnalisation des conseils donnés lors de la formation « Achats publics durables et GPP Helpdesk » (online)	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 4 : ÉMISSIONS DE CARBONE

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Diminuer les consommations d'énergie par ETP de -4% pour le chauffage et de -2% pour l'électricité en 2022 et de -5% pour le chauffage et de -3% pour l'électricité en 2023, en comparaison avec l'année 2019.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
4.1.	Émissions CO ₂ / Énergie / Intrants/ IT	Projet de réduction du nombre des imprimantes personnelles , a ce qui est strictement nécessaire	Comité EMAS Cabinet du Greffier	12/2024	Démarrée en 2022 En cours
4.2.	Énergie	Optimisation de la distribution du chaud sur l'ensemble du Nouveau Palais	DG Administration	12/2023	En cours
4.3.	Énergie	Isolation des corps de pompes et des accessoires au niveau des sous-stations chaleur	DG Administration	12/2023	Reporté en 2023 En cours
4.4.	Énergie	Modifications des plages de fonctionnement des centrales de traitement d'air sur l'ensemble du Nouveau Palais (en fonction des conditions météorologiques, occupation des locaux, et autres facteurs)	DG Administration	12/2023	Action récurrente
4.5.	Énergie	Changement des éclairages des cuisines (Galerie)	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.6.	Énergie	Changement des éclairages de secours BAES en 'LED' (TOA, TOB, PP, Palais, Anneau)	DG Administration	12/2023	En cours
4.7.	Énergie	Extension parking personnel S2 S3 S4 – fermeture au mois d'août	DG Administration	12/2023	Action récurrente
4.8.	Énergie	Arrêt de l'alimentation en chauffage pendant l'été	DG Administration	12/2023	Action récurrente
4.9.	Énergie	Réétudier la possibilité d'arrêter la distribution de l'eau chaude centrale dans le bâtiment Anneau (projet pilote)	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.10.	Énergie	Proposition/réflexion sur la possibilité d'alimentation en froid des Tour A et B par le ring : inversion de pompes et de connexions sur	DG Administration	12/2023	Non démarré

		échangeurs 2 et 6 pied de Tours A et B.			
4.11.	Énergie	Étudier la possibilité d'alimenter le collecteur 8 degrés par le collecteur 12 degrés afin d'utiliser le Free Cooling ou le MAF1	DG Administration	12/2024	Non démarré
4.12.	Énergie	Projet pilote : Remplacement de l'éclairage des bureaux en LED, et évaluation de son impact potentiel sur la santé	DG Administration	12/2023	En cours
4.13.	Énergie	Remplacement de la machine NH3 du bâtiment Thémis par une machine type Turbo Core	DG Administration	06/2024	En cours
4.14.	Énergie	Suppression de l'échangeur 1100 kWh pour avoir une alimentation directe du ring froid par la nouvelle machine type Turbo Core, (comme la Cofely)	DG Administration	06/2024	Non démarré
4.15.	Énergie	Condamnation de la production de froid en Tour A en vidangeant les différentes Tours de Refroidissement de début novembre à fin février tous les hivers.	DG Administration	12/2024	Non démarré
4.16.	Déplacements	Déplacements professionnels : étudier l'amélioration de l'efficacité de la flotte de véhicules de service (Le choix de véhicules électriques utilitaires et de berlines hybrides plug-in dépend de l'offre des fabricants ; ces échéances sont déterminées par les informations sur la parution de futurs modèles actuellement disponibles) Mise au point de la politique de gestion des véhicules en renforçant l'application des critères environnementaux pour la sélection d'un véhicule	DG Administration	12/2023	Reporté à 2023 En cours
4.17.	Déplacements	Poursuivre, au niveau interinstitutionnel, la stratégie visant à harmoniser l'infrastructure de chargement des véhicules électriques dans le parc immobilier des institutions	DG Administration	12/2023	Reporté à 2023 En cours
4.18.	Déplacements	Organiser des tests de consommation "avant-après" dans le cadre des formations à l'éco conduite.	DG Administration	12/2023	En cours

4.19.	Déplacements	Mise en place de séparateurs catadioptriques le long de l'accès pour cyclistes au parking personnel	DG Administration	12/2023	En cours
4.20.	Émissions CO ₂	Participation à un système de compensation des émissions carbone commun pour les Institutions de l'UE	DG Administration	12/2024	En cours
4.21.	Énergie	Suivi d'un indicateur relatif à la consommation de carburant	DG Administration	12/2023	Action récurrente
4.22.	Déplacements	Participer à la journée de la mobilité durable et à l'action Mam velo op de Schaff (2023)	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
4.23.	Déplacements	Prévoir le travail à domicile sans perturber le bon fonctionnement du service	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
4.24.	IT	Encourager à renoncer à son imprimante personnelle (et à recourir, en cas de besoin, aux imprimantes réseau), dans le cadre de la nouvelle politique d'abandon progressif	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
4.25.	IT	Suivi et communication de la diminution du nombre d'imprimantes individuelles au sein du service, en comparaison avec le benchmark établi fin 2022 , dans le cadre de la politique de retrait progressif arrêtée par le Comité EMAS	DG Multilinguisme	12/2023	Nouveau projet
4.26.	Déplacements	Réduction des émissions liées aux déplacements du domicile vers le lieu de travail, et vice-versa, du fait du travail pouvant être réalisé à domicile. Évaluation des émissions liées aux déplacements du domicile vers le lieu de travail et vice-versa, en chiffrant le nombre de jours effectués en télétravail du personnel. Tout cela en sensibilisant les personnes à l'utilisation des moyens alternatifs de transport, en particulier pour les trajets courts (tramway).	Greffe du Tribunal	12/2023	En cours
4.27.	Intrants	Suivi du toner des imprimantes personnelles restantes au sein du greffe du Tribunal afin d'évaluer leur utilisation	Greffe du Tribunal	12/2023	En cours
4.28.	Intrants	Optimisation de la gestion de la fourniture de papier afin d'éviter le stockage excessif dans les locaux bureautiques (risque d'incendie).	Greffe du Tribunal	12/2023	Nouveau projet

4.29.	Déplacements	Examiner les possibilités d'affiner les questions de l'enquête afin d'améliorer la précision du bilan carbone de la CJUE	Direction du Protocole et des visites	12/2023	En cours
4.30.	Déplacements	Création d'une page Internet pour aider les visiteurs sur les modes de déplacement	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Non démarré
4.31.	IT	Utilisation de l'application e-Curia pour les échanges avec les parties relatifs aux procédures préjudicielles d'urgence (PPU) , jadis effectués par courriers électroniques, accompagnés souvent d'annexes volumineuses	Greffe de la Cour	01/2023	Realisé
4.32.	Émissions	Imposer chaque mois des pourcentages minimaux de fruits et de légumes de saison pour tous les mets préparés dans les restaurants et les cafétérias	DG Administration	05/2023	Exigence contractuelle depuis le 1er mai
4.33.	Émissions	Informers les clients de la restauration sur l'alimentation durable (produits locaux, fruits et légumes de saison, pêche durable ...) pour les plats principaux des restaurants	DG Administration	12/2023	En cours
4.34.	Énergie	Mise en place d'une minuterie ou d'un détecteur de mouvement dans le local de stockage (masques) du service médical (lieu de passage).	DG Administration	12/2023	En cours
4.35.	Energie	Vérification du bon fonctionnement des minuteries dans les toilettes (aux étages occupés par la DRHAP)	DG Administration	12/2023	En cours
4.36.	Énergie	Remplacement de l'éclairage des escaliers de secours vers technologie LED	DG Administration	12/2023	En cours
4.37.	Énergie	Remplacement de l'éclairage fluorescent en LED pour l'escalier monumental et Hall Erasmus	DG Administration	04/2023	Réalisé
4.38.	Énergie	Remplacement de l'éclairage fluorescent en LED dans la Galerie.	DG Administration	03/2023	Réalisé
4.39.	Énergie	Remplacement de l'éclairage en LED toiture Tour Erasmus (A)	DG Administration	06/2024	Non démarré
4.40.	Énergie	Action sur interrupteur et Touch panel pour l'allumage des salles d'audience du Palais, des cabines interprètes et arrière salle. Extinction à programmer pour 22h (modification de la programmation KNX et shaft-programm sur GTC).	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.41	Énergie	Forçage sur GTC (7h30 à 20h) et action sur bouton poussoir sans temporisation pour l'allumage des lampes sur mât devant les ascenseurs et couloirs membres.	DG Administration	12/2023	Non démarré

		Temporisation de 10 min après allumage avec le bouton poussoir hors période de forçage GTC (modification paramètre KNX)			
4.42	Énergie	Action sur interrupteur pour l'allumage des salles de presse, avocat, local rangement, local désenfumage etc...au Palais Extinction à programmer pour 22h (création d'un schaft-programm sur GTC).	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.43	Énergie	Eclairage restaurant galerie : extinction automatique à 17h avec une temporisation de 1h00 en cas d'appui sur interrupteur. Diminution de la temporisation à 30 min (modification paramètre KNX) en Galerie	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.44	Énergie	Action sur interrupteur pour l'allumage des salles de classe en GA2 +02. Extinction à programmer pour 22h (création d'un schaft-programm sur GTC), en Galerie	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.45	Énergie	Commande par une horloge KNX des éclairages des rampes en colimaçon du parking de 6h00 à 22h00. Modification des horaires de 6h00 à 20h00 (action sur horloge KNX) au Thomas More	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.46	Énergie	Éclairage restaurant Thomas More : extinction automatique à 18h et 22h Extinction à 17h00 et temporisation de 30 min en cas d'appui sur l'interrupteur (modification de la programmation KNX)	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.47	Énergie	Action sur interrupteur et Touch panel pour l'allumage des salles d'audience, des cabines interprètes et arrière salle. Extinction à programmer pour 22h (modification de la programmation KNX) au Thomas More	DG Administration	12/2023	Non démarré
4.48	Énergie	Action sur interrupteur et Touch panel pour l'allumage des salles d'audience, des cabines interprètes et arrière salle. Extinction à programmer pour 22h (modification de la programmation KNX) au bâtiment Thémis	DG Administration	12/2023	Non démarré

4.49	Énergie	Action sur interrupteur et Touch panel pour l'allumage des salles d'audience, des cabines interprètes et arrière salle. Extinction à programmer pour 23h (modification de la programmation KNX). Extinction à programmer le 22h à l'Erasmus	DG Administration	12/2023	Non démarré
------	---------	--	-------------------	---------	-------------

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 5 : DÉCHETS

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Réduction en continu des bouteilles plastiques à usage unique par le personnel (introduction du réseau des fontaines à eau) et amélioration en continue de tri des déchets en 2022.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
5.1.	Tri sélectif	Consigne permanente pour le traitement des déchets et le recyclage	DG Administration	12/2023	Action récurrente
5.2.	Tri sélectif	Participation au projet de la Cour visant la collecte spécifique et recyclage des fournitures de bureau	DG Multilinguisme	12/2023	En cours
5.3.	Tri sélectif	Récupération des capsules café des machines installées dans les locaux du service, pour recyclage	DG Multilinguisme	12/2023	Nouveau projet 2023
5.4.	Tri sélectif	Participer à la campagne « E Stopp fir e Mupp » visant à soutenir l'éducation des chiens d'assistance par la collecte des bouchons en plastique	DG Multilinguisme Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
5.5.	Production de déchets	Réduire la consommation de toner et d'encre par le recours au mode d'impression brouillon	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
5.6.	Tri sélectif	Récupération des capsules « Nespresso » pour recyclage	Greffe de la Cour	12/2023	Nouveau projet
5.7.	Production de déchets	Poursuivre la diminution du plastique à usage unique dans le matériel de communication distribué aux visiteurs	Direction du Protocole et des visites	12/2023	Action récurrente
5.8.	Tri sélectif	Évaluer l'utilisation du système interne de récupération des fournitures de bureau en vue de leur réutilisation ainsi que des bacs pour le recyclage des consommables bureautiques (surligneurs, stylos etc.). Sensibilisation du personnel pour une meilleure utilisation	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
5.9.	Tri sélectif	Récupération des capsules « Nespresso » en aluminium pour recyclage.	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
5.10.	Tri sélectif	Promotion du recyclage des instruments d'écriture et/ou des fournitures de bureau	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Action récurrente
5.11.	Tri sélectif	Recyclage : réutilisation des chutes de papier en bloc-notes	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente

5.12.	Tri sélectif	Promotion de réutilisation ou de recyclage du matériel informatique non utilisé ou en panne	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Action récurrente
5.13.	Production de déchets	Développement de l'utilisation de l' Ecobox réutilisable pour les ventes à emporter en cafétéria et dans les restaurants en self-service	DG Administration	12/2023	Reporté à 2023
5.14.	Production de déchets	Le prestataire (G45) envoie tous les matins au service de la restauration un indicateur (nombre de personnes entrantes dans les bâtiments) pour permettre au prestataire de dimensionner leurs productions au plus juste et éviter des gaspillages	DG Administration	12/2023	En cours
5.15.	Tri sélectif	Proposer un atelier ciblé sur le tri dans les poubelles des kitchenettes	Grefe de la Cour	12/2023	Nouveau projet
5.16.	Tri sélectif	Participation au projet pilote de récupération du matériel bureautique	Grefe de la Cour	12/2023	En cours
5.17.	Production de déchets	Récupérations des pages de garde des imprimantes et donation aux crèches pour les dessins des enfants	Grefe de la Cour	12/2023	Action récurrente
5.18.	Production de déchets	Imposer au prestataire du futur contrat de restauration une certification SuperDrecksKëscht® pour sa manière de gérer les déchets sur le site de la CJUE	DG Administration	04/2024	Nouveau projet
5.19.	Production de déchets	Actions supplémentaires contribuant à réduire les déchets dans la restauration	DG Administration	12/2023	Nouveau projet
5.20.	Production de déchets	Réduire les pertes alimentaires, dans les restaurants et cafétérias et lors de grands événements	DG Administration	12/2023	Nouveau projet
5.21.	Production de déchets	A compter de mai 2023, au moins 80% des produits nettoyants utilisés en restauration devraient être porteurs d'un écolabel	DG Administration	12/2023	Nouveau projet
5.22.	Production de déchets	Promotion des cintres et des emballages réutilisables pour le futur service de pressing	DG Administration	12/2023	En cours
5.23.	Tri sélectif	Mise en place d'un système de collecte des capsules à café (étude de faisabilité)	DG Administration	12/2023	En cours
5.24.	Production de déchets	Diminution des consommables (toner, ...), notamment par le biais de la restitution des imprimantes individuelles (mais pas uniquement)	DG Administration	12/2023	En cours (renouvelé pour 2023)
5.25.	Tri sélectif	Labélisation globale SuperDrecksKëscht	DG Administration	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 6 : EAU

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Entre 2022 et 2023, diminuer de -20% (10% + 10%) la consommation d'eau en m³ par ETP par rapport à 2019.

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
6.1.	Consommation d'eau	Modifications de la régulation du froid sur l'ensemble du Nouveau Palais.	DG Administration	12/2023	Action récurrente
6.2.	Consommation d'eau	Sensibiliser les chauffeurs à l'utilisation du carwash pour une meilleure maîtrise de la consommation d'eau	DG Administration	12/2023	Action récurrente

FICHE OBJECTIF NUMÉRO 7 : PAPIER

Formulation de l'objectif d'amélioration environnementale : Conserver une partie de la diminution atteinte durant les années de la crise sanitaire. Atteindre une diminution structurelle de la consommation de papier de minimum 10% en fin 2022, plus un minimum de 5% en fin 2023, en comparaison avec l'année 2019 (total : minimum 15%, répartie en 2 ans).

N°	ASPECT	ACTIONS	UNITÉ ORGANISATIONNELLE	ÉCHÉANCE	STATUT DU PROJET
7.1.	Consommation de papier	Élaboration d'un manuel des impressions	Cabinets de la Cour	12/2023	En cours
7.2.	Consommation de papier	Identifier les pratiques des Cabinets consommant le moins de papier pour les proposer aux autres Cabinets.	Cabinets de la Cour	10/2023	Action récurrente
7.3.	Consommation de papier	Démarré la gestion électronique de certain flux RH, via HAN/Ares.	Cabinet du Président du Tribunal	12/2023	En cours
7.4.	Consommation de papier	Évaluer l'impact du projet « signature électronique ».	Cabinets du Tribunal	12/2023	Non démarré
7.5.	Consommation de papier	Réduire les services postaux pour envoyer le courrier recommandé en faveur du système e-Curia	DG Administration	12/2023	En cours
7.6.	Consommation de papier	Suivi d'un indicateur relatif à la consommation de papier (en collaboration avec le prestataire)	DG Administration	12/2023	Action récurrente
7.7.	Consommation de papier	- Sensibiliser les utilisateurs sur la possibilité de commander les impressions strictement nécessaires. - Informer sur la possibilité de réimprimer sur demande si besoin	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
7.8.	Consommation de papier	Sensibiliser les utilisateurs des services de l'atelier de reproduction afin de limiter l'occurrence des réimpressions et redimensionner éventuellement à la baisse les impressions de certains types de documents	Direction de la Bibliothèque	12/2023	Action récurrente
7.9.	Consommation de papier	Suivi et communication de la consommation de papier bureautique	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
7.10.	Consommation de papier	Dématérialisation de la communication (des dossiers) avec les interprètes freelance Dématérialisation de la communication et de la facturation des traducteurs freelance pour la Traduction juridique	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
7.11.	Consommation de papier	Dématérialisation des flux de certains dossiers transmis à la DRHAP (HAN/Ares)	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente

7.12.	Consommation de papier	Fourniture continue d'un deuxième écran dans le cadre du travail à domicile, en fonction des besoins du métier et des limites techniques et budgétaires	DG Multilinguisme	12/2023	Action récurrente
7.13.	Consommation papier	Développement de l'Espace Wiki de la DRD et de la page wiki EMAS	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
7.14.	Consommation papier	Suivi des demandes des produits de la DRD en version papier	Direction de la Recherche et documentation Atelier Ronéo	12/2023	Action récurrente
7.15.	Consommation papier	Dématérialisation du papier dans le cadre des besoins administratifs grâce au projet informatique HAN/Ares	Direction de la Recherche et documentation Direction des Technologies de l'information	12/2023	Realisé
7.16.	Consommation papier	Réduction des impressions liées au support des formations offertes par la DRD	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
7.17.	Consommation papier	Utilisation des QR codes pour la documentation de la DRD et pour la diffusion de ses activités	Direction de la Recherche et documentation	12/2023	Nouvelle action
7.18.	Consommation de papier	Mise à jour majeure de la matrice de contrôle des impressions pour instaurer des pratiques mises en place pendant la crise sanitaire	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
7.19.	Consommation de papier	Réduction/Dématérialisation des échanges papier avec le greffe du Tribunal	Greffe de la Cour	12/2023	En cours
7.20.	Consommation de papier	Dématérialisation des échanges papier avec le greffe du Tribunal	Greffe de la Cour	12/2024	Reporté en 2023 En cours
7.21.	Consommation de papier	Abandon des envois, au Tribunal, des copies papier certifiées conformes des décisions de la Cour rendues sur pourvoi	Greffe de la Cour	6/2024	Reporté en 2023 En cours
7.22.	Consommation de papier	Intensifier la publicité en vue de l'augmentation des demandes d'ouverture de comptes e-Curia par les juridictions et les représentants	Greffe de la Cour	12/2023	Action récurrente
7.23.	Consommation de papier	Préparer l'abandon de l'impression des dispositifs allégés en langue de procédure (apportés par le greffe à l'audience)	Greffe de la Cour	12/2023	Reporté en 2023 En cours
7.24.	Consommation de papier	Impression en recto-verso des dossiers, même pour envoi à Florence des archives historiques (au lieu de la faire en recto seulement)	Greffe de la Cour	12/2023	En cours
7.25.	Consommation de papier	Réflexion sur les moyens à mettre en place pour éviter l'impression des annexes volumineuses	Greffe de la Cour	12/2023	Reporté en 2023 En cours

7.26.	Consommation de papier	Entamer la réflexion sur l'abandon de la constitution des dossiers doubles pour tout type de procédure, à l'exception de la procédure d'avis	Greffe de la Cour	12/2023	Nouveau projet
7.27.	Consommation de papier	Effectuer un suivi de la dématérialisation du traitement des actes de procédure, notamment de l'abandon de l'impression des FT générées pour transmission par e-Curia pour validation et de l'abandon de l'impression des lettres Prodoc générées pour transmission par e-Curia pour validation	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
7.28.	Consommation de papier	Limitation du nombre des impressions du Rapport annuel d'activités du greffe du Tribunal.	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
7.29.	Consommation de papier	Suspension de l'impression et de la distribution en version papier de la jurisprudence mise à la disposition des cabinets.	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
7.30.	Consommation de papier	Démarrer la signature électronique, via HAN/Ares, des documents destinés à l'AIPN	Greffe du Tribunal	12/2023	En cours
7.31.	Consommation de papier	Évaluation de l'impact du projet « signature électronique ». Élargissement vers d'autres documents.	Greffe du Tribunal	12/2023	Action récurrente
7.32.	Consommation de papier	Adoption d'une mesure pour l'archivage électronique des dossiers de procédure.	Greffe du Tribunal	12/2023	Non démarré
7.33.	Consommation de papier	Démarrer la gestion électronique de commandes de véhicules pour les Membres du Tribunal et de certain flux RH, via HAN/Ares.	Greffe du Tribunal	12/2023	Non démarré
7.34.	Consommation de papier	Suivi d'un indicateur papier montrant la consommation de papier	Direction du Protocole et des visites	12/2023	En cours
7.35.	Consommation de papier	Revue de la documentation fournie aux visiteurs dans une approche environnementale pour réduire la consommation de papier (c'est une répétition du point 1.2)	Direction du Protocole et des visites Direction de la Communication Direction des Technologies d'information	12/2023	En cours
7.36.	Consommation de papier	Projet relatif à la distribution électronique de signataires et de documents (ARES@DRHAP)	DG Administration	12/2023	En cours
7.37.	Consommation de papier	Projet relatif au stockage numérique (et non plus papier) des documents administratifs relatifs aux dossiers individuels du personnel (NDP@DRHAP)	DG Administration	12/2023	Reporté en 2023 En cours

7.38.	Consommation de papier	Réduction de la consommation de papier, notamment par le biais de la restitution des imprimantes individuelles (mais pas uniquement)	DG Administration	12/2023	En cours
7.39.	Consommation de papier	Suppression de la page de garde sur les imprimantes en réseau	DG Administration	12/2023	En cours

10.2. Données détaillées

Les chiffres donnés dans les tableaux ci-dessous sont établis à partir de calculs arrondis.

10.2.1. Nombre d'équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'équivalent temps plein - CJUE (ETP)										
Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nombre d'ETP	2144	2213,00	2217,00	2243,00	2248,75	2247,93	2259,73	2307,40	7,6%	2,1%

10.2.2. Consommation de chaleur

Consommation de chaleur - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation de chauffage en kWh									
		2015(2)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	9.024.900	9.574.000	9.468.000	8.828.723	8.192.400	7.974.000	13.469.500	7.087.471	-21,5 %	-47,4 %
T/Tbis	29.563	2.366.277	2.442.466	2.400.255	2.313.765	1.456.853					
CJ9	33.412					629.920	1.248.475	1.763.525	927.271		-47,4 %
Global CJUE Hors CJ9	163.399	11.391.177	12.016.466	11.868.255	11.142.488	9.649.253					
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811					10.279.173					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						9.222.475	15.233.025	8.014.742		-47,4 %

(1) : le bâtiment T/Tbis ne fait pas partie du CPE 2016, sa surface est issue du rapport annuel des énergies pour l'année 2017. La surface du CJ9 a également été actualisée en 2021.

(2) : il a été constaté une erreur sur la valeur de consommation du chauffage pour le bâtiment T/Tbis entre 2015 et 2018 sur les précédentes Déclarations environnementales de la CJUE : l'eau chaude sanitaire n'était pas comptabilisée dans la consommation de chaleur.

Consommation de chaleur - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² ⁽¹⁾	Consommation de chauffage en kWh/m ²									
		2015 ⁽²⁾	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	66,7	70,7	70,0	65,2	60,5	58,9	100,6	53,0	-20,6 %	-47,4 %
T/Tbis	29.563	80,0	82,6	81,2	78,3	49,3					
CJ9	33.412					22,2	44,0	52,8	27,8		-47,4 %
Global CJUE Hors CJ9	163.399	69,1	72,9	72,0	67,6	58,5					
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811					53,2					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						56,3	91,1	47,9		-47,4 %

Consommation de chaleur - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² ⁽¹⁾	Consommation de chauffage en kWh/DJU/ETP									
		2015 ⁽²⁾	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	1,0	n.a.	n.a.
T/Tbis	29.563	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
CJ9	33.412					n.a.	n.a.	n.a.	0,1		n.a.
Global CJUE Hors CJ9	163.399	1,50	1,51	1,58	1,54	1,26					
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811					1,34					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						1,30	1,85	1,14	-23,6 %	-38,3 %

10.2.3. Consommation d'électricité

Consommation d'électricité - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation d'électricité en kWh									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	15.716.922	15.335.285	15.718.465	14.942.241	13.843.076	12.241.030	14.918.632	12.035.884	-23,4 %	-19,3 %
Nouveau Palais - (hors froid pour 2018 à 2022)	133.836				12.757.631	12.287.886	11.093.327	13.953.490	10.890.934		-21,9 %
Nouveau Palais - froid	133.836				2.184.610	1.555.190	1.147.703	965.142	1.144.950		+18,6 %
T/Tbis	29.563	1.547.073	1.628.489	1.592.490	1.627.208	1.155.703					
CJ9	33.412					1.181.524	2.100.567	2.210.827	2.231.921		+1,0 %
Global CJUE Hors CJ9	163.399	17.263.995	16.963.774	17.310.955	16.569.449	14.998.779					
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811	17.263.995	16.963.774	17.310.955	16.569.449	16.180.303					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						14.341.597	17.129.459	14.267.805	-17,4 %	-16,7 %

Consommation d'électricité - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation en kWh/m ²									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	116,1	113,3	116,1	110,4	102,3	90,4	111,5	89,9	-22,6 %	-19,3 %
T/Tbis	29.563	52,3	55,1	53,9	55,0	39,1					
Nouveau Palais - froid	133.836				13,2	9,4	7,0	7,2	8,6		+18,6 %
CJ9	33.412					41,6	74,0	66,2	66,8		+1,0 %
Global CJUE Hors CJ9	163.399	104,7	102,9	105,0	100,5	91,0					
Global CJUE - Hors froid pour 2018 à 2022	196.811	104,7	102,9	105,0	87,2	82,3	80,6	96,6	78,5	-25,0 %	-18,8 %
Part destinée à la production de froid	163.399	40,0	40,0	41,6	43,3	32,1	25,6	24,3	26,0	-34,9 %	+7,0 %
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811					83,7					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						87,6	102,4	85,3	-18,5 %	-16,7 %

Consommation d'électricité - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation en kWh/ETP									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	6.156	5.445	6.602	5.217	n.a.	-21,0 %
T/Tbis	29.563	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Nouveau Palais - froid	133.836				971	692	511	427	496		+16,2 %
CJ9	33.412					525	934	978	967		-1,1 %
Global CJUE Hors CJ9	163.399	8.052	7.666	7.808	7.387	6.670					
Global CJUE - Hors froid pour 2018 à 2022	196.811	8.052	7.666	7.808	6.416	6.504	5.869	7.153	5.688	-29,4 %	-20,5 %
Part destinée à la production de froid	163.399	3.080	2.980	3.094	3.185	2.355	1.876	1.776	1.862	-39,5 %	+4,8 %
Global CJUE (y compris T/Tbis et CJ9)	196.811					7.195					
Global CJUE (y compris CJ9 mais sans T/Tbis)	167.248						6.380	7.580	6.185	-23,2 %	-18,4 %

(1) : le bâtiment T/Tbis ne fait pas partie du CPE 2016, sa surface est issue du rapport annuel des énergies pour l'année 2017. La surface du CJ9 a également été actualisée en 2021.

10.2.4. Production d'électricité photovoltaïque

Production d'électricité photovoltaïque - Nouveau Palais et CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ²	Injection dans le réseau de la ville en kWh									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	367.218	340.197	366.918	368.473	346.211	379 588	352 767	385 493	+5,0 %	+9,3 %
CJ9	33.412					10.550	1 998	27 274	36 510		+33,9 %
Global CJUE	167.248	367.218	340.197	366.918	368.473	356.761	381 586	380 041	422 003	+14,9 %	+11,0 %

Production d'électricité photovoltaïque - Nouveau Palais et CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ²	Production en kWh par durée d'insolation									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	198,4	205,3	197,5	176,6	175,2	187,0	190,6	172,9	-12,9 %	-9,3 %
CJ9	33.412					5,3	1,0	14,7	16,4		+11,1 %
Global CJUE	167.248	198,4	205,3	197,5	176,6	180,5	188,0	205,3	189,2	-4,6 %	-7,8 %

Production d'électricité photovoltaïque - Nouveau Palais et CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ²	Production en kWh/m ²									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	2,71	2,51	2,71	2,72	2,56	2,80	2,64	2,88	+6,2 %	+9,3 %
CJ9	33.412					0,37	0,07	0,82	1,09		+33,9 %
Global CJUE	167.248	2,71	2,51	2,71	2,72	2,93	2,87	2,27	2,52	-7,0 %	+11,0 %

10.2.5. Consommation d'eau de ville

Consommation d'eau de ville - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation facturée m ³									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	39.999	39.335	40.313	40.372	36.757	26.640	27.667	34.891	-12,8 %	+26,1 %
T/Tbis	29.563	6.811	6.104	5.804	7.585	5.109					
CJ9	33.412					4.536	4.031	2.822	10.392		+268,2 %
Eau liée à la production de froid NP + T/Tbis	163.399	12.673	11.438	11.956	12.097	10.440					
Eau liée à la production de froid NP + CJ9	167.248						12.584	10.166	14.443		+42,1 %
Eau consommée hors prod. de froid NP + T/Tbis	163.399	34.137	34.000	34.161	35.860	31.425					
Eau consommée hors prod. de froid NP + CJ9	167.248						18.087	20.323	30.840		+51,7 %
Global CJUE avec T/Tbis Hors CJ9	163.399	46.810	45.439	46.117	47.957	41.865					
Global CJUE avec T/Tbis et CJ9	196.811					46.401					
Global CJUE hors T/Tbis	163.399						30.671	30.489	45.284	-3,3 %	+48,5 %

Consommation d'eau de ville - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)											
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation en m ³ /m ²									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Nouveau Palais	133.836	0,296	0,291	0,298	0,298	0,272	0,197	0,207	0,261	-11,8 %	+26,1 %
T/Tbis	29.563	0,230	0,206	0,196	0,257	0,173					
CJ9	33.412					0,160	0,142	0,084	0,311		+268,2 %
Eau liée à la production de froid NP + T/Tbis	163.399	0,077	0,069	0,073	0,073	0,063					
Eau liée à la production de froid NP + CJ9	167.248						0,077	0,061	0,086		+42,1 %
Eau consommée hors prod. de froid NP + T/Tbis	163.399	0,207	0,206	0,207	0,217	0,191					
Eau consommée hors prod. de froid NP + CJ9	167.248						0,109	0,122	0,184		+51,7 %
Global CJUE avec T/Tbis Hors CJ9	163.399	0,284	0,276	0,280	0,291	0,254					
Global CJUE avec T/Tbis et CJ9	196.811					0,240					
Global CJUE hors T/Tbis	163.399						0,186	0,187	0,277	-2,4 %	+48,5 %

Consommation d'eau de ville - Nouveau Palais + T/Tbis + CJ9 (la tour Rocca inclus)												
Zone	Surface selon CPE en m ² (1)	Consommation en m ³ /ETP										
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022	
Nouveau Palais	133.836	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
T/Tbis	29.563	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
CJ9	33.412					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.			
Eau liée à la production de froid NP + T/Tbis	163.399	5,91	5,17	5,39	5,39	4,64						
Eau liée à la production de froid NP + CJ9	167.248						5,60	4,50	6,26	+5,9 %	+39,1 %	
Eau consommée hors prod. de froid NP + T/Tbis	163.399	15,92	15,36	15,41	15,99	13,97						
Eau consommée hors prod. de froid NP + CJ9	167.248						8,05	8,99	13,37	-16,1 %	+48,6 %	
Global CJUE avec T/Tbis Hors CJ9	163.399	21,83	20,53	20,80	21,38	18,62						
Global CJUE avec T/Tbis et CJ9	196.811					20,63						
Global CJUE hors T/Tbis	163.399						13,64	13,49	19,63	-10,1 %	+45,5 %	

10.2.6. Consommation de papier

Consommation de papier - CJUE								
Type	Consommation en kg							
	2015	2016	2017	2018(1)	2019	2020	2021	2022
Papier bureau	116018	111914	120935	119638	110507	53763	61545	53395
Atelier imprimerie	37319	30900	31090	27847	22067	4576	5643	9137
Publications externalisées		11673	11085	5105	23334	16881	0	32233
Totaux (hors publications externalisées)	153337	142814	152025	147485	132574	58339	67188	62532
Totaux	153337	154487	163110	152590	155908	75220	67188	62532

Consommation de papier - CJUE											
Type	Consommation en kg/ETP									Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022			
Papier bureau	54,1	50,6	54,5	53,3	49,1	23,9	27,2	23,1	-57,2 %	-15,0 %	
Atelier imprimerie	17,4	14,0	14,0	12,4	9,8	2,0	2,5	4,0	-77,3 %	+58,6 %	
Publications externalisées		5,3	5,0	2,3	10,4	7,5	0,0	14,0		+14,0 kg/ETP	
Totaux (hors publications externalisées)	71,5	64,5	68,6	65,8	59,0	26,0	29,7	27,1	-62,1 %	-8,9 %	
Totaux	71,5	69,8	73,6	68,0	69,3	33,5	29,7	41,1	-42,6 %	+38,1 %	

Consommation de papier - CJUE									
feuilles de papier A4/ETP/jour de travail (hors publications externalisées)									
Type	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Papier bureau	49	46	50	48	45	22	25	21	

10.2.7. Production des déchets

Production des déchets - CJUE											
Provenance du déchet	Catégorie de déchet	Production des déchets en tonne (t)									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022
Déchets issus de l'entretien des bâtiments de la CJUE et des autres activités transverses	Papier / carton	3,5	1,7	0,4	0,1	2,8	0,3	0,1	1,7	-52,3 %	+1.483,8 %
	Métaux	0,0	0,1	0,9	3,2	6,4	16,3	14,9	7,3	s.o.	-50,8 %
	Déchets de construction	0,0	0,1	0,3	5,3	7,1	18,3	35,8	42,2	s.o.	+18,0 %
	Huiles / graisses alimentaires	36,8	19,9	42,5	18,1	24,5	13,4	9,2	6,4	-82,5 %	-30,2 %
	Déchets dangereux	50,5	14,6	34,1	48,3	46,2	5,2	32,3	9,7	-80,8 %	-69,9 %
	Fraction résiduelle	18,0	2,9	1,6	1,0	3,2	5,5	3,4	5,5	-69,6 %	+63,0 %
	Autres déchets	2,4	1,4	2,0	0,9	2,5	4,1	19,5	33,6	+1.324,5 %	+71,8 %
	Déchets "entretien des bâtiments et autres activités transverses"	111,1	40,7	81,7	76,8	92,7	63,1	115,1	106,3	-4,3 %	-7,6 %
Déchets « bureaux et restauration »	Papier	158,6	182,7	158,9	169,0	168,8	62,1	91,3	83,3	-47,5 %	-8,8 %
	Déchets alimentaires	86,8	102,6	104,2	74,8	69,6	17,0	14,2	45,9	-47,1 %	+223,2 %
	Fraction résiduelle	90,5	86,9	89,4	84,4	79,0	31,0	30,2	45,3	-49,9 %	+50,0 %
	Verre	7,3	7,5	6,2	6,2	9,0	2,9	1,7	5,0	-30,9 %	+195,6 %
	Carton	23,7	22,3	19,9	16,9	20,4	8,7	10,1	13,5	-43,0 %	+33,3 %
	PMC	8,1	7,9	8,1	8,0	7,7	2,4	3,2	3,6	-56,4 %	+11,3 %
	Autres déchets	13,9	13,9	23,7	19,6	18,2	9,2	14,0	12,7	-8,7 %	-9,6 %
	Déchets "bureaux et restauration"	388,9	423,8	410,3	378,9	372,7	133,3	164,8	209,3	-46,2 %	+27,0 %
Quantité totale de déchets		500,1	464,5	492,0	455,7	465,4	196,3	279,9	315,6	-36,9 %	+12,8 %

Production des déchets - CJUE											
Provenance du déchet	Catégorie de déchet	Production des déchets en kg/ETP									
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022
Déchets issus de l'entretien des bâtiments de la CJUE et des autres activités transverses	Papier / carton	1,6	0,8	0,2	0,0	1,3	0,1	0,0	0,7	-55,7 %	+1.451,1 %
	Métaux	0,0	0,1	0,4	1,4	2,9	7,3	6,6	3,2	s.o.	-51,8 %
	Déchets de construction	0,0	0,0	0,1	2,4	3,2	8,2	15,8	18,3	s.o.	+15,5 %
	Huiles / graisses alimentaires	17,2	9,0	19,2	8,1	10,9	6,0	4,1	2,8	-83,7 %	-31,6 %
	Déchets dangereux	23,5	6,6	15,4	21,5	20,5	2,3	14,3	4,2	-82,1 %	-70,5 %
	Fraction résiduelle	8,4	1,3	0,7	0,4	1,4	2,4	1,5	2,4	-71,7 %	+59,7 %
	Autres déchets	1,1	0,6	0,9	0,4	1,1	1,8	8,6	14,5	+1.223,6 %	+68,2 %
	Déchets "entretien des bâtiments et autres activités transverses"	51,8	18,4	36,9	34,2	41,2	28,1	51,0	46,1	-11,1 %	-9,5 %
Déchets « bureaux et restauration »	Papier	74,0	82,5	71,7	75,3	75,1	27,6	40,4	36,1	-51,2 %	-10,7 %
	Déchets alimentaires	40,5	46,4	47,0	33,4	30,9	7,6	6,3	19,9	-50,8 %	+216,5 %
	Fraction résiduelle	42,2	39,3	40,3	37,6	35,1	13,8	13,4	19,6	-53,5 %	+46,9 %
	Verre	3,4	3,4	2,8	2,8	4,0	1,3	0,8	2,2	-35,8 %	+189,5 %
	Carton	11,0	10,1	9,0	7,5	9,1	3,9	4,5	5,8	-47,0 %	+30,6 %
	PMC	3,8	3,6	3,6	3,6	3,4	1,1	1,4	1,5	-59,5 %	+9,0 %
	Autres déchets	6,5	6,3	10,7	8,7	8,1	4,1	6,2	5,5	-15,2 %	-11,5 %
	Déchets "bureaux et restauration"	181,4	191,5	185,1	168,9	165,7	59,3	72,9	90,7	-50,0 %	+24,4 %
Quantité totale de déchets		233,2	209,9	221,9	203,2	207,0	87,3	123,9	136,8	-41,4 %	+10,4 %

10.2.8. Achats verts

Achats verts - CJUE								
<i>Objectif 2022/2023: la part des AO avec clauses light green doit être inférieure à 50 % en nombre et 45 % en montant sur l'ensemble des Appels d'Offres</i>								
Clauses environnementales	Achats verts en Nombre							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Light green	6	1	8	4	3	2	2	2
Medium green	1	4	9	6	6	1	4	5
Top green	2	5	0	1	1	2	0	0

Achats verts - CJUE								
<i>Objectif 2022/2023: la part des AO avec clauses light green doit être inférieure à 50 % en nombre et 45 % en montant sur l'ensemble des Appels d'Offres</i>								
Clauses environnementales	Achats verts en Montant							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Light green	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Medium green	2.834.910 €	75.600 €	15.818.127 €	12.984.210 €	3.665.000 €	212.976 €	203.180 €	1.381.194 €
Top green	100.000 €	7.425.988 €	51.998.949 €	10.509.149 €	12.099.589 €	350.000 €	5.300.000 €	27.254.676 €

10.2.9. Mobilité alternative

Mobilité alternative - CJUE										
Moyen de transport	Usage de véhicules à moteur thermique individuels par rapport aux autres modes de transport alternatif (en %)									
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022
Véhicule thermique individuel	59,2%	59,1%	55,4%	49,0%	48,3%	63,6%	53,3%	48,0%	-18,8%	-9,9%
Voiture 100% électrique	0,0%	0,0%	0,0%	0,8%	0,7%	1,6%	2,4%	3,7%	s.o.	52,2%
Marche à pied	5,9%	7,6%	7,8%	7,1%	6,2%	6,9%	7,5%	6,8%	14,5%	-9,8%
Bus	21,3%	20,4%	22,0%	21,2%	19,1%	11,8%	13,2%	15,4%	-27,6%	17,0%
Train	7,6%	5,5%	6,8%	9,4%	10,6%	5,2%	8,1%	8,8%	15,1%	8,4%
Vélo	5,9%	7,4%	8,0%	8,2%	8,7%	7,0%	6,9%	7,8%	32,0%	14,1%
Tramway	0,0%	0,0%	0,0%	4,2%	6,3%	4,0%	8,3%	9,3%	s.o.	11,8%
Funiculaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,3%	0,1%	s.o.	-57,2%
Trottinette	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	s.o.	s.o.
Moyens de transport alternatif	40,8%	40,9%	44,6%	51,0%	51,7%	36,4%	46,7%	52,0%	27,3%	11,3%
total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	0,0%

Mobilité alternative - CJUE										
Moyen de transport	Moyens de transports utilisés d'après le sondage (part en %)									
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022
Voiture 100% électrique	0,0%	0,0%	0,0%	1,5%	1,3%	4,3%	5,2%	7,1%	s.o.	37%
Marche à pied	14,5%	18,6%	17,4%	14,0%	12,0%	18,9%	16,1%	13,1%	-10%	-19%
Bus	52,3%	49,9%	49,4%	41,7%	37,0%	32,3%	28,2%	29,7%	-43%	5%
Train	18,6%	13,4%	15,2%	18,5%	20,4%	14,2%	17,3%	16,9%	-10%	-3%
Vélo	14,5%	18,1%	18,0%	16,1%	16,7%	19,3%	14,7%	15,1%	4%	3%
Tramway	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	12,2%	11,0%	17,9%	18,0%	s.o.	1%
Funiculaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,6%	0,2%	s.o.	-62%
Trottinette	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	s.o.	s.o.
total moyens alternatifs	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0%	0%

10.2.10. Travail à domicile

Consommation de chaleur - Télétravail - CJUE									
Référence	consommation de chaleur (kWh)			chauffage (kWh/ETP)			% chauffage		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Personnel en télétravail	1.443.041	1.468.334	851.700	641,94	649,78	369,12	13,5%	8,8%	9,6%
Bâtiments de la CJUE	9.222.475	15.233.025	8.014.742	4.102,65	6.741,08	3.473,49	86,5%	91,2%	90,4%
total	10.665.516	16.701.359	8.866.442	4.744,59	7.390,86	3.842,61	100,0%	100,0%	100,0%

Consommation d'électricité - Télétravail - CJUE									
Référence	consommation électrique (kWh)			Electricité (kWh/ETP)			% Electricité		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Personnel en télétravail	25.814	26.218	15.642	11,48	11,60	6,78	0,2%	0,2%	0,1%
Bâtiments de la CJUE	14.341.597	17.129.459	14.267.805	6.379,91	7.580,31	6.183,50	99,8%	99,8%	99,9%
total	14.367.411	17.155.677	14.283.447	6.391,40	7.591,91	6.190,28	100,0%	100,0%	100,0%

Consommation de papier - Télétravail - CJUE						
Référence	consommation papier (kg)		Papier (kg par ETP)		% Papier	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Personnel en télétravail	4673	1605	2,1	0,7	7,1%	2,9%
Bâtiments de la CJUE	61545	53395	27,2	23,1	92,9%	97,1%
total	66218	55000	29,3	23,8	100,0%	100,0%

10.2.11. Émissions de gaz à effet de serre

Emissions des gaz à effet de serre par la méthode Bilan Carbone™															
Émissions en tonne éq. CO ₂	2010	2011	2012	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Part / Total 2022 (%)	Évolution 2010-2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2021-2022
Déplacements	17.501	14.593	13.251	10.540	10.967	11.153	11.728	12.127	2.883	2.768	6.764	45,2%	-61,4 %	-35,8 %	+144,4 %
Énergie	7.509	1.099	1.125	1.095	1.135	1.036	863	645	274	460	252	1,7%	-96,6 %	-77,0 %	-45,2 %
Immobilisations	4.964	4.964	4.964	5.988	5.988	5.988	5.677	5.843	5.282	5.552	5.552	37,1%	+11,8 %	-7,3 %	+0,0 %
<i>Intrants*</i>	2.054	2.054	2.054	2.496	2.496	2.496	2.285	2.285	2.285	1.958	1.958	13,1%	-4,7 %	-21,6 %	+0,0 %
Fluides frigorigènes	432	-	197	118	730	260	319	967	62	37	189	1,3%	-56,3 %	+60,2 %	+410,8 %
Déchets	275	271	275	91	67	82	60	60	24	29	41	0,3%	-85,1 %	-54,9 %	+41,4 %
<i>Fret*</i>	12	12	12	12	12	12	11	11	11	4	4	0,0%	-66,7 %	-66,7 %	+0,0 %
Télétravail	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	360	374	215	1,4%	s.o.	s.o.	-42,5 %
Total	32.747	22.992	21.878	20.341	21.396	21.028	20.943	21.937	11.181	11.183	14.975	100,0%	-54,3 %	-26,4 %	+33,9 %

Emissions des gaz à effet de serre par la méthode Bilan Carbone™												
Poste	kg éq. CO ₂ /ETP								Variation			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Part / Total 2021 (%)	Evolution 2015-2022	Evolution 2021-2022	
Déplacements (hors déplacements des visiteurs)	2.237	2.209	2.068	1.878	1.702	840	952	1.094	20,4%	-51,1 %	+14,8 %	
Énergie	511	513	468	385	287	122	204	109	4,4%	-78,6 %	-46,3 %	
Immobilisations	2.793	2.706	2.701	2.531	2.598	2.350	2.457	2.406	52,5%	-13,9 %	-2,1 %	
<i>Intrants*</i>	1.164	1.128	1.126	1.019	1.016	1.016	866	849	18,5%	-27,1 %	-2,1 %	
Fluides frigorigènes	55	330	117	142	430	28	16	82	0,4%	+49,0 %	+400,3 %	
Déchets	42	30	37	27	27	11	13	18	0,3%	-58,1 %	+38,5 %	
<i>Fret*</i>	6	6	6	5	5	5	2	2	0,0%	-70,0 %	-2,1 %	
Télétravail	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	160	166	93	3,5%	s.o.	s.o.	
Total	6.808	6.922	6.522	5.987	6.064	4.372	4.676	4.652	100,0%	-31,7 %	-0,5 %	

Nota : * Les postes en italique n'ont pas fait l'objet d'une mise à jour pour l'année 2020. Partant de l'idée que ces postes restent stables, les valeurs de l'année 2018 ont été reprises.

Les données détaillées sont disponibles dans le rapport publié sur le site http://curia.europa.eu/jcms/jcms/P_134088/

10.2.12. Biodiversité

Biodiversité - Utilisation des surfaces en m ² à la CJUE											
	2015	2016	2017	2018	2019 (jusqu'au 15/07)	2019	2020	2021	2022	Évolution 2015-2022	Évolution 2020-2022
Emprise au sol	33370	33372	33372	33372	33372	40203	40203	40203	40203	+20,5 %	+0,0 %
Autres surfaces imperméabilisées	33754	33756	33756	33756	33756	40587	40587	40587	40587	+20,2 %	+0,0 %
Surfaces non imperméabilisées (Surfaces laissées à l'état naturel et entretenu par la cour)	8400	8399	8399	8399	8399	12787	12787	12787	12787	+52,2 %	+0,0 %
Total des surfaces	75524	75527	75527	75527	75527	93577	93577	93577	93577	+23,9 %	+0,0 %
Surface totale imperméabilisée	88,9%	88,9%	88,9%	88,9%	88,9%	86,3%	86,3%	86,3%	86,3%	-2,9 %	+0,0 %
Surface totale non imperméabilisée	11,1%	11,1%	11,1%	11,1%	11,1%	13,7%	13,7%	13,7%	13,7%	+22,9 %	+0,0 %

10.2.13. Arrêtés ministériels délivrés par l'Administration de l'Environnement luxembourgeoise

Arrêtés ministériels délivrés par l'Administration de l'Environnement	
Numéro de l'arrêté	Date de l'arrêté
1/15/0338	21/09/2015
1/19/0099	02/10/2019
1/20/0507	08/07/2021



COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE

Direction de la Communication
Unité Publications et médias électroniques

Octobre 2023